

ALAIN LAUBREAUX

LA TERREUR
ROSE

PRÉFACE DE
PIERRE GAXOTTE

LES EDITIONS DENOËL
19, 1 RUE AMÉLIE, 19
PARIS-VI^e

AAARGH ÉDITIONS
Internet
2006

AU SOUVENIR
D'ARTHÈME FAYARD

QUI PATRONNA CES ESSAIS
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE
MON LIVRE EST DÉDIÉ

A. L.

Copyright by Editions Denoël, Paris 1939

PRÉFACE

Cette année-là, on vit apparaître à l'étalage des marchands de chaussures un nouveau modèle de souliers, le *bolchevik* (extra-fort, pour enfants) : le Front populaire approchait, les firmes capitalistes prenaient le ton. Puis ce fut la grande aventure : le triomphe communiste, les grèves, les occupations, le ministère Blum, ouvriers et employés s'engouffrant en troupeau docile dans les organisations du syndicalisme moscotaire, le drapeau rouge flottant sur les chantiers de l'Exposition, *l'Internationale* beuglée au milieu des palais de plâtras, la crise financière toujours conjurée et jamais finie, cent milliards de billets et pas une vraie richesse, l'aviation ruinée, les lois bafouées, la magistrature évanouie, les chantiers navals transformés en centres de loisirs, les cabotins et les magnats de la presse se ruant au rouge, ceux-là pour avoir des rôles et ceux-ci pour avoir des lecteurs, les grands riches découvrant avec des sanglots la misère des pauvres et les poules de luxe cultivant l'art pour les masses, enfin du haut de son perchoir alpestre, Hitler contemplant cette mascarade, comptant les dégâts, annexant l'Autriche, un jour de crise ministérielle, tandis que Camille Chautemps embrassait Léon Blum à la fenêtre d'un hôtel cossu, sur un quai de l'île Saint Louis.

Il fallait que quelqu'un se fît le chroniqueur et le peintre de ces vingt-quatre mois véhéments et piteux. D'autres éplucheront les statistiques, dresseront les courbes de production, compteront les votes à la Chambre, Alain Laubreaux apporte autre chose : les hommes et la vie. Ce livre est le carnet d'un journaliste qui, par devoir, s'est trouvé partout où il se passait quelque chose. Il n'y a pas de métier plus difficile que de saisir l'actualité au vol et de la fixer sur le papier, le stylo en travers du corps. Alain Laubreaux est un maître journaliste. Il est rond, bonhomme, sincère, bien portant, français. Il a l'oeil. Il a la bonne humeur. Et puis il possède le don de raconter. Il fuit le couplet, le morceau, la vignette, le développement artistement frisotté ; il déterre la vérité comme un objet : il arrive à l'angoisse ou la bouffonnerie par les moyens les plus simples qui sont aussi les plus rares, par le mot juste, l'anecdote exacte, le trait rapide, dix lignes brèves, serrées, qui illuminent.

L'extraordinaire galerie ! Elle fera la stupéfaction de nos enfants. Quoi ? Au moment où les nazis construisaient la grande Allemagne, la France s'était donnée à ce ramassis de médiocres, de faux prophètes, d'avocats sans cause, à cette petite bande d'ignorants, d'incapables, de ratés ? Et pour incarner leurs désirs de justice sociale, les rudes travailleurs de la vigne et de l'usine n'avaient trouvé que Léon Blum, esthète démodé pour salons modern' style, et Maurice Thorez que la nature a avantageusement pétri pour jouer les spadassins à maillot au grand théâtre de Belleville ?

On n'écrit plus de mémoires intimes. Ceux qu'on publie ne sont que des plaidoyers. A quoi auraient recours les historiens de l'avenir, s'ils ne possédaient des livres comme celui-ci ? Aux discours officiels ? Aux séances des assemblées parlementaires ? Quelle collection de mensonges, de duperies, de dérobades ! Quel bric-à-brac de topos conventionnels, de métaphores, de phrases toutes faites ! Les romanciers ne seront pas non plus d'un grand secours. Le plus souvent ils décrivent un monde chimérique, où la passion parle toute pure, mais où les embêtements de la vie réelle n'entrent guère. Les anciennes cours étaient commodes ; elles ramassaient en quelques salons l'élite entière du pays, l'observateur avait sous la main et sous les yeux tout ce qui comptait et tout ce qui gouvernait. Hélas ! de nos jours, les palais nationaux sont bien mornes et c'est ailleurs qu'il faut chercher la lumière.

Courteline a montré le chemin. Il est l'homme du petit café ; le petit café est le Versailles de la III^e République. Là se font les programmes, les orateurs et les élections. La démocratie sociale s'accoude au zinc, les pieds dans la sciure, porte des pantalons de velours à côtes, parle haut, crache à terre, s'affirme en termes cambronnesques quand sonne l'heure de l'apéritif. La république bourgeoise se tient dans la salle du fond, sur les banquettes de moleskine, éparse autour des tables de marbre où les soucoupes s'élèvent en pyramides. Elle cultive le calembour, la manille, la belote et la fraude fiscale, elle parle retraites et péréquation, elle croit au progrès, à la rente et à l'instruction universelle, elle gagne des batailles en Espagne et se retrouve le soir à la loge pour entendre, portes closes, le pharmacien de la grande place river son clou à Mussolini.

Cher Courteline ! En lisant Laubreaux, j'ai eu l'impression que vos immortels héros s'étaient emparés de la France. L'illustre Piégelé, M. Pommade, M. Garrigou, Barbemolle, Land'houille, Saumâtre, Grenouillot, Racuit, Labouture et Marmouillard, tous ils font de la politique, tous ils sont devenus conseillers généraux, députés, sénateurs-maires, ministres... Je le savais, c'est Croquebol, Hurluret et l'adjudant Flick qui ont gagné la guerre. C'est La Brige qui a perdu la paix. Pour piper la voix de M. Boulingrin, Ciboulot devenu communiste avait, en mai 36, escamoté son programme de révolution sociale. Il promettait de respecter le commerce, le profit, l'héritage, la famille et la propriété ; il couvrait les murs d'une imagerie pleurnicharde à la Greuze et jurait, la main haute, qu'il n'en voulait qu'aux méchants gros. Or, personne ne se sentait gros ni méchant.

L'électeur français est semblable au fromage de Hollande : rouge au dehors et blanc en dedans ; révolutionnaire pour être pensionné et conservateur pour garder ses pensions. Entre le socialisme et le parti radical, il n'y a qu'une faible nuance. Leur but commun est de faire vivre aux dépens de l'épargne et des capitaux accumulés une clientèle étatiste de plus en plus nombreuse. Au fur et à mesure qu'ils ont pris de l'importance, les socialistes sont, comme les autres, devenus des profiteurs et des cumulards. L'administration haute et basse a été bourrée de leurs hommes. Pendant leur temps de pouvoir, ils en ont mis partout, à la radio, dans les musées, aux postes, dans les préfectures, à l'hygiène, à l'aviation, au Français, aux conseils des compagnies subventionnées. Les forçats de la faim ont mangé l'assiette au beurre. Mais ils sont encore tenus par les syndicats et, aux yeux du citoyen timoré, le syndicat c'est la grève, le tumulte, le désordre.

De là, l'extraordinaire fortune du parti radical. Servi par un personnel de basochiens roublards et de normaliens dessalés, il offre sur le même plateau le vocabulaire démagogique qui endort la masse et la routine gouvernementale qui rassure les intérêts. Le chef radical doit être à la fois excité et raisonnable. Il lui faut discourir sans conclure, promettre sans tenir, menacer les capitaux et protéger les capitalistes, brandir le drapeau rouge et célébrer Jeanne d'Arc, crier « En avant ! » sans bouger et couler au passage les réformes sociales qu'il a lui-même préconisées.

Aussi a-t-il du goût pour les gestes symboliques qui font scandale mais qui n'engagent à rien, les promenades au Panthéon, les inaugurations de statues, les procès politiques, les pompes funèbres et civiques. Si, aiguillonné par les envies et par les appétits, il est contraint d'agir, il se présente comme le moindre mal. Il apaise les petits sans faire de mal aux gros et dénonce le mur d'argent sans cesser de dîner chez les banquiers.

Le radicalisme se dit constructeur, créateur, positif. Il est essentiellement négatif et c'est en cela qu'il plaît à une vaste coalition de petites gens, que la force des choses contraint à la défensive. Entre le curé dont il repousse l'ingérence, le communiste dont il a peur, le gros bourgeois et le châtelain qu'il envie et qu'il déteste, l'électeur radical dessine son empire. Cela suffit pour faire un grand parti hybride, incohérent, décevant, mais durable.

Le drame est de gouverner. La doctrine radicale représente l'Encyclopédie dans son dernier état de dégradation et de sénilité, conservée dans la médiocrité comme des batraciens dans un bocal d'alcool. Le radical est prisonnier de sa logomachie et cette logomachie a perverti la notion même de gouvernement. La République n'est pas une simple forme de l'État. Il ne suffit pas d'y adhérer pour en faire partie. Si Rousseau nous a appris que le régime démocratique est le règne de la volonté générale, il nous a dit aussi que la volonté générale n'est point la volonté du plus grand nombre, mais la voix profonde de la conscience humaine, telle qu'elle devrait évidemment parler en chacun de nous, mais telle qu'en attendant, elle s'exprime par la bouche des citoyens les plus éclairés. La volonté générale n'est point l'opinion de la majorité, c'est la conformité à un système philosophique. Avant d'être un régime, la République est une église. Aussi a-t-elle son orthodoxie, ses élus, ses réprouvés et ses docteurs. Derrière les agitations électorales, il y a les clubs, le petit troupeau des fidèles, des convaincus, des illuminés, des comitards. Quant à leurs adversaires, quel que soit leur nombre, leur respect du suffrage universel, leur dévotion à la forme républicaine, ils ne seront jamais que des réactionnaires, des cléricaux, des hérétiques, des aristocrates, à l'occasion des usurpateurs, car de même qu'il y a un roi légitime, il y a un peuple légitime.

La force des gauches, ce sont les victoires obscures de la démocratie villageoise et cantonale, la connaissance exacte du milieu, la trame serrée des intérêts locaux et personnels la solidarité du clan, la pratique administrative que donne une longue possession. Leur faiblesse, c'est de ne pouvoir rompre avec l'internationale, l'anti-patriotisme, la révolution, l'anarchie. Ce sont là les réserves indispensables et cachées, celles qu'on a mobilisées le 12 février 1934 et le 14 juillet 1935, celles qui, en cas de péril réactionnaire, cessent le travail, élèvent les barricades et fournissent les combattants. Aucun chef radical n'échappe durablement à leur joug nécessaire. Même sous les ministères de concentration et d'union, il reste toujours au sein du groupe un noyau d'irréductibles qui maintiennent farouchement le contact avec le communisme et qui s'en vont défiler de la Bastille à la République, parmi les poings fermés, les pancartes séditieuses, les drapeaux rouges et les cris de mort. Procession symbolique ! Pèlerinage expiatoire ! A l'effarement des bourgeois, tandis que la rente monte et que les possédants se rassurent, le régime en tremblant se retrempe dans ces pieux cortèges. Il n'y manque que les têtes coupées au bout d'une pique. Mais les temps se sont affadis et la Troisième République n'est qu'un rabougrissement de la Première.

Pas d'ennemi à gauche ! C'est la loi, c'est le souverain mot. Il explique pourquoi les ministères d'union sont si passagers, si fragiles. « Les observateurs superficiels, a écrit Abel Bonnard, s'étonnent de l'accord qui s'établit entre les hommes de gauche et ceux de l'extrême-gauche, quand ils mesurent l'intervalle qu'il y a entre eux : ils ne prennent pas garde que cette distance est une descente et qu'un radical n'a qu'à se laisser aller pour arriver parmi les révolutionnaires ; celle qui le sépare des modérés, au contraire, peut paraître petite si on la mesure en l'air, mais elle est marquée en fait par un abîme, car les modérés, si déchus qu'ils

soient, représentent pour les radicaux les restes de tout ce qu'ils veulent abolir. » Ce sont les débris d'une société haïe ; on se venge encore sur eux d'un temps qu'ils ont eux-mêmes oublié, sans doute parce qu'ils étaient indignes d'en conserver le souvenir.

Ainsi le radicalisme se trouve tour à tour tirailé par une opportunité de plus en plus impérieuse, qui sous l'aiguillon du péril le contraint à l'alliance avec les droites, et la logique profonde du régime qui, le danger écarté, le ramène à la révolution. Chaque retour du balancier fait naître d'un côté ou de l'autre des espoirs immenses ; chaque infidélité fait naître les mêmes déceptions et les mêmes colères. S'il est vrai que la démocratie vit de la division, on peut dire que les oscillations du radicalisme ont pour effet d'amortir les heurts. Avec quelque complaisance, les radicaux se flattent d'avoir épargné à la France la guerre civile. Sans nous, disent-ils, le pays se serait coupé en deux partis irréconciliables. L'un aurait dû écraser l'autre. En nous portant tantôt d'un côté et tantôt de l'autre, nous avons empêché le pire.

Les radicaux n'ont pas tort. Mais pendant ce jeu, qu'est devenu le pays ? A-t-il grandi ? A-t-il prospéré ? A-t-il vu ses rivaux s'incliner devant sa sagesse ? Hélas ! Le pays sent confusément qu'il use contre lui-même le meilleur de ses forces. Sans trop savoir ce qu'il désire, il appelle autre chose, quelque chose d'humain et de possible, un régime solide et modéré qui gouvernerait sans opprimer, qui imposerait la conciliation sans étouffer les esprits, qui contraindrait les citoyens à servir sans les transformer en automates ou en perroquets...

Ce qui rend cette inquiétude si pathétique, c'est qu'on a tout fait pour faire perdre au Français le sens de son histoire. Il n'est plus soutenu par la voix puissante des générations qui ont fait sa patrie. Entre elles et lui s'élève une muraille épaisse de préjugés, d'ignorances, de colères. Le Français ne sait encore que dire non. Quand il entend les marxistes proclamer que tous les hommes sont frères, il voudrait être fils unique. Quand il entend les dictateurs se nommer les pères du peuple, il souhaite être orphelin.

Pierre Gaxotte

I – CHRONIQUE DE JUIN 36

LA TERREUR ROSE

L'animation qui régnait au Palais-Bourbon du 1er au 4 juin 1936, était rituelle, conforme aux traditions. C'est l'animation qui se produit tous les quatre ans, depuis soixante-cinq ans, au renouvellement de la Chambre. Le roi aux six cents têtes prenait possession de son trône. Autour de lui couraient les nécessaires. On se montrait les visages, on se répétait des noms. Un vaste brouhaha mêlait le souverain aux honnêtes fonctionnaires du journalisme et aux porteurs de communiqués abondamment décorés, dont quelques-uns hantent ces lieux depuis un demi-siècle. On se livrait, avec des gloussements de joie, des clins d'oeil malins, les petites histoires scandaleuses, les anecdotes comiques, les bons mots, tous les fonds de sac de la bagarre électorale. De groupe en groupe, le rire amer, feignant le détachement, quelques rebuts du suffrage universel alimentaient la chronique.

Le Front populaire triomphait. Soixante-douze communistes, cent quarante-cinq socialistes s'apprêtaient à occuper les travées. Depuis un mois, la France n'avait plus de gouvernement. Sarraut et ses ministres avaient abdicé. Blum, dauphin de la République, alignait ses pièces sur l'échiquier parlementaire, en vue de la partie qui allait se jouer. Est-ce que cela n'était pas naturel, normal, régulier, semblable à ce qui se déroulait toujours en des circonstances analogues ? Front populaire, cartel des gauches, bloc national, perpétuel alternat du régime, ce n'est qu'une nomenclature d'équipes, les camps adverses qui, dans une sorte de coupe Davis du pouvoir, se repassent le trophée de l'un à l'autre. Blum ou Laval, quelle différence pour la gent parlementaire ? Blum avait gagné ce coup-ci. Le prochain serait peut-être pour Laval. Les gens de l'extérieur étaient bien bons, en vérité, d'y attacher de l'importance, de craindre ou d'espérer, de hurler de joie ou de frémir.

Oui, il y avait eu les défilés populaires, les rouges apprêts d'une agitation, des usines occupées. Mais on n'impressionne pas pour si peu ces messieurs de la Chambre. Ils savent de quoi il retourne.

- C'est un coup de Jouhaux, disent les uns. Il veut empêcher Blum de constituer son ministère.

- Il y a une manoeuvre communiste là-dessous, affirment les autres.

On se montre, aux Quatre-Colonnes, dans la salle des Pas Perdus, le blond Thorez avec sa tête d'enfant rigoleur, son copain Duclos, pâtissier éternellement endimanché. Sont-ils farce, ces deux-là ! Les bourgeois nous amusent avec leurs appréhensions. S'ils les voyaient comme on les voit ici, s'ils les connaissaient comme on les connaît, bons types, partenaires exacts et loyaux, à l'occasion ne détestant pas la gaudriole, ils auraient bientôt cessé de s'alarmer. Certes, il y a l'*Huma*, ses menaces, ses excitations. Mais il faut être ingénu pour prendre ces

choses-là au sérieux. C'est la nourriture des lecteurs, des militants, des « masses », comme ils écrivent. Est-ce que ça compte ?

Non. Les seuls événements qui doivent requérir l'attention des personnes raisonnables se déroulent au bord de la Seine, entre le Quai d'Orsay et le boulevard Saint-Germain. Là, le grand oeuvre s'opère, dont la France suit en haletant les péripéties. Qui aura le fauteuil ? Herriot ou Bouisson ? Qui sera du cabinet Blum ? Chautemps, Bonnet, Boncour ? On parle de dames républicaines qui prendront place sous la houlette pourpre du berger socialiste. Seront-elles jeunes, jolies ? Le député s'abandonne à sa verve égrillarde. Mais bientôt, de graves problèmes le sollicitent : invalidera-t-on Malvy, Doriot ? Alors, son front se plisse, ses yeux reflètent de dures abstractions.

Cependant, au perchoir présidentiel, entouré des Éliacins de l'écharpe, un bon vieillard rhodanien salue les nouveaux, verse un pleur attendri sur les morts au champ d'honneur de l'élection, promet la joie après la tristesse, l'abondance après la disette. Fécond en hommes, fécond en lois et en discours, le régime, grandit, s'élève, crée l'ordre, le bonheur, la paix. Espoir, amour, heures bénies !

Brusquement, le lendemain, les choses s'aggravaient. Les grèves s'étendaient, atteignaient l'alimentation, puis les journaux, le pain de l'esprit après celui du corps. Sarraut, en hâte, démissionnait. Son chauve ministre Frossard, qui n'a pas plus de conscience que de cheveux, apparaissait aux Quatre-Colonnes, poussait un soupir à ébranler le temple.

- Je sors d'un cauchemar, disait-il.

Dans la nuit, Blum réunissait les siens, formait son cabinet. On se présentait chez le président Lebrun, qui souriait aux dames, leur souhaitait galamment bienvenue à la cour. Cette fois, la partie était gagnée. Les inquiétudes se dissipaient. Le gouvernement de Front populaire entrait dans l'action. L'ordre allait régner de nouveau.

Au cours de la journée du samedi, Salengro, ministre de l'Intérieur, faisait par les couloirs, semence de réconfort et d'optimisme :

- La déclaration ministérielle, la promesse des lois sociales qui seront déposées sans retard, vont calmer les impatiences légitimes de la classe ouvrière. Dès lundi, j'en donne l'assurance, l'agitation sera terminée.

On l'approuvait, on le félicitait. On était content de découvrir, chez un ministre socialiste, un homme si décidé, si carré. Chacun rentra chez soi, courut à sa circonscription porter la bonne parole. La République, encore une fois, était sauvée.

Elle ne l'était pas. Malgré les « accords Matignon » signés dans la nuit du dimanche, malgré le dépôt des lois sociales, malgré les chants d'enthousiasme et de victoire du Vélodrome d'Hiver, la situation empirait.

La soirée du lundi avait pourtant été favorable. De roses émissaires soufflaient des airs aimables dans leurs pipeaux ministériels. Il convenait d'après eux de n'accorder aucun crédit à certains journaux qui répandaient l'alarme et la tristesse. C'étaient des ennemis de la République. Ils propageaient de fausses nouvelles. On allait les poursuivre. En dépit de leurs mensonges, tout était bien. La sagesse des ouvriers, contre lesquels le gouvernement unanime refusait d'employer la force, aurait le dernier mot. C'était l'affaire de vingt-quatre heures.

Échappés de la nécropole sénatoriale, Clamamus et Cachin mêlaient leurs voix au chœur rassurant des camarades députés :

- C'est un essai de coup de force fasciste contre le régime, disait Clamamus. L'agitation est entretenue à dessein par les Croix de feu ! Mais ça va finir !

Du coup, les parlementaires se sentaient revivre. Ils se rejetaient avec passion dans leurs intrigues, leurs combinaisons, leurs rivalités. Les grèves passaient au second plan. On

reparlait des grandes commissions, ces bonnes et fructueuses commissions d'où l'on bondissait, comme au saut du tremplin, de la présidence ou d'un rapport général dans un ministère. On échafaudait les listes. On revenait allègrement aux signes usités, aux vieilles lunes vénérées. On renouvelait les serments de fidélité.

Tombée le lundi soir, la fièvre reparut le mardi. Avec les premiers trains, les députés rentraient de leurs provinces. Ils colportaient d'affreux récits. Marx Dormoy, qui n'était encore que sous-secrétaire d'État à la présidence, arrivait de Montluçon, où il était allé arbitrer le conflit des usines Dunlop. La colère agitait sa grande barbe :

- Le croiriez-vous ? Ce n'est plus pour une question de salaires, ni pour le contrat collectif que la grève se poursuit ! Les communistes mettent pour condition à la reprise du travail le congédiement de vingt-cinq ouvriers, déserteurs de l'occupation, qui se sont évadés en escaladant les murs !

Et, hors de lui, englobant tout le parti communiste dans sa fureur :

- Les salauds ! s'écriait-il.

Si farauds dans leurs journaux, les députés communistes ne se montraient pas. Quelques-uns passaient, rapides, la tête basse, refusaient la discussion. Alors, tout à coup, les radicaux prirent peur, et de nombreux socialistes avec eux. Tous alliés du capital, presque tous propriétaires, ils frémissaient de voir le mouvement passer des grandes entreprises aux petites industries.

- Les communistes nous ont trahis, répétaient les uns.

- Mais non, répliquaient les autres, ils sont eux-mêmes débordés par leurs troupes.

- Ah ! c'est encore plus grave !

Infortunés radicaux ! Ils sentaient à présent que la grande position qu'ils avaient occupée dans la République, ils la devaient à leur adresse, non à leur force. Ils apercevaient leurs côtés faibles, leurs fluctuations, leur caractère équivoque.

Comme un enfant dans le péril, ils cherchaient le gouvernement. Le gouvernement se taisait. Ils invoquaient l'opinion. L'opinion restait muette. Pourquoi les journaux ne disaient-ils pas la vérité toute crue ? entretenaient-ils un faux espoir ? s'efforçaient-ils de dissimuler une situation qui menaçait de devenir tragique ?

Ah ! il s'agissait bien de poursuivre les fausses nouvelles ! On aurait plutôt souhaité qu'elles s'étalassent, sur les pages largement ouvertes des feuilles, comme elles déferlaient, d'heure en heure, avec un bruit de fin du monde, dans les salons de la Chambre.

Le jeudi, on crut à la catastrophe. Plusieurs centaines de parlementaires n'avaient pas trouvé à manger dans Paris. Ils envahirent le restaurant de la Chambre, avec leurs femmes, leurs familles. Ils attendaient debout que d'autres, hâtivement repus, leur fissent place. Un bourdonnement énorme emplissait les salles trop étroites. A trois heures de l'après-midi, un grand nombre n'avait pu déjeuner. Quelques-uns, qui s'étaient restaurés d'un sandwich à la buvette, gagnaient les couloirs, jetaient la panique. Le dentiste Marquet avait vu, aux Champs-Élysées, un agent de police saluer de son poing fermé une camionnette emplies de grévistes, drapeau rouge déployé. On jurait que l'émeute grondait à travers les rues. Tous les bruits, les nouvelles les plus extravagantes trouvaient créance. Ces ventres affamés étaient tout oreilles. La fermeture de trois mille cafés et restaurants provoquait ici un effroi que l'arrêt des services publics n'avait pas allumé. Des mines allongées, des visages pâles erraient. Des gens prudents se parlaient à l'oreille. Ils disaient :

- Les boulangeries vont fermer à leur tour. Dans trois jours Paris sera livré à la famine.

Derrière les portes à tambour, les groupes s'ériquaient en comités. Le Front populaire craquait. La Révolution était là.

La Révolution? Ce n'était plus de jeu. Qu'est-ce qu'il y avait à changer, à renverser, à briser, dans un régime qui vous livrait, sur un coup de baguette électoral, son gouvernement, ses administrations, ses finances ? Blum monta à la tribune, les gardes mobiles en armes descendirent dans la rue. Et la révolution recula, trahie par ses chefs.

Alors, ils s'installèrent. La maison était à eux, ils se vautrèrent sur les lits, vidèrent les garde-manger. Ils avaient la force, ils eurent la scélératresse, mais une scélératresse basse, vile, une scélératresse de despotes fourbes et lâches, qui se réfugiaient misérablement derrière une légalité complaisante. Au nom de leur loi, ils emprisonnaient Charles Maurras, s'emparaient des grands postes, dressaient les listes des suspects. Blum régnait. Autour du consul ineffable, le Conseil des Nouveaux, que d'aucuns nommaient, ayant le tour moderne, un *Brain Trust*, siégeait en permanence à l'hôtel Matignon. Le cousin Moch, le pétulant Marceau-Pivert, des Juifs de haut lignage, au bruit du péan socialiste, y méditaient, préparaient, mettaient au point, cauteleux et bouffons, les tortueux coups de main où devait s'affirmer, pendant plus d'un an, le terrorisme rose de Léon Blum. Sous ce patronage, on vit accourir, des lointains horizons du journalisme socialo-communiste, des antichambres de la C. G. T., du fonctionnariat maçonnique et marxiste, de la littérature Juive, de l'Université juive et de la juiverie du barreau, une armée d'affamés aux dents longues, des éphèbes ignorants et prétentieux, de pauvres vieilles épaves qui envahirent tous les bénéfices que l'État moderne dispense à ses collataires. La révolution de ces révolutionnaires se faisait au cri de « Toutes les places, tout de suite ! » Dans le croulant immeuble qui continuait à puer et se lézarder, c'était un simple changement de locataire. On connut ainsi que la révolution était accomplie lorsque, tout simplement, Blum remplacerait Laval à Paris, et quand, à Versailles, Chamson remplacerait de Nolhac. La révolution, c'était le Prix Goncourt à Malraux, la Sorbonne à Langevin, la Banque de France à Jouhaux et la Légion d'honneur distribuée par Jean Zay.

La révolution, nous nous en forgions une autre idée. C'était l'abattoir, non des hommes, mais des choses. C'était la suppression des décorations, des prix littéraires, des mensonges officiels, des grasses prébendes, des grands privilèges. C'était la hache et le feu portés dans les institutions qui corrompent les hommes. C'était l'ordre nouveau, dont le pays a faim et soif. Et nous la regardions en face, sans frémissement. Nous ne la redoutions pas. Nous l'appelions, sachant bien qu'elle entraînerait d'abord, dans sa colère, tous les hideux parasites, douves maçonniques, helminthes hébreux, entozoaires marxistes, qui foisonnent dans le ventre de la France, sucent ses tripes, absorbent ses boyaux, pompent ses intestins, et la dévoreront jusqu'à la dernière molécule de viande, jusqu'à la grande et définitive crevaision !

Je souhaite tous les bonheurs du monde à ceux qui espèrent le salut du pays autrement que d'un terrible et nécessaire coup de chien. Nous l'aurons ou nous sombrerons. Consultez plutôt l'histoire de ces deux ans. Cela continue comme cela a commencé, sur le même petit pas trémulant de *lambeth walk* que nos imbéciles bourgeois prennent pour un tremblement de terre. Regardez-la suivre son cours historique et fatal, la révolution du Front populaire : après la terreur rose de Léon Blum, le Thermidor des larves de Chautemps et la dictature verbale de Daladier. Décidément, tout cela est à la mesure du temps et du régime. C'est le régime qu'il faut changer.

* * *

UN SOVIET A LYON

Cela débuta, comme dans Carmen, par une querelle de femmes. On bavardait à la sortie de l'atelier. Depuis que la France est entrée dans l'âge d'or, c'est-à-dire depuis l'avènement du Front populaire, on bavarde beaucoup dans les ateliers. Tout en retirant leurs blouses, en remettant leurs chapeaux, leurs vestes, leurs camisoles, les ouvrières s'entretiennent de la situation.

- Paraît, dit l'une d'elles, que les affaires vont mal. On va licencier du personnel.

Elles sont beaucoup à l'usine de soie artificielle de la Rhodiaceta pour qui le travail n'est pas un luxe. La paye de la quinzaine est attendue, escomptée chez le boulanger, le boucher. Elles se regardent, hochent la tête, navrées, peut-être résignées. Mais une grande fille hardie prend mal la nouvelle :

- Manquait plus que ça ! s'écrie-t-elle. Si, au moins, on commençait par les étrangères...

La petite Eugénie Dégat, surveillante dans un atelier de moulinage, qui écoutait la conversation sans y prendre part, hasarda une approbation :

- C'est vrai. Il y a ici des étrangers qui sont employés à plusieurs de la même famille. Il vaudrait mieux commencer par eux. Un de moins au travail, ça ne les gênerait pas autant que d'autres qui sont seuls et qui ont des charges.

Elle pensait à elle, à ses deux gosses, à son mari en chômage. C'est bien humain. D'ailleurs, ses compagnes l'approuvaient bruyamment :

- Pardi ! Elle a raison ! Les Français d'abord !

Le chef d'atelier arrivait.

- Allons ! les bavardes, dépêchons-nous ! Laissons la place à l'autre équipe...

Eugénie Dégat ajusta son corsage, prit son chapeau, quitta l'atelier.

Comme elle traversait la cour de l'usine, elle vit un groupe de femmes, où elle reconnut des ouvrières d'un atelier voisin, qui discutaient avec véhémence. Sur son passage, le silence se fit, puis tout à coup une rumeur monta, un cri partit :

- Hou ! la moucharde !

Aussitôt, toutes glapirent :

- La Croix-de-feu ! Au poteau !

Eugénie Dégat sentit son coeur se serrer, pressa le pas. Mais du groupe, une commère se détacha, marcha sur elle, le poing fermé :

- Dis donc, toi ! Qu'est-ce qu'elles t'ont fait les étrangères ? Elles n'ont pas besoin de manger comme toi, peut-être ?

L'ouvrière se tut. Celle qui l'interpellait, depuis longtemps la détestait, la poursuivait de ses sarcasmes, de sa méchanceté, prétendant que ce n'était pas pour rien qu'elle possédait la faveur des patrons et que pour être devenue surveillante après huit mois d'apprentissage, quand d'autres (c'était précisément le cas de sa rivale) attendaient vainement leur promotion depuis six ans, il fallait avoir plu à quelqu'un par d'autres qualités que celles d'une honnête ouvrière attachée à son travail.

Pâle et tremblante, Eugénie Dégat voulut poursuivre son chemin. L'autre lui barra la route et, derrière elle, le chœur reprit à grands cris :

- Hou ! Fasciste ! Croix de feu ! Au poteau !

Folle de peur, écartant brusquement la furieuse, Eugénie Dégat s'élança vers la rue du Tunnel, où s'ouvre le grand portail de la Rhodiaceta. Une fois dans la rue, elle se crut délivrée. Mais un cortège d'ouvrières, auxquelles s'étaient joints quelques hommes, se forma à la porte de l'usine et, criant, invectivant, chantant *l'Internationale*, la suivit à travers les rues de Vaise

jusqu'au pont Mouton où passe le tramway qu'elle prend pour rentrer chez elle, à la Guillotière, à l'autre bout de Lyon.

Le tramway survenant, la jeune ouvrière, bouleversée, le visage couvert de larmes, pensa que son supplice finissait. Elle sauta prestement dans la voiture. Mais avant que le signal du départ eût retenti, quatre femmes se détachaient de la troupe hurlante et, déléguation de cette nouvelle conduite de Grenoble, s'élançaient dans le tram qui s'ébranlait. Durant le parcours, qui s'étend à près d'une heure, Eugénie Dégat dut subir un concert de menaces proférées à voix haute qui, sans s'adresser directement à elle, la visait et la fouaillait durement :

- Tu sais, disait l'une, ces Croix de feu, on en a assez. Faudra tous les coller au poteau !

- Et pas oublier les femmes, renchérisait une autre. C'est plus pire encore que les hommes et tout vache et compagnie !

Enfin, on arriva place du Pont, à la Guillotière. Eugénie descendit. Le quartette descendit derrière. Eugénie se dirigea vers la rue Moncey, vers sa maison. Les autres lui emboîtèrent le pas. A ce moment, l'ouvrière aperçut son mari qui, de son côté, rentrait chez eux. Il vint à elle, vit son visage défait, ses larmes.

- Qu'est-ce qui se passe ? demanda-t-il.

En quelques mots coupés de sanglots, elle lui conta l'affaire. Il se retourna, fonça sur les quatre suiveuses. Un marchand forain n'est pas un homme du monde. Il avisa la plus excitée, lui allongea une tarte monumentale. Ses camarades se mirent à vociférer. Alors, il leur partagea équitablement la râclée.

Voilà pourquoi l'une des plus importantes usines de soie artificielle de Lyon était depuis huit jours aux mains d'un soviet et l'industrie du textile lyonnais menacée d'une grève générale.

Formons une parenthèse avant d'aller plus loin. Au récit qu'on m'avait d'abord fait de cet incident, à travers cent exagérations et sous-entendus graveleux, j'avais cru démêler un bout d'humaine vérité. Querelles de femmes, colères de femmes, rivalités d'ateliers ont de tout temps existé, sous tous les climats, par tous les régimes. Dans les heures troubles d'à présent, il est normal qu'elles s'enflent plus aisément, débordent sur la politique. Je sais aussi que le terme de « fasciste » a pris, dans le vocabulaire des agitateurs, un sens très élastique, très général, et qu'il confond dans une même réprobation des gens fort éloignés socialement, spirituellement, moralement. Cela admis, je ne doutais pas qu'Eugénie Dégat eût droit à l'infâmante étiquette, sinon par origine, du moins par destination. Je m'étais façonné d'elle une image conforme à la logique des événements. Je la voyais sous l'aspect d'une coquette et jolie ouvrière, de celles qui baissent pudiquement les yeux, mais laissent filtrer une vive flamme sous la paupière, quand un chef d'atelier, un ingénieur, un directeur s'arrête et volontiers s'attarde devant le métier où elles sont occupées. Puisqu'il y avait à la Rhodiaceta un syndicat dissident, sourdement hostile aux cégétistes, qui groupait de nombreux ouvriers de la maîtrise, des techniciens, des employés - un syndicat dont la direction, disaient les communistes, s'était inféodée, secrètement aux patrons - il n'était pas douteux qu'Eugénie Dégat y fût affiliée.

Je ne cherche d'excuse à personne. A supposer que les choses fussent ainsi, il serait déjà scandaleux que le Parti qui béatifie La Pasionaria et qui réclame affranchissement et liberté politiques pour les femmes qui militent dans ses rangs, refusât des droits égaux à une ouvrière, une compagne de travail, que ses goûts, ses amitiés, peut-être son intérêt égoïste, entraînent vers ses adversaires. Du moins, on y trouverait une explication. Mais rien n'est légitime, ni juste, ni explicable par les voies ordinaires de la raison dans cette effarante aventure.

J'ai vu, chez elle, au milieu des siens, la dangereuse fasciste Eugénie Dégat, dont la présence à la Rhodiaceta a mis en péril le pain, la paix et la liberté des travailleurs du textile.

Dans une petite rue de la « Guille » - ainsi que disent les Lyonnais - j'ai franchi le seuil d'une sordide maison ; je devrais écrire : une tanière. Par un couloir puant, sans air ni lumière, j'ai abordé en trébuchant au pied d'un escalier en ruine. La rampe gluait sous ma main. Une épouvantable odeur d'urine et d'excréments me saisit à la gorge. A l'aveugle j'ai heurté une porte et je suis entré dans la pièce unique où vit, le père, la mère, les enfants, cette famille fasciste. Le mobilier est composé d'une table, d'un fourneau, de quatre chaises, de deux lits de fer poussés côte à côte contre le mur, celui des parents, celui des enfants. A la tête des lits, pour toute décoration, le compteur d'électricité.

Je ne dirai point ma surprise, ma gêne, presque ma honte, devant ce dénuement, cette misère. Un autre sentiment déjà m'envahissait, mêlé de stupeur et de colère, en regardant la jeune femme qui m'avait ouvert. Une petite ouvrière, boulotte et commune, point laide assurément, mais pas jolie non plus, ni même coquette. Une fille du peuple que rien ne désigne à l'attention, dont on dirait qu'elle est à la centaine plutôt qu'à la douzaine. C'est elle, la « vamp » d'atelier annoncée à l'extérieur, tournant la boule aux Werther de la soierie, cette Charlotte prolétarienne que je trouve affairée à la pot-bouille d'un Albert de foire ambulante ? Je songe en cet instant aux rumeurs de la ville, à l'usine dont j'ai vu, une heure plus tôt, le faite piqué de drapeaux rouges, aux milliers d'hommes dressés à cause d'elle les uns contre les autres, aux colonnes des journaux barbouillées d'informations mensongères, à l'affolement d'un préfet, à l'inquiétude d'un gouvernement, aux coups échangés, au sang versé...

- Ah ! dis-je pour résumer d'un mot cette averse d'impressions, quelle vilaine chose, la politique !

Elle fit couler sur moi la candide lumière de son regard.

- Mais je ne m'occupe pas de politique ! dit-elle.

Aussitôt, elle ajouta :

- Bien sûr, je suis syndiquée, comme mes camarades...

- Nous y voilà, pensai-je.

Elle fouilla dans son tiroir, en tira une carte, me la montra. J'ai vu cette carte.

Eugénie Dégat appartenait au syndicat de la C. G. T.

Reprenons maintenant le fil des épisodes.

J'ai dit que l'affaire avait commencé comme dans *Carmen*. L'analogie s'arrête à ce début. Dans *Carmen*, l'alcade intervient et tout rentre dans l'ordre. Désormais, il n'y a plus que dans les opéras que les choses se passent ainsi.

Lorsque, au lendemain de l'algarade de la Guillotière, Eugénie Dégat revint à l'usine, la fièvre était montée. Dans l'atelier, on s'écartait d'elle. Des conciliabules à voix basse réunissaient les ouvrières autour des moulins. Le travail reprenait mal. Les yeux guettaient les portes de l'atelier.

Tout à coup, le gros Meyer, un ouvrier de la filature, fit irruption :

- Arrêtez les moulins ! cria-t-il. On occupe l'usine.

Aussitôt, la rumeur explosa. Toutes les bouches questionnaient.

- La direction refuse ! fit Meyer.

Puis il courut vers les autres ateliers porter l'ordre d'arrêt des métiers.

Que s'était-il passé ? Dès le matin, les délégués ouvriers, à la tête desquels marchait le camarade communiste Vallon, s'étaient présentés au bureau du directeur.

- Quatre ouvrières de l'usine, exposa Vallon, descendaient tranquillement d'un tramway à la place du Pont quand elles rencontrèrent une surveillante du moulinage, Eugénie Dégat. Elle était accompagnée d'un fasciste qui, sans explication, bondit sauvagement sur les ouvrières,

les frappa et les blessa grièvement. Nous exigeons le renvoi de la surveillante fasciste sinon nous décréterons la grève.

Le directeur, M. Lombard, ayant écouté la requête, répondit :

- Ce que vous demandez est impossible. Les faits que vous me signalez se sont déroulés hors de l'usine et ne relèvent pas de mon autorité. Si des ouvrières ont été brutalisées par un inconnu, elles doivent s'adresser à la justice.

- Bon, dit Vallon. Vous porterez la responsabilité des événements.

Ainsi fut lancé l'ordre de grève.

Cela cependant n'allait pas tout seul. Les ouvriers distinguaient mal l'intérêt syndical dans l'aventure où on les entraînait. Quelques semaines plus tôt, un ordre analogue avait été donné. Il s'agissait alors d'obtenir l'application immédiate d'un jugement des prud'hommes qui adoptait les conclusions du syndicat au sujet des congés payés. Personne n'avait flanché. L'usine occupée, la direction céda. Cette fois, les grévistes d'hier regimbaient. Quelques-uns sentaient l'odieux de cette coalition dressée contre une malheureuse femme.

C'est alors qu'on vit paraître, à la porte de l'usine, le camarade Cochart. La casquette sur l'oreille, les mains aux poches, traînant la savate, il vint se poster au milieu de la cour, considéra d'un oeil satisfait la foule des ouvriers groupés devant lui. Puis, avec cet accent lyonnais qui met un ton grave sur les moindres mots, il parla :

- Camarades, dit-il, vous luttez aujourd'hui pour les libertés que les Crô de feu, y veulent vous enlever... Il ne fô plus de Crô de feu ici... Jusqu'à la victôre finale, nous occuperons l'usine... Tous les camarades du textile sont avecqueu vous... Les dirigeants du syndicat vous soutiendront jusqu'ô bout...

Là-dessus, l'énorme Vallon donna le signal des acclamations. Les communistes levèrent le poing, entonnèrent *l'Internationale*. Les autres suivirent.

Personne ne se méprenait sur le sens du discours qu'on venait d'entendre. Chassé de la Rhodiaceta au mois de mai, Cochart avait juré d'y rentrer en maître. La procédure des occupations d'usine n'était pas encore entrée en vigueur. Mais Dieu merci, le temps était maintenant révolu d'un timide formalisme. Sur le cadran de Léon Blum, l'heure de Cochart venait de sonner.

On sait à Lyon que Cochart est le bras droit - disons plutôt : le bras extrêmement gauche - du camarade Aubert. C'est un titre, non seulement d'honneur, non seulement de gloire, mais de puissance, et qui rend sa personne très intéressante et très précieuse.

Le camarade Aubert, direz-vous, qu'est cela ? Attendez.

Aubert est le Thorez lyonnais. J'ai fait sa connaissance au bal du Textile. Ce fut un grand bal qui dura jusqu'à cinq heures du matin. Il était organisé « pour fêter les victoires ouvrières », mais rien ne le distingua d'un honnête bal de société. Pas une *Internationale*. Pas une *Jeune Garde*. Rien que des valse, des tangos, des biguines. Et l'élection d'une « reine du Textile », comme si le programme avait été établi, sous la direction de M. de Waleffe, par des ennemis de la classe ouvrière.

Quelques originaux, il est vrai, avaient cru bon d'orner leur smoking d'une cravate rouge, mais on aurait pu les prendre pour d'audacieux dandies, et le camarade Aubert lui-même, arborant un noeud écarlate au revers de son veston, avait l'air d'un dignitaire de la Légion d'honneur.

Petit, râblé, il faisait l'aimable et le gracieux entre un essaim de jeunesses frisées et pomponnées, d'où s'apprêtait à surgir l'éphémère souveraine des industries de la soie. Et Aubert les couvrait d'un regard si attendri, il montrait un tel enjouement à présider à leurs ébats qu'on se demandait si ce n'étaient point là les manières d'un autocrate oriental parmi son harem.

Quand vous interrogez un Lyonnais au sujet d'Aubert, il hoche la tête, esquisse un geste vague. Les mêmes mots reviennent dans les propos des gens les plus divers :

- Personnage inquiétant... Passé trouble... Ambitions déraisonnables.
- C'est un métèque ! m'affirma un ouvrier.

Il voulait dire qu'il n'était pas de Lyon. L'accent qui colore ses phrases semble fixer son origine sur les bords de la Drôme. Mais, au vrai, on ne sait rien de lui, sinon qu'il a été marin et qu'il a éprouvé dans cet état, quelques ennuis assez fâcheux.

On comprend Aubert et la situation créée, de son fait, dans la région lyonnaise, en le considérant sous les traits d'un provincial impatient de jouer un rôle à Paris. C'est un arriviste de la démagogie. Les ordres du jour césariens qu'il signe et que reproduisent les journaux de Lyon ne suffisent pas à apaiser sa soif d'honneurs et de gloire. Chaque matin, dévorant à son petit déjeuner les longues tartines de Thorez, de Duclos et de Marty dans *l'Huma*, il se dit en frémissant : « Pourquoi eux, et pas moi ? » Comme Thorez s'échappa un jour de son coron et comme Marty fut extirpé de son cachot, il rêve de s'arracher aux brouillards de la Saône pour briller aux magiques lumières de Paris.

Au fond, il est légitime qu'il en soit ainsi dans un parti qui est devenu un parti de fonctionnaires aux ordres de Moscou. Aubert est hanté de la pensée d'être remarqué par le pouvoir central et d'obtenir l'avancement qu'il croit dû à ses mérites. Tel un juge obscur de province aspirant à sa nomination au parquet de la Seine, souhaite dans son ressort un « beau crime » qui attirera sur lui l'attention de tout le pays, Aubert a voulu être le héros d'une action éclatante. Le premier prétexte, le plus misérable a été le bon.

- La Rhodiaceta, a déclaré Aubert, est un champ d'expérience communiste. L'expérience doit réussir.

Quelle expérience?

On va le savoir.

Comme l'hymne qui accueillit la proclamation de Cochart prenait fin, une bousculade se produisit. Les membres du syndicat dissident écartaient leurs compagnons, criaient :

- Nous ne marchons pas ! Nous voulons sortir !
- Personne ne quittera l'usine ! hurlait Vallon.

Un grand garçon, maigre et blond, agile comme un lévrier, s'élança.

- On va bien voir ! fit-il.

C'était François Forestier, un ouvrier d'une trentaine d'années, chef d'équipe à la filature. Vallon appelait ses hommes :

- Retenez-le ! Personne ne doit sortir !

Les ouvriers, même les plus rouges, hésitaient, car Forestier s'était toujours montré juste et bon envers les hommes placés sous ses ordres. Jamais d'histoire dans son équipe. D'ailleurs, il n'était point fanatique. Adversaire du communisme, il ne se mêlait pas aux luttes, aux discussions politiques. On ne lui connaissait que deux passions : sa petite fille, son jardin. Malgré les divergences d'idées, tous l'aimaient. Fallait-il à présent se ruer sur lui, l'empoigner, le frapper ? Ce furent les femmes qui décidèrent de la mêlée. Sans brutalité, Forestier essaya de les écarter. Les hommes de son bord l'entourèrent. Les communistes se jetèrent sur eux. La bagarre éclata.

De la bataille, où de rudes horions furent échangés, François Forestier, soutenu par ses camarades et l'ingénieur Arnaud, sortit blessé, saignant. Mais ils étaient dans la rue du Tunnel. Il n'y avait plus que les cégétistes à l'intérieur de l'usine.

Alors, un cri formidable jaillit de ces poitrines échauffées à l'adresse de ceux qui prenaient le large :

- Les fascistes ! Au poteau !

Cependant, les directeurs décidaient à leur tour d'abandonner l'usine. Fermant leurs bureaux, ils descendirent, traversèrent la cour, gagnèrent la rue. Mais là, les communistes les arrêtaient. Sous la menace, ils durent rebrousser chemin, rentrer dans le bureau du directeur général. La porte fut repoussée sur eux et un piquet placé en sentinelle dans l'antichambre. Les ordres d'Aubert et de Cochart étaient exécutés.

Les ingénieurs qui avaient pu s'évader prévinrent le commissaire de Vaise. C'est un homme aimable. Il accueillit leur plainte en souriant.

- Voyons, le les connais, dit-il. Ils font du bruit mais ils ne sont pas méchants. On ne séquestre pas des directeurs comme ça, quand le diable y serait !

Tout de même, il envoya deux agents en reconnaissance. Ils n'allèrent pas plus loin que la cour de l'usine. Encore, ne furent-ils autorisés à rendre compte de leur mission qu'après avoir levé le bras, fermé le poing et chanté *l'Internationale*.

Le lendemain, le commissaire de Vaise fut bien surpris d'apprendre que les directeurs de la Rhodiaceta avaient passé la nuit dans leur bureau-prison. Il se rendit en personne à l'usine. Cochart lui refusa à sa manière, qui n'est pas courtoise, l'autorisation d'en franchir le seuil. Le commissaire, très ennuyé, dut informer le préfet, qui par chance n'était pas à la chasse. On envoya les gardes mobiles à Vaise et les trois directeurs, après une nuit blanche et quelque peu agitée, furent libérés.

Mais, bien entendu, ces messieurs communistes demeurèrent sur les lieux, libres de poursuivre l'expérience magnifiquement entamée.

A ce moment, le bruit commença de courir à travers Lyon que les ouvriers de la Rhodiaceta exploitaient l'usine à leur compte. Il s'engouffra avec fracas dans les bureaux télégraphiques, se répandit sur la France.

Aubert triomphait.

M. Bollaert, qui a placé sa carrière sous le patronage de saint Édouard Herriot, est un préfet du type caméléon. Il épouse volontiers la couleur du gouvernement au pouvoir. Il est un des représentants les plus énergiques de la politique du « Pas d'histoires ! » où la République reconnaît ses serviteurs d'élite.

Quand il vit la tournure des événements, il n'y alla point par quatre chemins. Il convoqua les directeurs de la Rhodiaceta, et carrément :

- Cela ne peut pas durer, leur dit-il. Il faut une solution à cette affaire. Voyons, messieurs, cela vous coûterait donc beaucoup, dans un geste d'apaisement, de congédier cette ouvrière ?

Les directeurs refusèrent, quoique avec mollesse.

- Dans quelle voie nous engagerions-nous, monsieur le préfet ? C'est maintenant un problème d'autorité qui est posé entre nos ouvriers et nous !

Le préfet insistait, devenait pressant.

- Messieurs, l'intérêt supérieur de l'ordre public exige peut-être ce petit, ce mince, ce léger sacrifice d'amour-propre... Mon Dieu, en faisant valoir au syndicat que c'est sur mon intervention... mon intervention chaleureuse... amicale... pressante... que vous cédez... Nous leur signifierions par ailleurs d'une manière catégorique que c'est fini, que c'est la dernière fois, que nous n'irons jamais plus loin !

- Mais c'est contresigner, avaliser une injustice !

- Pas de grands mots, messieurs... Voyons les choses en réalistes... Cette ouvrière, nous lui trouverions une compensation... Elle-même sera ravie d'une conclusion... une conclusion inespérée pour elle...

- Bon, nous allons voir, nous allons réfléchir, dirent les directeurs en se retirant.

Aubert eut-il vent de cette capitulation possible ? C'est lui qui empêcha alors une mauvaise action d'être commise. Il fit savoir à la direction de la Rhodiaceta que ce n'était plus seulement le congé d'Eugénie Dégat que réclamait le personnel en grève, mais également ceux du chef d'équipe Forestier et de l'ingénieur Arnaud.

On ne pouvait plus céder sans honte ni ridicule à ces nouveaux oukases. On se résolut à l'intransigeance.

On entra alors dans une phase nouvelle de l'expérience : celle des communiqués à la presse.

Aubert se rendit-il compte que l'usine, privée d'ingénieurs, de chimistes, d'ouvriers de la maîtrise, ne pouvait pas fonctionner normalement ? Reçut-il des camarades parisiens, dirigeants du Parti, l'ordre de réfréner son ardeur ? Vit-il grandir l'opposition des ouvriers que la menace, articulée par ministère d'huissier, d'être poursuivis judiciairement en réparation des préjudices causés à la société pour leur production illicite, avait désorientés et inquiétés ? S'est-il réellement vu menacer d'arrestation, ainsi qu'on me l'a affirmé, par un préfet disposé à jouer son va-tout sur la réaction radicale ? Comment le savoir ! Le certain est que, brusquement, Aubert devint un ange de douceur et de raison, inondant chaque matin la presse lyonnaise de proclamations, de communiqués et d'ordres du jour où il fournissait, de son attitude, des explications à rendre jaloux le moins chatouilleux des humoristes.

Les directeurs de la Rhodiaceta, à l'en croire, n'avaient jamais été séquestrés. Si on les a tenus enfermés pendant un jour et une nuit dans leurs bureaux, c'était par générosité, par humanité, pour les protéger contre la fureur populaire. Si certains ateliers de l'usine ont continué à fonctionner, c'était afin d'entretenir les machines en bon état, pour ne pas priver les ouvriers de leur instrument de travail, quand la grève, par leur victoire, serait terminée.

Le dernier communiqué d'Aubert fut le plus beau de tous. Il mérite d'être reproduit : « Aucun changement, disait-il, dans la situation de la grève. Les filatures tournent toujours, mais il est certain que, mardi ou mercredi, nous arrêterons le travail en manière de protestation. »

Cet Aubert est unique. A la prochaine dernière guerre du petit père Staline, il faudra l'employer à la rédaction du communiqué. Il n'a pas son pareil pour transformer une défaite en bulletin de victoire.

Mais tandis qu'il écrit avec incontinence, son lieutenant Cochart continue de recevoir, à la Rhodiaceta, les délégations communistes qui apportent chaque jour, aux camarades grévistes, les fruits savoureux de la solidarité sous la forme de saucissons et de pots de beaujolais.

A tous les coups, Cochart y va de sa petite allocution. Il commente le communiqué quotidien du patron, puis, d'un geste impérial, il désigne avec noblesse la banderole rouge qui décore le fronton de l'usine, où est inscrite cette phrase : *Plus de Croix de feu ici !*

Mais ce n'est point le calicot de pourpre que regardent à ce moment les camarades. Au-dessus de la tête de l'orateur c'est, accrochés à la grille du grand portail, un bibi de quatre sous et une jaquette de laine noire, sur laquelle figure la mention *A vendre !* auprès d'une croix de feu grossièrement dessinée à la chaux.

Ce sont les effets que la petite Eugénie Dégat, s'enfuyant en blouse et en cheveux à la faveur du désordre, a abandonnés et que les vainqueurs sont allés chercher dans leur pauvre casier de bois. Dépouilles opimes, héroïques trophées, ce petit chapeau noir, cette humble jaquette d'ouvrière, et quels symboles d'une victoire du prolétariat !

TYRANNIE CHEZ RENAULT

On m'avait dit:

- Allez donc voir ce qui se passe chez Renault. La fièvre y monte d'heure en heure. Les communistes ont investi la place. Leur loi règne. Leur puissance s'accroît. Le syndical désormais a cédé au politique. L'une après l'autre, les résistances aux ordres de Moscou sont brisées, abattues. Le bureau d'embauche est la brèche troyenne par où, chaque jour, pénètrent dans la cité convoitée les renforts de l'armée rouge. A l'heure fixée, qui est peut-être prochaine, le drapeau de Staline sera hissé sur le donjon. La plus importante citadelle française de l'industrie capitaliste sera prise. Le soviét proclamé chez Renault, la première étape vers les « Soviét partout » sera franchie.

Renault, ce nom jusqu'ici évoquait pour moi une souple voiture bleue bondissant à travers un paysage de France. Quand on me disait : « Allez chez Renault », je voyais s'ouvrir une large porte dans un mur d'usine, un concierge m'indiquant, au delà des ateliers où s'affairent les ouvriers en cotte, les services administratifs, les bureaux de la direction. J'imaginai un organe central, un siège humain de la communauté, où les noms ont un visage, où l'individu jouit d'une essence propre, d'une personnalité. Je me conformais sottement aux vieilles images de la grande famille et de la petite patrie.

Dès les premiers pas, j'ai compris mon erreur. Je me suis trouvé aussi ridicule que ce benoît provincial, né natif d'une bourgade où « tout le monde se connaît » qui vous dit, n'ayant jamais quitté son pays : « Vous allez à Paris ? Portez donc de mes nouvelles à mon cousin. - Où demeure-t-il ? demandez-vous. - Mais, je vous le dis : à Paris ! » réplique l'autre, en écarquillant les yeux.

Renault est une ville ; Renault est plusieurs villes. Si vous consultez une carte du département de la Seine, vous trouverez au sud-ouest ces noms : Boulogne, Billancourt, Sèvres, Meudon. Ce ne sont que des lieux-dits. En réalité, tout cela s'appelle Renault. Au centre, sur des kilomètres et des kilomètres, couvrant les rives du fleuve de ses murailles énormes, l'enjambant de ses arches d'acier, l'usine, les usines, avec leurs rues, leurs boulevards, leurs quatre étages d'ateliers numérotés comme des immeubles, figurent le moderne château-fort. Trente-cinq mille êtres, hommes et femmes y sont employés. Trente-cinq mille ! La population de Poitiers, la population de Bourges. Leur besogne faite, ils regagnent leurs logis, à Boulogne, à Sèvres ou ailleurs, qui sont les faubourgs de Renault, ses fiefs. Mais la capitale ne s'arrête pas de vivre. Jour et nuit, les équipes entrent, sortent, se relaient. Des centaines de portes, situées parfois à des kilomètres les unes des autres, s'ouvrent sur un flot d'ouvriers, se referment sur le reflux. Les mêmes rumeurs, coupées de loin en loin par des mugissements de sirènes, accompagnent ceux qui partent, accueillent ceux qui viennent. Des hommes peuvent vivre là une existence entière, enchaînés au même labeur, sans échanger une parole, sans se rencontrer une fois.

L'homme qui, un jour, voilà quarante ans, au bord du fleuve où chantaient les guinguettes, installa dans un jardin l'humble hangar où, de ses mains d'ouvrier, il fit fonctionner le premier tour à métaux dont la gigantesque cité devait surgir pierre à pierre, est toujours à sa tête. Mais le monarque absolu n'est plus qu'un souverain constitutionnel. Ses sujets jouissent d'une charte libérale. Avec la révolution de juin et les lois de juillet, le régime électif est entré dans l'usine. Rapidement, il a glissé vers le désordre. Aujourd'hui, il est aux frontières de l'anarchie et de la terreur. C'est son terme fatal, diront les historiens.

Il n'y a pas un reporter en France pour l'ignorer : c'est au café qu'on ausculte d'abord le coeur d'une ville. Là frémissent les passions, les langues se délient, Rien n'est plus propice que l'heure de l'apéritif pour saisir, capter les souffles obscurs de l'opinion. Une âme même se révèle autour des tables où coule la boisson. La taverne flamande garde dans ses sombres boiseries l'odeur des grasses kermesses. Le Midi se donne, s'épanouit dans ses terrasses ensoleillées.

Renault n'échappe pas à cette règle. Les divisions qui agitent son peuple se traduisent, pour les initiés, dans le nom de deux cafés : la Mairie pour les communistes ; le Commerce pour leurs adversaires. L'immense foule moyenne se répand, au gré de ses préférences et de ses amitiés personnelles, dans les centaines d'établissements des quatre communes. Ici, on parle parfois politique ; on y joue surtout à la belote.

Au café de la Mairie, se réunissent les communistes. On les reconnaît à leurs cravates, à leurs insignes, aux journaux, *L'Humanité*, *La Vie Ouvrière*, dont leurs mains et leurs poches sont garnies, mais plus encore, à leurs airs mystérieux. Au café, dans la rue, à l'atelier, le communiste est un conspirateur-né. Il a hérité de son éducation cellulaire cet oeil sournois, cette cafarde allure dont on disait naguère qu'ils marquaient les disciples des jésuites. Que de regards m'ont dévisagé, assis que j'étais devant mon verre de vin blanc ! Les bonapartistes ne devaient pas avoir mine plus inquiète lorsque, pénétrant dans les cafés de la Restauration, ils trouvaient attablé un consommateur étranger en qui, d'instinct, ils flairaient un mouchard de la police d'État.

J'aurais voulu m'entretenir avec les communistes, comme j'ai pu le faire avec leurs adversaires, avec des socialistes, avec des indifférents. Mais au premier contact, le communiste se cabre. Sitôt prononcés les mots d'enquête, de journaliste, une question fuse de sa bouche, toujours la même, comme d'une leçon bien apprise :

- Pour quel journal ?

Dès lors, c'est fini : on ne leur tirera pas une parole. Ils m'ont jugé. Je suis un réactionnaire, un fasciste, un buveur de sang du peuple. Durement, ils fixent leurs yeux sur moi. Ils me photographient pour me bien reconnaître au jour prochain où les milices rouges s'empareront de Paris.

Je sais assez les trucs de mon métier pour user des faciles supercheries qui forcent les confiances. Mais cela ne me plaît pas. Et puis, je connais d'avance tous leurs bobards. Les tartines à la sauce tartare de *l'Huma*, pâtisserie indigeste de Duclos, salade russe de Marty, yaourt caucasien de Thorez, goulûment absorbés par ces ventres avides, il me suffit de m'en repaître moi-même quand le devoir m'y contraint. Non. Je ne saurai pas ce que « pensent » les communistes de Renault. D'ailleurs, pensent-ils ? Pour l'heure, ils agissent.

C'est à l'autre café que j'ai eu des nouvelles de leur action. Ici, je suis chez les « fascistes ».

On s'en voudrait d'insister sur l'authentique qualité de ces ouvriers. Qui songerait à en douter ? Imagine-t-on des hommes, des femmes, asservis aux dures besognes de ces gens-là, qui fréquenteraient l'atelier par milliers dans l'unique but de fournir un alibi social aux idées nationales dont ils se réclament ? La vérité est que beaucoup d'entre eux, la plupart, sont venus aux syndicats autonomes et dissidents par dégoût de la petite terreur que les communistes ont installée dans l'usine, par réaction contre une dictature, souvent aussi bouffonne que révoltante. Quand il s'est agi, en mai et juin 36, des vraies revendications ouvrières, tous ont fait bloc avec leurs camarades socialistes et communistes. Un grand nombre, à cette occasion, adhérèrent à la C. G. T. Mais depuis, un à un, ils se retirent, refusent de verser leurs cotisations, déchirent leurs cartes, viennent grossir les rangs des syndicats non-cégétistes.

Alors, contre eux, la colère grandit. On les menace. On les poursuit des plus misérables vexations. On les traque à l'atelier, dans la rue, chez eux. On leur interdit tout gagne-pain, on réduit leurs familles à la misère, par l'effet de la plus abjecte tyrannie qui, à la faveur des « lois sociales », se soit jamais exercée contre des travailleurs.

Le secrétaire du « Syndicat professionnel », dont le siège est rue Castéja, à Billancourt, venait de recevoir, quand je l'ai vu, le rapport quotidien de ses adhérents. Je veux le reproduire dans son éloquente sécheresse :

M.... ouvrier de l'atelier 18. Frappé d'un coup de poing américain. Motif : relus d'adhérer à la C. G. T. À dû être déplacé.

F.... atelier 147. Expulsé de l'atelier pour relus d'adhérer à la C. G. T. Affecté à l'atelier 192, où il est menacé d'exécution s'il maintient son refus. Poursuivi à la sortie de l'usine, il se sauve en courant jusqu'au métro, où il se réfugie. Expulsé de l'atelier 192. Chôme.

Jean R.... atelier 193. Attaqué pendant son travail. Blessé.

M.... atelier 18. Pour refus d'adhérer à la C. G. T. est expulsé de l'atelier. Chôme.

B..., atelier 76. Pour avoir distribué les tracts d'un syndicat autonome, les communistes décident sa mise en accusation et tentent de l'emmener de force à leur siège, rue, des Quatre-Cheminées, pour y répondre de son « délit ». Parvient à leur échapper. Chôme.

M..., atelier 95. Cent cinquante communistes l'escortent, à la sortie de l'usine, jusqu'au métro Marcel Sembat, en le criblant de projectiles. Motif : a déchiré sa carte de la C. G. T.

La liste s'allonge, s'allonge. Toujours la même cause : rébellion envers la C. G. T. Le crime de lèse Jouhaux ne se pardonne pas chez Renault.

Tandis que je recopie ce honteux palmarès, un petit mécano, nommé Rimbart, tire de son « bleu », une feuille de papier pliée en huit. C'est une « affiche » manuscrite qui fut placardée dans son atelier. Je lis ces mots, qui me font rêver :

A la porte, le fasciste Rimbart, des deux cents familles.

Un vieil homme, pauvrement vêtu, dont un large foulard dissimule le linge misérable, me place dans la main un énorme boulon, qui a sifflé à quelques centimètres de son visage, pendant qu'il travaillait, et s'est écrasé contre le mur.

- Il a huit enfants, m'explique le secrétaire, qu'il élève péniblement, mais parce qu'il ne veut pas adhérer à la C. G. T., c'est un renégat de la classe ouvrière !

Je considère ce malheureux. Il sourit.

- Vous voyez, me dit-il, je suis un fasciste en casquette.

On se représente quel enfer est devenu, pour l'ouvrier qui refuse obstinément de cotiser chez les rouges, l'atelier où, chaque jour, il doit reprendre ses outils, son labeur.

C'est une manière de héros. Des masses s'inclinent, paient, obéissent pour avoir la paix. Mais dès qu'on fait mine de regimber, de s'affranchir, on est repéré, étiqueté. Le mouchardage fonctionne à plein. Une vraie Guépéou. Alors, tant qu'on n'aura pas quitté l'usine, on sera suivi d'atelier en atelier, harcelé, brimé. Les chefs d'atelier ont renoncé à protéger les réfractaires. D'ailleurs, il n'y a plus de chefs d'atelier. Le vrai maître, c'est le délégué.

- Ce n'est plus tenable, me disait, de son côté, un chef d'atelier. Il n'y a plus de discipline. Personne n'obéit plus. On travaille au ralenti, et dans quelles conditions, il faut le voir pour le croire. Les ouvriers anti-communistes nous reprochent de ne pas les défendre contre la tyrannie de leurs compagnons, mais nous-mêmes nous ne sommes pas soutenus. Nous, ceux de la maîtrise, chefs d'atelier, chefs d'équipe, contremaîtres, nous sommes - véritable image des classes moyennes sous un gouvernement socialiste - pris entre le marteau ouvrier et l'enclume patronale. Ne cherchez pas ailleurs les raisons qui ont poussé tant des nôtres, en ces

dernières semaines, à s'inscrire chez le colonel. Ce n'est pas de la politique. C'est de la légitime défense.

Dans le soviet larvé qu'est devenu chaque atelier, l'atmosphère s'épaissit, s'enfièvre. Brusquement, le travail s'interrompt. Un conciliabule se tient dans un coin, à voix basse. Un nouveau fasciste vient d'être découvert parmi les ouvriers. Aussitôt un avis est affiché sur le mur. Le délégué - que l'on ne voit plus guère à l'atelier que dans ces occasions - s'approche du chef d'atelier :

- Il y a un fasciste ici. Donnez-lui son avis de départ.

Neuf fois sur dix, le fasciste est un compagnon qui a quitté la C. G. T., ou qui refuse d'y adhérer, ou plus simplement qui n'a point versé son obole à l'une des innombrables « quêtes », dont l'usage est devenu quotidien. Le chef d'atelier tente une brève résistance, vite brisée :

- Pas de discussion, dit le délégué. Son avis de départ, ou l'atelier débraye.

Le malheureux « fasciste » rend ses outils, s'en va. Informé, son syndicat alerte la direction.

- Nous n'y pouvons rien, répond la direction. Il vaut mieux qu'il parte ; cela créerait des troubles.

L'atelier où règne une majorité communiste n'est plus un atelier. C'est une officine politique, un meeting, une salle de vote. Les murs sont chaque jour recouverts de proclamations ronéotypées ; on y colle des articles de *L'Humanité*, agrémentés d'approbations manuscrites, telle celle-ci, qui accompagnait une vengeresse diatribe contre les atrocités de Franco : « Cet article est véridique ! » ; on promène des feuilles d'adhésion à la C. G. T. et au Parti ; on vend la Vie Ouvrière, des insignes ; on quête pour l'Espagne, pour la C. G. T., pour les caisses de grève. Sous les yeux désespérés du chef d'atelier impuissant, l'ouvrier communiste est afficheur, orateur, sergent recruteur, marchand de journaux, collecteur d'impôts. Il n'est tourneur ou manoeuvre qu'à ses moments perdus.

Il faut du reste l'écrire parce que c'est vrai : il n'y a plus, aux usines Renault, de paix relative, d'esprit de tolérance, de liberté du travail que dans les ateliers où le délégué est socialiste.

Seulement, voilà : sur cent délégués, près de quatre-vingt-dix sont communistes.

On devrait inférer de ce chiffre que les ouvriers de Renault sont en majorité communistes. Pourtant, sur un effectif de trente-cinq mille, ils ne sont pas plus de quatre mille inscrits au Parti. Mais quatre mille braillards ont vite fait de s'imposer à une masse moutonnaire.

Comme ces armées sud-américaines qui comptent plus d'officiers que de soldats, le Parti communiste veut être un parti de chefs. Ce sont les aristos du prolétariat. Profiteurs dans le pays du Front populaire, ils ont tiré à eux, pour leurs hommes, tout le bénéfice des grèves de juin.

Dès la mise en application du contrat collectif, les communistes se taillèrent la part du lion. Dans chaque atelier ils présentèrent un des leurs. Les autres, bons bougres, ratifiaient.

Alors, ce qui s'est déroulé est d'un comique savoureux.

A peine élus, messieurs les délégués se sentirent investis d'une importance considérable. L'un d'eux, Michaud, de l'atelier 26, qu'on avait toujours vu en espadrilles et en casquette, s'acheta un chapeau et des souliers jaunes. Par contre, Fulerand, du bureau d'études, qui appartient à la demi-bourgeoisie des Gad'zarts, lâcha son faux-col et son feutre, réalisa l'opération inverse : il est vêtu désormais du pull-over et de la casquette prolétariens.

L'attribut du délégué est la serviette, une magnifique serviette dont le cuir rebondit sous les documents capitaux qui l'emplissent. Le délégué tient à sa serviette autant qu'à ses yeux. C'est l'insigne de son grade. Il la serre sous son bras, affairé, majestueux. Pour rien au monde il ne s'en séparerait. Sans sa serviette, ce n'est plus qu'un ouvrier, une vile humanité.

Il arrive à l'heure, fait pointer sa présence, traverse l'atelier, et aussitôt il disparaît. Il se dirige, tout courant, vers le bureau où se réunissent ses collègues. A compter de là, le mystère règne. D'interminables conférences retiennent ces messieurs, où les plus graves problèmes sont débattus, depuis la nécessité d'intervenir en Espagne jusqu'à l'urgence de remplacer, dans les cabinets, les feuilles de journaux par du papier hygiénique.

Le contrat collectif accorde au délégué dix heures par mois pour s'occuper de sa charge : il en prend plus de trente par semaine. De loin en loin, il se montre à l'atelier, pressé, les cheveux au vent, l'étau de son bras convulsivement refermé sur la précieuse serviette. Il a lancé quelques mots d'ordre et déjà, dans un tourbillon, il s'est évanoui.

Sur dix délégués, il y en a neuf qu'on n'a pas revu, d'une manière constante, à l'atelier. A moins cependant, que la grève soit décidée. Alors, tous les délégués sont à leur poste de travail.

De si enviables privilèges ont éveillé des jalousies, suscité des émulations. A côté des délégués officiels sont nés les délégués bénévoles. Un jour, un ouvrier, las de manier l'outil, se tourne vers ses compagnons

- Camarades! s'écrie-t-il, je serai votre délégué ! Ayez confiance en moi ! Vos revendications triompheront !

Cela suffit. Les compagnons, qui en ont trop vu maintenant pour s'étonner, haussent les épaules. Il s'achète une serviette et va rejoindre les autres à leur conférence.

Il y a des ateliers où l'on compte jusqu'à trois délégués de cette espèce.

Au-dessus du conseil des délégués, il y a un conseil supérieur. Trois hommes le composent : Vigny, Dupont et Michaud.

Vigny est le chef, le général des Soviets pour les usines Renault, sans doute parce qu'il se prénomme Marceau. C'est un communiste de l'école Marty. Petit, trapu, crasseux, roulant les épaules, le visage tourmenté, une mèche constamment ramenée sur l'oeil, il forme avec son copain Dupont le même contraste qui opposait Marat et Danton, car Dupont est grand, épais, rigolard, avec un air de maraîcher bambocheur.

Ils sont liés l'un à l'autre par le souvenir d'une aventure héroïque. Ce sont eux qui ont convoyé jusqu'en Espagne deux camions offerts par le personnel de Renault aux camarades espagnols. A leur retour, ils ne tarissaient point en récits merveilleux sur la nouvelle patrie de la Révolution, où, d'ailleurs, ils se gardèrent bien de demeurer. A en croire Vigny, il n'y avait en Espagne que des communistes. Franco, son armée, ses victoires, ce n'étaient qu'invention de fascistes délirants.

Ce beau voyage comporte malheureusement un épisode fâcheux pour les deux compères : celui de l'imposante « note de frais » imputée par Vigny au budget des généreux donateurs. L'histoire, d'abord chuchotée, s'est mise à courir à travers l'usine et les camarades se demandaient, épouvantés : « Marceau est-il vraiment un pur ? »

Entre Vigny et Dupont, le camarade Michaud figure l'élément mondain. Il y a aussi, une auto dans sa vie : c'est la voiture du camarade-député Alfred Costes.

Après les grèves de juin, le personnel de Renault se cotisa pour offrir une auto à Costes. Mais Costes en possédait déjà une. Il fallait la naïveté d'une foule ouvrière pour ne s'en être pas avisé. C'est donc Michaud qui hérita de la deuxième voiture. Elle est à lui. Il vient avec elle à l'usine. Il y promène de jolies personnes. Il a résolu, grâce à elle, en ce qui le concerne, la question sociale du métro et de l'autobus.

Le triumvirat avait préparé, pour le mois d'août 1936, un plan de soviétisation de l'usine, précis et complet. L'heure H devait sonner un jeudi matin. Les listes de proscrits étaient prêtes. Quinze cents techniciens, venus de l'extérieur, envahissaient les lieux. La direction de

l'usine passait aux mains de l'actuel directeur général des ateliers - avec son consentement tacite, prétendent les uns, en dépit de sa volonté, affirment les autres. Pour ceux qui eussent résisté, des miliciens armés se chargeaient de les convaincre.

Dans le projet définitif, les usines Renault prenaient le nom d' « Arsenal n° 1 ».

Mais les affaires d'Espagne, la prise d'Irun par le général Mola, la réaction inattendue des ouvriers socialistes compromirent l'entreprise. La révolution fut renvoyée à une date ultérieure.

Stupides et ridicules jusque dans leurs méchancetés, les communistes sont devenus franchement horribles dans l'agression de l'ouvrier Moreau.

Ce pauvre diable, que j'ai vu, dans son humble logis, entre ses deux petites filles et sa femme, couché, pitoyable, le front brisé, un oeil en sang, s'était rendu, lui aussi, coupable du refus d'adhérer à la C. G. T. Depuis longtemps on le poursuivait de menaces. Chaque jour, il se rendait à l'atelier, convaincu qu'il n'en sortirait pas vivant. Mais quoi ! s'il cessait de travailler, le pain manquerait à la maison. Un mercredi à trois heures de l'après-midi, le guet-apens fut tendu, Moreau assommé.

Cette fois, les ouvriers anti-communistes se révoltent. Ils décident de s'assister. Par groupes, ils sortent de l'usine, se raccompagnent jusqu'à leur porte. Le plus courageux rentre le dernier, seul, un bâton au poing.

C'est ici que j'ai fait la connaissance des Trois Mousquetaires.

Ils sont quatre, naturellement : César Vauchez, l'aîné, le chef fondeur : il a trente-trois ans ; Roger Gret, riveur à l'aviation, dans l'île Seguin ; Emile Robbé, pointeau ; Henri Greugny, peintre carrossier. Trois sont mariés, deux ont des enfants. Pendant huit jours, au moment des grèves de juin, enfermés dans un boui-boui du bas-Meudon, avec leurs femmes et leurs enfants, ils soutinrent un siège héroïque. Bombardés à coups de pierre, de boulons, de pièces de fer, ils ne bronchèrent pas. Autour d'eux, les vitres volaient, les femmes criaient, les enfants pleuraient. Ils demeurèrent sur la brèche.

Trois furent blessés : Vauchez d'un boulon reçu dans l'oeil droit, Robbé de coups de poings assénés alors qu'il tentait une sortie désespérée - tels, en petit, les cadets de l'Alcazar - Greugny d'un coup de couteau à la main.

Aujourd'hui, leur hôtel déserté par le propriétaire, vendu à un communiste, ils ont élu domicile dans une maison voisine. Et là, souriants, sûrs d'eux, tranquilles, ils font face à la meute.

Lorsque leurs amis les supplient d'abandonner cette zone dangereuse, leur proposant d'autres logements dans un quartier plus calme, ils éclatent de rire

- Nous en aller d'ici ? Ce serait une désertion !

Si bien qu'à présent, ce sont les communistes qui s'écartent, font le vide, s'en vont en déclarant, selon la bonne doctrine des patrons :

- Nous ne pouvons plus habiter dans ce quartier d'assassins !

J'ai visité la sordide mesure qui abrite nos mousquetaires.

- Enfin, leur ai-je demandé, pourquoi cette résistance ? Ne serait-il pas plus simple, pour vous, d'adhérer au parti communiste ? Car, en somme, vous êtes de pauvres bougres, fauchés comme les blés. Vous n'avez rien à défendre.

- Et la liberté ? m'a répondu fièrement Greugny en redressant la tête.

UN HOMME EST MORT

Les gens, à Lille, quand je suis venu les voir m'ont dit l'un après l'autre :

- On a beaucoup exagéré. Les journaux ont grossi cette affaire.

L'affaire ? Un homme est mort à l'hôpital Saint-Sauveur, faute d'un service urgent que les garçons de salle ont refusé d'accomplir. Je questionne :

- Voyons, est-il mort ?

- Oui, il est mort.

- Est-il mort de ça ?

- Sans doute, mais...

Alors, je voudrais savoir où est l'exagération, où sont les détails grossis, la vérité déformée. Un fonctionnaire de l'hôpital va satisfaire ma curiosité :

- Des morts, nous en voyons tous les jours. Si chaque fois on faisait autant d'histoires ! Remarquez que si les journaux ne s'étaient pas occupés de Diéval (c'est le nom du mort) personne n'y penserait plus. Mais voilà : l'un écrit, l'autre répond. Ça s'envenime. Maintenant, vous arrivez et vous allez encore verser de l'huile sur le feu. Ah ! ce n'est pas fini !...

Vous reconnaissez ce langage. Il est familier. On nous le tenait, il n'y a pas longtemps, pour Stavisky. La révélation d'un scandale est un scandale pire que le scandale. On ne nous cèle pas aujourd'hui les torts de la presse, son crime. Vous ne sauriez imaginer leur éclat. Je vais vous y mettre le nez dessus. Diéval est mort le 23 avril. Vous lisez bien, et ce n'est pas un « lapsus » : c'est « avril » que j'écris. Le rapport du professeur Carrière qui stigmatise les infirmiers est du 25. C'est le 9 mai - dix-sept jours plus tard - que la presse divulgue la chose ; c'est le 10 mai que, sur les quatre infirmiers mis en accusation devant l'opinion, deux quittent l'hôpital ; et c'est le 11 mai que le ministre de la Santé publique dépêche un inspecteur à Lille. Dès lors, vous ressentez l'infamie dont la presse est coupable : sans elle, l'Administration des hospices de Lille enterrait tranquillement le rapport du docteur Carrière comme elle avait enterré Diéval, le ministre Sellier n'ajoutait pas un souci inutile aux angoisses que, digne barbacole, la grève des coiffeurs dut lui réserver, enfin le quadrigé aux bras croisés ne voyait pas son attelage rompu : uni par la conscience de la discipline syndicale rigoureusement observée, il pourrait encore, un mois après Diéval, tuer le temps à la belote. Je vous le demande : est-il plus maladroits importuns que ces journaux ?

Le mal étant fait, je n'y ajouterai rien. Je vais donc à mon tour reproduire les faits, sans passion, sans commentaire stérile, tel que j'en tiens le récit de leurs témoins.

Le vendredi 23 avril, un pulmonique de Saint-Sauveur, Édouard Diéval,, doit subir une insufflation de pneumothorax. Ce n'est pas une opération dangereuse, mais elle est tristement fréquente dans cette région où là mine, le bruineux hiver, ennemis déclarés ou sournois, rongent avec une mortelle constance les frêles tissus de l'organisme humain. C'est du reste la deuxième fois que Diéval s'allongera sur la table d'opération. A l'aumônier qui, le matin, l'interroge en traversant le dortoir, il répond avec un sourire :

- Le moral est bon, monsieur l'abbé ! Et puis, il faut se dire qu'ensuite ça ira mieux.

C'est un brave homme d'ouvrier, optimiste et gai. Depuis trois semaines qu'il est entré à Saint-Sauveur, on ne l'a jamais vu ni inquiet, ni abattu, ni mélancolique. Les médecins, les soeurs, le citent en exemple. L'accent flamand du ch'timi, ce frère nordique du gavroche, donne à ses paroles une couleur savoureuse :

- *Mi, j'm'in fais pô. A qué qu'çô sert di ch'in faire?*

Il avait une ingénue confiance dans les chirurgiens. A la réflexion, il le pouvait. Le savant professeur Carrière est chef de service à Saint-Sauveur depuis bientôt quarante ans. Il

pratique, d'une main experte, ses quinze cents pneumothorax par année. Et, ce jour-là, son chef de clinique, le docteur Verhaeghe procédait à son cinquième pneumothorax quand vint le tour de Diéval. Il était midi et demie. Le docteur Verhaeghe, il faut le dire, commit à ce moment une faute grave : il ne consulta point sa montre. S'il eût accompli ce geste qui, désormais, avec le poing fermé, constitue l'un des signes hautement symboliques du cégétisme intégral, il n'eût pas manqué de déposer là son bistouri, sa calotte, son tablier, et de déclarer à Diéval :

- Mon vieux, il est midi passé. Mon déjeuner va brûler. Vous reviendrez un autre jour.

Non. Le docteur Verhaeghe, qui apparaît sous les traits assez suspects d'un chirurgien fasciste, réactionnaire et hitlérien, a simplement prié Diéval de s'étendre sur le billard. Vingt minutes plus tard, l'opération était terminée. Le médecin, décrochant le téléphone, demanda au rez-de-chaussée, où se trouve le réfectoire des garçons, un brancard et deux hommes pour transporter Diéval jusqu'à son lit. Il les attendait quand au bout de cinq minutes, un malade polonais, connu ici sous le nom d'Edmond, vint l'avertir que les garçons refusaient de se dé-ranger.

- Ce n'est pas possible ! fit le docteur Verhaeghe.

Il descendit lui-même les trouver. Ils étaient quatre qui, assis, immobiles, les bras croisés, le considéraient sans mot dire.

- Voyons, reprit le docteur, d'une voix pressante, on ne peut pas laisser ce malheureux, dans cet état, sur la table d'opération ! Il faut venir l'enlever tout de suite !

L'un des quatre hommes dit :

- Je ne suis pas de service.

Un autre ajouta :

- J'ai la vaisselle à faire.

Le troisième, montrant l'horloge ronde vissée au mur :

- Mon service commence à une heure.

Il était une heure moins cinq. Le docteur Verhaeghe sentit la colère l'empourprer. Il regarda ce quatuor de brutes, pénétrées de leurs droits syndicaux, qui lui opposaient le morne front d'une stupidité sans âme.

- Salauds ! s'écria-t-il.

Il prit un brancard, sans que, sous le coup d'un soudain remords, ils eussent esquissé un geste vers lui, et suivi du malade Edmond, il remonta.

Dans l'escalier, ils rencontrèrent Diéval qui, lassé d'attendre, torturé par d'affreuses coliques, tentait, pâle et chancelant, de regagner sa chambre.

- Malheureux ! fit le docteur Verhaeghe. Quelle imprudence !

Aidé du Polonais, il étendit Diéval sur le brancard et, tous deux, le chirurgien et le malade, ils l'emportèrent. L'interne de service au dortoir s'installa à son chevet. Mais l'opéré ne devait pas survivre à son téméraire effort : une demi-heure plus tard, il était mort.

Quand on lui rapporta ces circonstances, le professeur Carrière entra dans une grande fureur. A l'ordinaire, c'est un homme placide. Mais, ce coup-ci, l'indignation le secouait. Il prit sa plume, rédigea un rapport qui est un réquisitoire terrible. Puis, il dit autour de lui :

- Il est impossible que des choses pareilles restent impunies. Elles doivent être dénoncées face au public, hurlées, gueulées ! La France saurait que ce qui est arrivé ici peut se reproduire ailleurs dès demain, car c'est ainsi que cela se passe maintenant dans tout le pays.

Des gens raisonnables glissaient à l'oreille du médecin :

- Ne souhaitez pas cette publicité, c'est vous, c'est votre tranquillité qui en souffriraient !

- Je m'en f ... ! ripostait M. Carrière. La vérité avant tout !

Cependant, avec la lenteur d'une infiltration, la nouvelle gagnait la ville, s'insinuait de ruelle en maison. Un beau matin, les journalistes franchirent le seuil de l'hôpital. M. Carrière les reçut, leur répéta, commenta pour eux, les termes de son rapport. A ce coup, l'Administration s'émut. Un des quatre infirmiers, ayant eu sur ces entrefaites la malencontreuse idée de boire un verre de trop, fut congédié pour ivresse ; un de ses compagnons, novice comme lui dans son emploi, craignant les effets du ressac, s'en alla sans bruit. Les autres, plus anciens, plus malins aussi, mieux informés de leur nouvelle puissance, attendirent. C'est eux qui avaient raison.

L'accès de révolte du professeur Carrière posait des questions gênantes pour l'Administration des hospices. Poussée dans ses retranchements, il lui fallait avouer que la loi de quarante heures avait été appliquée à Saint-Sauveur dans un désordre aveugle. Le Très-Haut Gouvernement des Masses parlait. Sans perdre une heure, pour combler les vides, on embauchait à la hâte et presque au hasard les gens qui se présentaient. L'économe de l'hôpital, sur qui repose la gestion du service intérieur, bâclait un horaire d'une fantaisie échevelée, où l'on voit les employés se remplacer par trois et quatre fois, de trois heures en trois heures, dans la même journée, si bien que découragés à l'avance par ces loisirs morcelés, ceux qui cessent le travail demeurent sur place mêlés à ceux qui viennent prendre leur service. Il en résulte une permanente confusion, une grisaille incessante de demi-travail et de demi-repos, au milieu desquels les médecins et les religieuses infirmières ne distinguent plus l'homme de service de son compagnon en disponibilité.

Puis, comme le personnel, malgré tout, manquait pour établir avec une rigoureuse continuité un labeur de vingt-quatre heures, l'économe tailla tranquillement une brèche d'une heure dans son édifice, sans d'ailleurs juger nécessaire d'en informer les médecins. De midi à une heure, les domestiques déjeunaient. Le respect sacré dû à la pause nourricière du travailleur exigeait que personne ne mourût dans l'intervalle. C'est juste le moment qu'allait choisir cet imbécile de Diéval. On ne pouvait nier qu'il y eût là une intolérable provocation.

Vous pensez, sans doute, que mon tour est arrivé de grossir l'incident, d'offenser les traits de la pure vérité, en un mot d'exagérer. Mais je ne relate rien que la réalité.

Quand elle se vit en fâcheuse posture, l'Administration des hospices de Lille, selon une tactique qui a fait ses preuves, passa à l'offensive.

Organisme autonome, composé pour moitié de représentants de la municipalité, pour moitié de membres désignés par le préfet, cette administration possède à sa tête le maire de Lille, le bon gros Saint-Venant, successeur de Salengro, ancien bistrot, socialiste d'un rose vif, plein de faconde, de cordialité et d'opportunisme. Fort occupé à patronner l'illustre Montéhus, horrible Tyrtée de ghetto, rouge ou tricolore selon l'heure, l'intérêt de sa caisse ou la panique de ses tripes, venu jouer à Lille un drame ahurissant qui met en scène la vie et la mort de Roger Salengro, à régler, d'autre part, une grève des boueux qui, depuis plusieurs jours, laisse à l'abandon les ordures ménagères de la ville, Saint-Venant a, dans une lettre publique, confié à son vice-président le soin de liquider l'affaire de Saint-Sauveur. Ce vice-président est l'illustre professeur Lambret. Sa réputation de chirurgien a franchi les frontières du Nord. C'est un homme de fer. Il vit dans l'orgueilleuse fierté, qui fut parfois empreinte de grandeur, de son génie. Il fait mentir le vieil adage sur les erreurs humaines. Le diagnostic du professeur Lambret est infaillible, sa main sans timidité. Il n'a jamais eu tort, ne s'est jamais trompé, même quand, un jour, son bistouri a cruellement taillé dans sa propre chair. Comment une administration qu'il préside en fait aurait-elle encouru aucune responsabilité dans la mort de Diéval ?

C'est ici qu'apparaît le citoyen Gisselaire, secrétaire du Syndicat central des hospitaliers de Lille. On ne savait rien de lui, sinon qu'il avait traîné de bureau en bureau une flemme invincible jusqu'au jour où un accident heureux du suffrage universel l'envoya siéger au Conseil municipal. Dès lors, la municipalité le coiffa du titre d'inspecteur, vague dénomination d'une peu harassante fonction qui convenait à son genre de beauté. Gisselaire inspecta. A vrai dire, il inspectait avec une molle circonspection, puis, ses inspections terminées, chacun pensait qu'il goûtait un repos bien gagné. Il convient de réparer cette erreur commune. Ses loisirs, Gisselaire les passait à étudier la médecine. C'est à présent une vérité d'évidence. On ne saurait expliquer autrement la soudaine autorité avec laquelle il allait réfuter le rapport du docteur Carrière pour dresser contre l'éminent chirurgien et son assistant, le docteur Verhaeghe, un acte d'accusation impitoyable.

L'envoyé du ministre s'était rapidement avisé de la situation. En moins de cinq heures son enquête fut terminée. Arrivé à Lille à onze heures du matin, il en repartait à quatre heures de l'après-midi. Sur le quai de la gare, il exposait aux reporters le résultat de sa mission :

- Il n'a jamais été dans la pensée de M. Sellier de substituer son autorité à celle de la Commission des hospices... Mon rôle est d'information pure et, si je puis dire, platonique... Évidemment, la mort de Diéval est un incident déplorable... Les infirmiers méritent un blâme... Mais quoi ! sur le plan administratif on ne saurait rien leur reprocher : ils n'étaient pas de service... Et puis, leur salaire est si médiocre, à ces pauvres gens !... Quant aux causes médicales du décès, on en discute encore...

Ainsi, le missionnaire de Sellier livrait cauteusement au camarade Gisselaire les flèches empoisonnées dont il devait cribler les docteurs Carrière et Verhaeghe. C'est bien naturel. Pouvait-il accabler un organisme, émanation du Front populaire, qui compte dans son sein des amis éprouvés du vertueux gouvernement auquel son maître appartient ? Poussant trop avant la curiosité, ne risquait-il pas d'imprimer, par l'exemple de Lille, une détestable publicité à l'incurie du ministre de la Santé publique qui, tout à sa barbe, s'était soucié comme d'une guigne d'organiser dans les hôpitaux de France le régime des quarante heures avant de l'imposer ? Poser ces questions, c'est les résoudre.

Le train sifflait. Avant d'escalader les marches de son wagon, le légat du ministre se retourna encore une fois vers les journalistes :

- Messieurs, répéta-t-il d'un ton affable qui frisait l'enjouement, cet incident est à coup sûr navrant, mais c'est un incident local. Ne le passionnons pas. Restituons-lui ses justes proportions.

Une ambassade si parfaitement remplie équivalait à un beau coup d'éponge. Elle porta ses fruits aussitôt. Le camarade Gisselaire et, derrière lui, les infirmiers qui avaient courbé le front sous la bourrasque, relevèrent la tête, haussèrent la voix :

- De quoi ? de quoi ? Qu'est-ce que ça signifie ? Ce professeur Carrière, ce docteur Verhaeghe voudraient nous faire endosser leurs responsabilités ? Pardon ! Le ministre est avec nous, et le gouvernement, et l'administration municipale, et le règlement, et tout, et tout...

Et Gisselaire de publier un communiqué ébouriffant où-il était démontré :

1 - Que le pneumothorax de Diéval devait attendre, pour être pratiqué, que les infirmiers eussent achevé leur digestion ;

2 - Que le professeur Carrière s'étant rendu coupable de divulgation du secret professionnel « tombe incontestablement sous le coup du Code pénal et qu'il appartient aux autorités médicales d'agir en conséquence » ;

3 - Que Diéval était condamné à mort dès son opération et que le professeur Carrière, le sachant, a commis une « faute morale impardonnable en faisant porter la responsabilité de cet accident sur les servants préposés au transport des malades ».

On ne révélait pas, bien sûr, que Diéval, déterré, avait été autopsié par le professeur Leclercq, commis par la Commission des hospices, et que l'autopsie non seulement n'avait établi aucune faute imputable au chirurgien, mais qu'elle confirmait le premier rapport de M. Carrière. Cela n'offrait pas d'intérêt. Accusateurs devenus accusés, les docteurs Carrière et Verhaeghe le resteraient au nom de la raison d'État du Front populaire. Quand la C. G. T. est reine et exerce le pouvoir absolu, les événements eux-mêmes reçoivent l'ordre de se conformer aux exigences de sa gloire !

Si vous doutez de mon témoignage, allez faire un tour à Lille. Franchi le porche du vieil hôpital, dont la première pierre fut posée après Bouvines, tâchez de rencontrer un hôte de ces lieux qui ne soit point muré par la terreur de se compromettre. Ce sera difficile, j'en sais quelque chose. La patience et la chance vous viendront peut-être en aide. Alors, quand vous aurez découvert cette créature héroïque, laissez-la parler. Vous apprendrez que rien n'a changé à Saint-Sauveur. La mort du pauvre Diéval n'aura même pas bénéficié à ses compagnons de misère. La même extravagance régit le service intérieur de l'hôpital. Sollicité de réformer son horaire homicide, l'économe, plein de morgue, a répondu

- De quoi s'occupe-t-on ? Cela me regarde !

Les garçons de salle continuent à ne connaître qu'un maître, qui n'est ni Dieu, ni Saint-Venant, ni Léon Blum, mais la Pendule, l'idolâtrique Pendule, dont les aiguilles, déifiées sur l'autel des Quarante heures, marquent des arrêts plus puissants que le Destin. Et, chaque jour, l'on voit des malades, à peine plus valides que leurs congénères, servant le café, vidant les pots, emportant les crachoirs, remplir pour la communauté les offices que, passé le temps fixé, les hospitaliers leur refusent.

On vous citera ce mot de l'un des hommes qui, déjà, portant sur la conscience l'allègre fardeau du cadavre de Diéval, répliquait à l'aumônier, qui invoquait l'intérêt supérieur des malades :

- Les malades, on s'en f... Ce qui nous intéresse, c'est de toucher à la fin du mois !

Cet homme n'est pourtant pas un fanatique. Il a cinquante-cinq ans. Il est père de cinq enfants. C'est un catholique qui, jadis, en dehors de son service, se dévouait avec empressement aux petites besognes que la Supérieure réclamait de son obligeance. Mais vous entendrez, comme je l'ai entendue, vingt fois répétée, cette phrase amère :

- Depuis un an, il semble qu'on ait inoculé à ces hommes le virus de la sécheresse d'âme et de l'égoïsme. On ne les reconnaît plus. Ce sont des bêtes !

Beau temps promis pour le jour annoncé où l'Internationale sera véritablement le genre humain...

UNE CAGOULARDE

Le 5 décembre 1937, une voiture de la police d'État de Versailles s'engageait dans l'avenue Beauséjour, à Clayes-sous-Bois, petite localité de Seine-et-Oise, située, à l'ouest de Versailles, entre Trappes et Villepreux. Parvenue au bout de l'avenue boueuse, qui marque le ternie d'un lotissement, la voiture s'arrêta, au numéro 25, devant une maisonnette d'humble apparence. C'était dimanche. Les trois hommes qui occupaient l'auto descendirent, poussèrent une porte de bois qui ne résista point, montèrent les quelques marches d'un escalier de pierre, frappèrent à l'huis de l'habitation. La porte s'ouvrit. Une vieille femme noire et maigre, à peine plus grande qu'un enfant, parut sur le seuil.

- Madame Baudouin ? demandèrent les visiteurs.

- C'est moi, répondit la petite vieille.

Les policiers se regardèrent, surpris. Celui qui paraissait diriger le groupe insista :

- Madame veuve Marie Baudouin, propriétaire de cette maison.

- C'est moi, répéta-t-elle.

Aussitôt, elle corrigea :

- C'est-à-dire que je ne suis pas encore propriétaire de la maison. Je l'ai fait construire à crédit, grâce à une petite pension que je reçois de l'État, comme mère de deux enfants tués à la guerre. Je n'ai pas fini de la payer.

- C'est bien de vous qu'il s'agit, dit alors le policier, dont les doutes étaient tombés, mais non l'étonnement.

Il ajouta :

- Nous sommes inspecteurs de police. Nous venons opérer une perquisition chez vous.

Une stupeur enfantine se peignit sur le visage émacié de la pauvre femme. Elle joignit les mains et se mit à trembler.

- Une perquisition ! fit-elle. Et pourquoi, mon Dieu ?

Mais, respectueuse de l'autorité, elle s'effaça :

- Entrez, messieurs, dit-elle.

Ils pénétrèrent dans l'étroit logis, où chaque chose criait la pénurie : les murs, les meubles médiocres, les indigents objets de ménage. Les inspecteurs semblaient tout à coup gênés de la mission qu'ils accomplissaient.

- On vous a signalée à la justice, dit leur chef. Vous cachez ici des armes de guerre.

La vieille femme dut s'asseoir, tant l'émotion lui paralysait les jambes.

- Est-ce possible ! murmura-t-elle.

En même temps, ses regards se portaient sur une caisse de bois blanc, déposée dans un coin de la pièce.

- Ah ! c'est donc là ? dit l'inspecteur.

Il y alla, fit sauter le couvercle. Une mitrailleuse et un fusil-mitrailleur, soigneusement graissés, apparurent à ses yeux.

- Eh ! s'écria-t-il, c'était vrai !

Et se tournant vers Marie Baudouin, le regard et la voix sévères :

- La détention d'armes de guerre est un délit prévu et puni par la loi. Nous allons dresser un procès-verbal et saisir ces armes.

Elle le considérait, stupide et en silence. Mais comme, à ce moment, il soulevait la mitrailleuse et la retirait de son coffre, elle se dressa :

- Messieurs, vous n'allez pas me prendre ces objets ! s'écria-t-elle. Vous n'en avez pas le droit ! Ce ne sont pas des armes de guerre !

- Tiens ! dit le policier. Qu'est-ce que c'est donc ?

- Ce sont des armes allemandes, que mon fils Roland, tué à la guerre, a prises sur les avions ennemis qu'il a abattus. Elles m'ont été envoyées du front, en 1917, après sa mort, par son capitaine. Ce sont des souvenirs, des reliques ! Elles ne menacent personne !

L'inspecteur, radouci, examinait la mitrailleuse. Ses compagnons s'approchèrent.

- C'est exact, leur dit-il. C'est une mitrailleuse boche.

L'un d'eux, qui avait des notions en balistique, s'avisa qu'il y manquait des pièces essentielles.

- Elle est inutilisable, dit-il.

Sur le fusil-mitrailleur, ils découvrirent un chiffre de noblesse germanique, une couronne de comte. Le chef se retourna vers Marie Baudouin :

- Vous dites la vérité, mais nous sommes, néanmoins, obligés de remplir notre mission.

Il fit un signe à ses hommes.

- Vous les emportez tout de même ? s'écria, d'une voix brisée, la malheureuse.

- Il le faut, ma pauvre dame. Mais vous vous expliquerez, vous vous justifierez.

- On me les rendra ? insista-t-elle, d'un ton de supplication.

- Je ne peux rien vous certifier. Cela ne me concerne plus. »

Les trois policiers emportèrent le précieux dépôt jusqu'à leur voiture. Le moteur ronfla. L'auto partit.

Debout au seuil de sa porte ouverte, la veuve, désolée, les vit disparaître dans la nuit qui, déjà, recouvrait la campagne sordide. La pluie, une froide et morne pluie d'hiver tombait. Elle pleura doucement.

Voici ce qui s'était passé.

Quelques jours plus tôt, Marie Baudouin avait demandé un service à son voisin Pillois, qui exerce, aux Clayes, le métier d'électricien.

- Puisque vous allez de temps en temps à Paris, avec votre automobile, lui dit-elle, vous seriez gentil de passer chez moi, impasse de l'Astrolabe. Je vous confierai des colis que je veux apporter ici.

Marie Baudouin, en effet, n'habite pas aux Clayes. Elle n'y vient que rarement, tous les quinze jours en moyenne, du samedi au dimanche soir. Le reste du temps, elle travaille, pour assurer sa subsistance et celle de sa soeur aînée, impotente et malade. A soixante-treize ans, elle va en journées. J'ai vu le certificat que lui a délivré sa patronne, Mme Bételet, à Paris. Elle gagne, chez celle-ci, huit francs par jour. Ce n'était d'ailleurs pas un service gratuit qu'elle sollicitait de l'électricien. Elle paya le dérangement.

Pillois vint donc impasse de l'Astrolabe. Les paquets qu'il devait emporter étaient rangés près de la porte, dans une espèce d'alcôve noire et puante, contiguë à la pièce unique où vivent les deux soeurs, au fond de la cour d'une antique mesure. Entre divers ballots, il y avait une caisse en bois blanc. Au moment de l'enlever, Pillois constata son poids anormal.

- Oh ! oh ! fit-il. C'est lourd, cette caisse...

- Je crois bien, dit Marie Baudouin, il y a une mitrailleuse dedans.

Du coup, Pillois manqua tomber à la renverse.

-Une mitrailleuse !

Avec une naïve fierté, elle lui expliqua

- Oui, une mitrailleuse allemande. C'est mon fils Roland qui l'a capturée sur un avion qu'il a descendu.

Elle le fit passer dans sa misérable chambre où Émilie, l'aînée, étendue sur un fauteuil boiteux, couverte d'un pisseux édredon, semblait dormir. Elle lui montra, fixées au mur, la photographie de l'aviateur et sa dernière citation.

Émilie souleva ses paupières :

- Qui est là, Marie ? murmura-t-elle.

- C'est M. Pillois, un ami des Clayes, répondit sa soeur. Il vient chercher la mitrailleuse.

- Prenez-en bien soin, monsieur, reprit l'aînée, d'une voix à peine perceptible. Il faut que Roland la retrouve comme il nous l'a envoyée, quand il reviendra.

Marie entraîna Pillois hors de la pièce.

- Ne faites pas attention à ce qu'elle raconte, lui dit-elle. Ma pauvre soeur déraile un peu. C'est mon aînée, elle a soixante-quinze ans. Elle ne s'est jamais mariée. C'est elle qui a élevé mon petit Roland, avec notre vieille maman, qui est morte l'année dernière, aveugle, à quatre-vingt-quatorze ans. Roland, c'était tout pour Émilie, c'était plus que son fils. Elle n'a jamais voulu admettre qu'il avait été tué. Tous les jours, elle me parle de lui. Elle me demande s'il n'a pas écrit pour annoncer son retour.

- Oui, oui, je comprends, fit Pillois. Elle débloque, la pauvre vieille...

Il chargea la caisse sur son épaule. Son pas résonna lourdement dans l'escalier. Marie Baudouin referma la porte.

Arrivé aux Clayes, ayant déposé son chargement chez sa voisine, Pillois se précipita à l'auberge de la veuve Beaudoire, qui est sur la route de Villepreux, à l'angle de l'avenue Beauséjour.

- Gentil est là ? demanda-t-il. Faut que je le voie tout de suite.

Gentil, du fond de l'estaminet, se leva, avança sa tête rase à gros traits massifs :

- C'est toi, Pillois ? Qu'est-ce qui arrive ?

A l'auberge de la veuve Beaudoire, ce Gentil est une manière de prince consort. Gras et lourd, le visage glabre d'un comédien jouant les paysans du répertoire naturaliste, vêtu d'un chandail de laine, coiffé d'une casquette de drap, il forme avec Pillois, le plus fidèle client de son assommoir, un de ces contrastes où se complaisent souvent la nature et les vaudevillistes. Maigre, agité, déhanché, roulant les épaules selon le meilleur guide du bon ton en usage chez les loustics du faubourg, sa lèvre ornée d'une petite moustache à la William Powell, Pillois passe le plus clair de son temps dans la compagnie de l'énorme et impassible Gentil. Une parfaite communauté de vues et de haines les relie. Ce sont les plus beaux ornements de la section communiste des Clayes, où Gentil a décroché un siège de conseiller dans l'une des municipalités les plus rouges de la région. Adjoint au maire, agent électoral de Jean Duclos, député et frère du vice-président de la Chambre, Gentil dispose ainsi, aux yeux du jeune Pillois, d'un prestige que vient parfaire et compléter sa formidable dignité de dispensateur d'apéros, qui, s'amalgamant à l'Idée, achève de convaincre un électricien soiffard de la justice et de la générosité de la cause stalinienne.

D'une traite, mais non sans l'arroser abondamment, Pillois fit sa confidence à Gentil, tout heureux dans le fond de briller aux yeux de son maître, d'étaler son civisme, de se hausser au rôle suave de dépisteur de fascistes. Gentil n'hésita point :

- La viocque t'a bourré la caisse, mon gars. Ses histoires de mitrailleuse boche, ça ne tient pas. Je vais te dire ; ça, c'est un coup à Corrigé.

Gentil venait de prononcer le nom de l'ennemi public n° 1 des communistes des Clayes, et singulièrement du lotissement Beauséjour. C'est un homme simple et tranquille que M. Corrigé, mais il n'aime pas les communistes, et il ne s'en cache pas. Un voisinage porte à porte avec Pillois a achevé de tendre et d'exaspérer leurs relations. Quand elle vient aux Clayes, Marie Baudouin, qui entretient de bons rapports avec tous ses voisins, rend de fréquentes

visites aux Corrigé. Ici, où l'on connaît la longue suite de malheurs dont sa vie est tissée, on l'aime bien. On la nomme affectueusement « grand'mère ». Il n'en fallait pas davantage pour éclairer la guépéou de l'auberge Beaudoire.

- On va prévenir Prou, déclara Gentil.

Prou, maire communiste des Clayes, est un fonctionnaire retraité de la Banque de France. Depuis que cet établissement recrute ses régents dans l'aristocratie lardée de la C. G. T., il n'est pas étonnant que son personnel embrasse le parti de Racamond. C'est encore une façon de maintenir les nécessaires hiérarchies.

Aux premiers mots de son adjoint, Prou flaira le complot. Lui dont la retraite, si l'on en croit les bonnes gens du pays, s'élève à peine à vingt mille francs par an, discerna immédiatement la cagoularde sous la dangereuse femme de charge Marie Baudouin.

- Je vais aviser le parquet de Versailles, dit-il.

Voilà l'histoire.

Vous qui lisez ceci, j'entends vos cris d'incrédulité. Vous protestez. Vous savez qu'on est descendu très bas, en France, sous le régime du Front populaire, dans la bêtise et la méchanceté. Mais pas à ce point. Ce n'est pas possible. Trop est trop, dit le bon peuple. Attendez. Vous n'êtes pas au bout de votre ahurissement et de votre indignation. La suite est encore plus belle.

Quand on me fit le récit que je viens de rapporter, j'eus la même révolte, Ce n'est pas aussi simple, pensai-je. Il y a autre chose, qu'on me cache. Alors, j'ai voulu savoir, j'ai voulu voir. Je suis allé aux Clayes. J'ai questionné les uns et les autres. J'ai dû me rendre à l'évidence. Il n'y avait que ce qu'on m'avait dit.

Impasse de l'Astrolabe, j'ai monté le sombre escalier par où Pillois avait emporté les armes séditeuses. Dans l'affreux réduit où elles vivent, j'ai vu les deux soeurs, pareilles à ces dérisoires petites vieilles que Baudelaire a dépeintes. Sur le lit de fer où, côte à côte, elles prennent leur médiocre repos, Émilie est étendue, très pâle sous ses cheveux blancs. Ses yeux sont clos, son visage est calme. Elle exhale, à petits coups, un souffle fragile, comme une respiration d'oiseau.

- Elle est très mal, me confie Marie à voix basse. Le prêtre est venu tout à l'heure pour la confesser. Sa santé n'était pas bonne, et ce dernier coup l'a achevée. Quand elle a appris qu'on nous avait enlevé la mitrailleuse de Roland, elle s'est couchée, elle n'a plus voulu manger. Ses forces l'abandonnent. Ma pauvre Émilie !

Dans l'étouffante atmosphère de cette chambre où trône, en son milieu, près du lit, un poêle en fonte dont le noir tuyau se perd à l'angle d'un mur sale, au papier déchiqueté, Marie Baudouin m'a narré sa navrante existence. Fille d'un médecin de Guérande, qui jouissait dans la région d'une grande réputation, elle avait épousé, à peine âgée de vingt ans, un receveur de l'enregistrement, dont elle eut six enfants, trois garçons et trois filles. Au bout de quelques années, son mari l'abandonnait, lui laissant à charge cette nombreuse famille, dont l'aîné n'avait pas dix ans. Aidée de sa mère, devenue veuve, et de sa soeur Émilie, qui se voua corps et âme à l'éducation du petit Roland, à cause de qui elle refusa toujours de se marier, Marie Baudouin se mit courageusement au travail pour élever ses enfants. Depuis ce moment, pas un jour, pas une heure, elle n'a cessé de travailler.

A la déclaration de guerre, deux de ses fils sur trois sont mobilisés. L'aîné, André, âgé de vingt-sept ans, est dans les chasseurs à cheval, simple soldat. Le cadet, Roland, âgé de vingt-trois ans, grâce aux sacrifices de sa tante Émilie, a pu s'instruire. Il est versé dans l'aviation, avec le grade de sergent pilote. C'est l'ange de la famille, son orgueil, son espoir. Le troisième, Raymond, qui appartient à la classe 15, a été ajourné. Il en contracte une sombre

humeur jusqu'au jour où, à force d'instances, il obtiendra de sa mère l'autorisation de devancer un nouvel examen médical et de s'engager.

Le premier, André se signale. Le 20 septembre 1915, il est cité à l'ordre du régiment par le chef d'escadron de Fournas : « Est allé chercher, sous un feu nourri, le corps d'un camarade tombé dans les fils de fer ennemis. »

Un mois plus tard, c'est le tour de Roland. Le 4 novembre, il obtient la citation suivante, signée du généralissime Joffre : « Pilote remarquable par son entrain, son courage et ses qualités professionnelles. S'est offert spontanément pour remplir une mission dangereuse, bien que cette mission devienne chaque jour plus périlleuse, par suite des précautions prises par l'ennemi. L'a réussie le 14 octobre 1915. » Ce jour-là, Roland Baudouin avait abattu son premier ennemi, un « Drachen ».

La même année, fin décembre, sur un émouvant papier à lettre, où s'entrelacent les drapeaux alliés au-dessus de cette phrase qui s'empreint aujourd'hui d'une lourde ironie: « Le droit prime la force », le benjamin Raymond écrit à sa mère ces lignes qu'il est nécessaire de reproduire dans leur sublime naïveté :

« Durant ta vie, ma chère maman, qui a été un long calvaire, tu as conservé l'énergie de nous montrer le bon exemple dont tu avais profité chez toi ; tu n'as cessé de nous élever dans le culte de Dieu, de la patrie et de la famille ; aujourd'hui, ma chère maman, tu n'as pas à te plaindre de tes enfants, car ils ont tous accompli leur devoir en face de l'ennemi et n'ont pas craint les baïonnettes prussiennes, ils se rappelleront que ce qu'ils ont fait, ils te le doivent, à l'exemple de ta vie de sacrifice, aux bons exemples que tu leur as *inculpés* et aux bons sentiments dont tu les as imprégnés. Tu n'as pas souffert en vain, tu as travaillé non seulement pour eux, mais aussi pour la France, car ils aideront à sa libération. »

L'enfant de vingt ans qui écrivait cela tombait au Mont-Haut, le 30 avril 1917, sous les balles allemandes. Voici s'on oraison funèbre :

« Le lieutenant-colonel, commandant le 41^e régiment d'infanterie, cite à l'ordre du régiment Baudouin Raymond, caporal : passé volontairement dans l'infanterie. Venu sur sa demande au renfort du 25 avril. Très belle attitude devant ses hommes. Blessé mortellement le 30 avril 1917 en allant reconnaître vers un point essentiellement dangereux un emplacement de tir. »

Quatre mois plus tard, le 17 août, Roland était tué. Entre temps, il avait conquis le grade de sous-lieutenant et abattu quatre avions ennemis. Voici le texte de sa dernière citation (à l'ordre de l'armée) : « Pilote de grande valeur ; a montré toujours un grand courage et une rare adresse ; a abattu un drachen et trois avions ennemis. Le 17 août, au cours d'un combat très dur avec un biplace à basse altitude, est tombé dans les lignes ennemies. »

C'est à ce moment que le commandant d'escadrille de Roland fit parvenir à la famille Baudouin la mitrailleuse et le fusil-mitrailleur que la police mobile de Versailles a saisis, le 5 décembre 1937, sous le règne de Marx Dormoy, dans la petite maison des Clayes-sous-Bois.

De ses petites mains sèches et flétries, Marie Baudouin fouille dans une sacoche d'où elle extrait, une à une, les feuilles jaunissantes où s'inscrivent les douloureuses étapes de ce chemin de croix. Mais voici tout à coup, sur un carré de papier dactylographié, le document qui va susciter en elle le plus angoissant souvenir :

« Le maire de la ville de Stenay certifie que le 18 août 1917, les autorités allemandes ont fait à la mairie la déclaration suivante : « Le 17 août 1917, à 4 h. 15 du soir, le sous-lieutenant aviateur Roland Baudouin, né en 1891, de la 80^e escadrille d'aviation, 14^e groupe de combat, a été tué en combat aérien. Son corps a été inhumé au cimetière de Stenay, le 18 août 1917, après-midi. A Stenay, le 26 août 1919. » Suit la signature du maire.

- Mon petit Roland, me dit-elle, c'est moi qui suis allée le chercher. Il était couché dans le petit cimetière de Stenay, sous un grand crucifix noir. Des fleurs blanches avaient poussé sur son tertre. On l'a déterré sous mes yeux. Je l'ai emporté, ramené avec moi. Il dort maintenant au cimetière de Billancourt. Mais ma soeur Émilie n'a jamais voulu accepter cela. Pour elle, Roland n'est pas mort. Il va revenir. Depuis vingt ans, elle l'attend. Hier, elle le réclamait encore.

Bien que la voix se soit faite si basse que moi-même je devine le sens des mots au mouvement des lèvres plus que je n'en perçois le son, la malade a entr'ouvert les yeux :

- Avec qui parles-tu, Marie ?? soupire-t-elle.

- C'est un ami de M. Bouchet, répond Marie Baudouin.

- A-t-il rapporté la mitrailleuse ? reprend Émilie.

- Oui, oui, elle est là. Nous l'avons mise dans le coin.

Un fugitif sourire éclaira les lèvres de la pauvre impotente.

- Montre-la moi, fit-elle.

- Non, tout à l'heure, reprit vivement sa soeur. Maintenant, repose-toi.

Comme si elle avait compris qu'on venait encore une fois de la tromper, son visage se crispa, elle ne bougea plus. Marie Baudouin hochait la tête. Elle reprit :

- Pour Roland, ça n'avait rien été. Mais pour retrouver son frère, j'ai eu du mal. Je ne savais pas où il était. Je savais qu'il était mort au Mont-Haut et qu'on l'avait enterré dans la région. C'était bien vague. Je travaillais alors rue Miollis. J'ai dû demander un congé de deux jours à mon patron. Il me les accorda, et même il ajouta vingt-cinq francs pour aider mes recherches. Je suis partie seule. C'était en hiver, l'armistice venait à peine d'être signé. Les trains étaient irréguliers et lents. On voyageait mal. On devait être muni de laissez-passer délivrés par l'autorité militaire. Il pleuvait. Il faisait froid. J'ai passé une grande nuit, une nuit interminable, assise sur un sac, dans la gare de Reims, pour attendre le train qui m'emmènerait à Mourmelon-le-Grand. Il arriva avec dix heures de retard, peut-être plus, je ne me rappelle pas. J'ai débarqué à Mourmelon, à six heures du matin, sous une pluie battante. Il faisait encore nuit. La gare était pleine de soldats qui allaient et venaient. On me bousculait. J'étais perdue. A ce moment, un homme s'approche de moi : « Où allez-vous ? » me dit-il. C'était un fermier de la région. Ils étaient comme ça, beaucoup qui s'offraient pour guider les gens. Je lui explique mon cas. « Ma p'tite mère, me dit-il, c'est loin, le MontHaut. Faut retenir une chambre, parce que nous avons toute la journée à marcher. » Nous sommes partis à pied, à travers les champs et les routes ravagés. Avec ce brave homme, j'ai fait vingt-six kilomètres dans ma journée. Nous avons exploré tout le secteur, croix de bois par croix de bois, sans rien trouver. Le soir, le fermier m'a dit : « Ma p'tite mère, vous pouvez vous vanter de m'avoir épâté. Quand je vous ai vue, je me suis dit : Elle ne tiendra pas, elle va lâcher. » Pourtant, j'étais morte de fatigue. Je lui ai donné dix francs. Il m'a promis de continuer les recherches, et moi, je suis rentrée à Paris. Quinze jours après, le fermier de Mourmelon m'écrivait qu'il avait retrouvé la tombe de mon fils. Je suis retournée. Nous avons refait ensemble le même chemin, mais cette fois, heureusement, il ne pleuvait pas. Quand tout a été terminé, j'ai demandé au fermier ce que je lui devais : « Donnez-moi vingt-cinq francs, me dit-il. Les riches paieront pour vous. » C'était un brave homme, et mon patron de la rue Miollis aussi, qui m'avait donné les vingt-cinq francs.

Elle se tut. Sa soeur ne remuait pas, et, sans l'imperceptible cadence de sa respiration, on l'aurait crue morte.

- Voilà, monsieur, me dit Marie Baudouin, croyez-vous qu'après tout cela nous méritions les misères qu'on nous fait ?

O Dieu! Elle appelle ça « des misères » !

Car je n'ai pas tout dit.

Après la saisie des Clayes, Marie Baudouin avait conté sa mésaventure à des personnes qui l'emploient. Ces personnes sont comme vous et moi. L'affaire leur parut d'une si énorme bouffonnerie qu'elles eurent peine à y croire. Mais elles savent que Marie Baudouin est incapable d'un mensonge ou d'une dissimulation. Elles l'engagèrent à écrire au procureur de la République de Versailles pour le mettre au courant de ces faits extravagants et réclamer la restitution de ses souvenirs de guerre. Elles lui firent un modèle de lettre, qu'elle recopia d'une main ferme. Cette lettre, la voici :

Monsieur le procureur,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants :

Pendant la guerre de 1914-1918, mes trois enfants André, Raymond et Roland Baudouin, ont été mobilisés sur le front. Deux d'entre eux, Raymond et Roland, sont tombés glorieusement à l'ennemi. Lors de leur décès, le capitaine Glaize m'a fait parvenir, à titre de souvenir, en même temps que leur cantine et leurs objets personnels, une mitrailleuse allemande et un fusil-mitrailleur.

Ces objets avaient, pour moi, une valeur sentimentale considérable en ce qu'ils représentaient à mes yeux le symbole de leurs exploits et de leur sacrifice.

Or, à la suite de la dénonciation de la municipalité de Clayes-sous-Bois (Seine-et-Oise), dénonciation faite d'après les bruits répandus par des personnes peu respectueuses des hauts faits de guerre, la police d'Etat de Versailles est venue chez moi et s'est fait livrer ces armes, que je n'avais jamais dissimulées et qui, d'ailleurs, sont pratiquement hors d'état d'être utilisées.

Je vous serais infiniment reconnaissante, en raison même de la valeur sentimentale que j'attache à la possession de ces objets, de bien vouloir m'autoriser à les reprendre, la police pouvant, au préalable, les mettre hors d'état de servir, si elle jugeait, par hasard, que cela n'est point déjà le cas.

Dans l'espoir que vous accueillerez avec bienveillance la requête d'une mère désireuse de conserver les trophées de ses chers disparus, veuillez agréer, Monsieur le procureur, l'assurance de mes sentiments respectueux.

Madame BAUDOUIN,
7, impasse de l'Astrolabe, 7, Paris.

On pense qu'une lettre aussi simple et digne allait provoquer, chez un homme raisonnable, à tout le moins un réflexe de curiosité. A supposer que M. le procureur de la République de Versailles ne fût pas éclairé déjà sur les faits de la cause par le rapport des policiers chargés de la perquisition, son premier soin devait être de commettre un juge d'instruction, lequel n'aurait pas manqué, après examen, de rendre une ordonnance de non-lieu, comportant la restitution des chères reliques.

C'était le calcul des amis de Marie Baudouin. C'est votre pensée. C'est la mienne. Ce ne fut pas celle du procureur de Versailles. Huit jours ne s'étaient pas écoulés, que Marie Baudouin recevait la réponse de ce magistrat. Elle était appelée à comparaître devant le tribunal correctionnel, en vertu de l'article 3 de la loi du 24 mai 1834, pour y répondre du délit de détention d'armes de guerre. Et citée directement. Sans instruction. Sans enquête. Sans avocat. Aux diligences du Parquet !

Cela paraît inimaginable. Si je n'avais vu de mes yeux l'assignation, je n'y croirais point. Mais je l'ai vue. Et maintenant, je pense que les pires abus sont concevables sous le régime où nous sommes.

Le procureur de Versailles s'appelle Balmory. C'est un nom à retenir. Voilà un magistrat comme le pouvoir en a toujours souhaité. Appelé à résoudre une iniquité, il ne la pèse pas aux balances de la justice. D'un côté, une femme, une Française, qui a donné le plus cher de son cœur à son pays. Mais elle est humble. Elle est seule, sans soutien : une pauvre femme de ménage. De l'autre côté, il y a les cannibales du communisme, les féales créatures du député Duclos, frère du vice-président de la Chambre, et fier appui du gouvernement. Au sommet de la hiérarchie, garde des sceaux, se trouve le stupide et malfaisant Vincent Auriol. A l'Intérieur, s'épanouit la barbe de Marx Dormoy.

M. Balmory n'hésite pas. Il sacrifie la veuve isolée et sans défense aux valets de la famille Duclos aux puissants ministres qui, un jour, se souviendront de son zèle atroce.

M. Balmory est un grand magistrat.

MONSIEUR LE PRÉFET

M. le préfet dormait depuis une heure du bon sommeil de l'innocence quand la sonnerie du téléphone tinta. Réveillé en sursaut, il étendit sa main dans le noir, cherchant à tâtons, d'un geste machinal, le commutateur. Il le trouva, éclaira la chambre. Sa femme, que la brusque lumière venait d'éveiller à son tour, fixait sur lui ce regard égaré qui succède au sommeil brutalement interrompu. Puis, sortant de son hébètement, elle demanda :

- Qu'est-ce qui arrive encore ?

Sans lui répondre, il avait saisi l'appareil qui, depuis les triomphants débuts de l'expérience Blum, ne quittait plus son chevet :

- Allô... Ah ! c'est vous, Déduit ?... Oui... oui... Où ça ?... Saint-Cornu-du-Bois ?... Combien de kilomètres ?... Diable !... Ça ne fait rien... Le temps de m'habiller et je vous rejoins... Oui, cinq minutes, pas plus... Merci, mon ami...

Il raccrocha, repoussa ses draps en soupirant, mit une jambe maigre et velue hors du lit.

- Les cochons... murmura-t-il.

- Qu'est-ce qu'il y a ? dit sa femme. Une grève ?

- Non. Ce sont les paysans qui s'y mettent à présent. Des incidents à Saint-Cornu. Les gendarmes sont sur les lieux. Il faut que j'y aille.

- Ce n'est plus une vie ! fit madame.

Pieds nus, en chemise, M. le préfet prit son caleçon et ses chaussettes posés sur la bergère du XVIIIe siècle qui occupait l'angle de l'appartement. Comme il était près de la fenêtre, son œil plongea dans la nuit qui recouvrait le jardin. Elle était belle et sombre. Sous la coulée lumineuse descendue de la fenêtre, le sol apparaissait avec des reflets durs de marbre gelé.

- Brrr ! fit le préfet, il n'a pas l'air de faire chaud.

Il boutonna son pantalon, lissa sa barbe, rétablit d'une main caressante le désordre de sa chevelure, d'un jet d'eau de Cologne se rafraîchit le visage.

- Tu seras longtemps ? questionna sa femme.

- Hé ! le sais-je ! fit-il, impatienté.

- Quelle heure est-il ? demanda-t-elle encore.

- Dix heures et demie.

- C'est gai ! soupira-t-elle en remontant les draps chauds jusqu'à sa gorge.

M. le préfet était habillé. Il la baisa sur le front et sortit. Dans l'antichambre, il prit sa pelisse et son chapeau, puis, à travers les longs corridors de pierre qui reliaient ses appartements aux bureaux de la préfecture, il gagna son cabinet. Son secrétaire, M. Déduit, l'attendait. Ils se serrèrent la main, sans mot dire, avec un regard qui exprimait plus de choses qu'un discours.

- Allons-y ! dit M. le préfet.

Ils traversèrent les vastes bureaux déserts où dormaient d'innombrables dossiers. Devant le perron, une petite auto était arrêtée. Déduit s'installa au volant. Le concierge, ensommeillé, avait ouvert toute grande la grille d'entrée. Il porta la main à sa casquette. La voiture tourna à droite, s'engagea dans la rue noire et mal pavée où brillait comme un phare le globe laiteux d'un cinéma.

Cette nuit-là, j'étais à Saint-Cornu. Venu passer les fêtes de Noël chez mon ami G... qui possède une ferme dans la région, il m'avait dit, après le dîner :

- Les dorgéristes tiennent une réunion ce soir, à Saint-Cornu. Il paraît que les communistes vont venir de la ville à plusieurs centaines pour contre-manifester. Allons voir ça.

Tandis qu'il faisait tourner le moteur de son cabriolet pour l'échauffer, il me confia quelques impressions.

- Les esprits sont très excités dans le pays. La grève des maraîchers de l'Ile-de-France a ressuscité, chez les gens de nos campagnes, des passions qu'on croyait assoupies... Le mouvement agraire reprend avec plus de violence qu'autrefois... Les maladroitesses arrestations de Dorgères, qui a de nombreux partisans, même parmi ses adversaires politiques, ont aggravé le malaise... Des troubles naîtront à plus ou moins longue échéance, ce n'est que trop certain.

- Croyez-vous que, ce soir, nous aurons une bagarre ?

- Je le crains.

- J'imagine, dans ce cas, qu'on a pris des mesures d'ordre ?

- Ah ! répliqua mon compagnon, c'est le secret du préfet. En général, il n'intervient que très discrètement. Quelques gendarmes, et c'est tout. Vous comprenez ? Demander le concours de la mobile, c'est attirer l'attention de Paris sur les incidents de sa préfecture. Il préfère que les conflits s'apaisent sans que le gouvernement y fourre son nez. Comme il est dans les meilleurs termes avec les journalistes locaux, ceux de droite aussi bien que ceux de gauche, qui assurent la correspondance des feuilles parisiennes, il est rare que l'écho de nos affaires franchisse sans son consentement les frontières du département. M. Jérôme Naturel est un habile homme...

- Jérôme Naturel ?

- Vous le connaissez ? C'est un grand préfet. Il a bien réussi.

Un grand préfet... Il a bien réussi... Mon ami avait prononcé les formules sacramentelles qui, dans le régime actuel, consacrent mieux que les titres, les honneurs et les décorations, le mérite de ces féodaux de l'administration républicaine et les élèvent au point moralement le plus éminent de leur dignité. Que Jérôme Naturel y eût droit, je n'en doutais pas, car G... informé comme personne des secrets de l'État, pour avoir longtemps rempli des fonctions importantes et mystérieuses dans l'entourage d'un ministre, ne hasarde jamais ses paroles. Cependant, devant la révélation qu'elles m'apportaient, j'éprouvais quelque surprise.

Il y a une vingtaine d'années, j'ai assisté aux débuts dans la vie de Jérôme Naturel. C'était un garçon de trente ans environ, gras et réjoui, qui, comme dans la chanson, revenait de la guerre. Où l'avait-il faite ? On ne sait au juste, mais plutôt à l'arrière qu'en première ligne. Déjà débrouillard et convaincu de sa valeur, il n'ignorait pas que sa précieuse existence constituait un fonds de réserve pour la République qui trouvera toujours, dans les hommes de son espèce,

la fine fleur de ses intendants. Impérieuse raison de ne point s'exposer à d'inutiles dangers et à une mort prématurée. Pour l'heure, il était rédacteur à l'Outil, feuille germanisante, comme l'étaient alors la plupart des journaux de gauche. Quand je dis que Jérôme Naturel était rédacteur, cela signifie qu'il se parait du titre, car il n'accomplissait guère la fonction. Sans doute on le voyait régulièrement à la salle de rédaction. Chaque soir il arrivait, ponctuel et charmant, à la même heure que ses camarades. Mais tandis que ceux-ci, penchés sur le papier, alignaient comptes rendus, reportages et articles, Jérôme Naturel tirait de sa poche un miroir qu'il fixait à l'espagnolette, posait sur le rebord de la fenêtre un blaireau et un rasoir, et gravement procédait à des exercices de toilette. Puis il ouvrait un placard où était soigneusement rangé, dans un carton bien ficelé, un smoking qu'il emportait aux lavabos, dans lesquels il s'enfermait pour l'échanger contre ses vêtements d'après-midi. Après quoi, il revenait, bien rasé, bien peigné, impeccable, causait aimablement avec les uns et les autres, se livrait, en compagnie du secrétaire de rédaction et du rédacteur en chef, à des commentaires profonds sur la situation politique, jusqu'au moment où sonnait l'heure du banquet, du dîner, de la soirée mondaine ou théâtrale au cours desquels il allait se montrer dans ses avantages et se pousser auprès des personnes influentes. Comme l'Outil était un journal de normaliens, Jérôme Naturel laissait volontiers entendre qu'il avait, naguère, préparé son entrée à la fameuse école de la rue d'Ulm, mais que la guerre avait fait obstacle à cette ambition. En réalité, il possédait, pour tout diplôme, quelques bribes d'inscriptions à la Faculté de droit.

Vinrent les élections, qui livrèrent une brusque échappée de lumière sur l'âme de Jérôme Naturel. Il fut candidat et battu. Du coup, il comprit qu'il n'était pas l'homme des chemins aventureux. Il ne s'obstina point, quitta l'Outil, entra dans l'administration.

En ce temps heureux, n'importe qui pouvait devenir sous-préfet. On n'exigeait pas les deux licences ni l'examen institués par les méchants décrets de 1926. A se raser chaque soir devant la fenêtre de l'Outil, Jérôme Naturel s'était acquis des titres sérieux. On ne discuta point son mérite. Ayant prêté serment de bien servir la République, en toute occasion, ou secrète ou publique, il s'embarqua pour un lointain département.

On le revit souvent à Paris. Il ne manquait jamais de rendre visite à ses amis journalistes. Dans notre milieu, on l'appelait « le sous-préfet de l'Outil ». Il prétendait que la fréquence de ses séjours dans la capitale tenait à son état de célibataire et à l'ardeur de son sang. De fait, la soirée, commencée au restaurant et à la brasserie, s'achevait dans des endroits peu austères.

- Ta province est-elle donc si dépourvue ? lui demandions-nous.

- Non. Mais j'incarne la République, qui est une entité vertueuse. Je ne saurais, sous préjudice d'attenter à mon prestige, m'abandonner, aux yeux des populations que j'administre, aux faiblesses du commun des hommes.

- Dans ce cas, marie-toi, reprenions-nous.

- Autre erreur, répliquait-il. Le temps n'est plus où le mariage servait une carrière préfectorale. Remarquez-le : une grande proportion des préfets - peut-être la majorité - est à présent libre de tout lien matrimonial. Cela se comprend. Avec nos changements incessants de ministères, dans quel repaire honteux devrais-je aller chercher ma fiancée ?

Il semblait rire, mais sous le scabreux paradoxe, il livrait sa véritable pensée, les froids calculs d'un ambitieux qui a longuement médité sur les règles d'un arrivisme jovial, mais résolu.

Au vrai, ses voyages à Paris, qu'il disait commandés par les impétueux assauts de la matière, coïncidaient chaque fois avec l'établissement d'un nouveau ministre de l'Intérieur. Il nous interrogeait sur lui :

- Comment est-il ?... Vous qui fréquentez la Chambre, vous le connaissez... Peut-on se fier à lui ?.. Naturellement, c'est un abruti comme les autres... Mais ce sont les plus dangereux...

Il nous questionnait, paraissant ne s'attacher qu'au pittoresque, sur ses habitudes, ses manies, ses goûts, ses amitiés. Puis, d'un air accablé :

- C'est mon chef... Je dois aller lui présenter mes devoirs... Quelle corvée !

Quelque temps après, nous apprenions que Jérôme Naturel figurait dans le « mouvement administratif » en préparation. Il passait ainsi de l'est à l'ouest de la France et du nord au midi. Mais chacun de ses déplacements constituait un avancement. Un jour, il fut nommé préfet. A compter de là nous cessâmes de recevoir sa visite.

A Saint-Cornu, la réunion des agraires avait lieu au rez-de-chaussée de l'hôtel du Commerce. A travers les vitres éclairées de la grande salle, on percevait un vaste bourdonnement de voix.

Trois camionnettes avaient amené du chef-lieu cinquante communistes qui se tenaient sur la place, dans l'ombre, où ils braillaient comme cinq cents.

Devant la porte de l'hôtel, dont ils protégeaient les abords, il y avait cinq gendarmes sous la conduite d'un lieutenant.

L'instituteur communiste de Saint-Cornu, fort de la présence de ses camarades citadins, s'était aventuré, quelques instants plus tôt, à l'intérieur de l'hôtel. Il avait été aussitôt saisi par les paysans, conduit à une chambre du premier étage, où ils l'avaient enfermé. Les autres, de dehors, avaient lancé des pierres, menacé de prendre l'hôtel d'assaut pour délivrer le prisonnier. A cette menace, les dorgéristes avaient riposté par la menace d'une sortie punitive. Le choc paraissait inévitable. C'est à ce moment que le lieutenant de gendarmerie avait alerté la préfecture. Ce fut le signal d'une trêve. Des deux groupes ennemis, l'officier avait obtenu qu'ils demeurassent sur leurs positions jusqu'à l'arrivée de M. le préfet. Mais la colère grondait de part et d'autre, Tout à coup, une projection de phares sur un mur blanc, à l'angle d'une rue, accompagnée d'un bruit de moteur, annonça le préfet. L'auto tourna sur la place, vint s'arrêter devant l'hôtel du Commerce. En même temps, comme l'hymne qui salue, un jour de revue, l'arrivée du chef de l'État, *l'Internationale*, glapie par les communistes, déroula ses strophes héroïques dans la nuit glaciale. Penché vers le lieu tenant qui lui communiquait le récit des événements, M. le préfet ne bronchait pas plus que s'il se fût trouvé au centre d'un silencieux désert. De l'endroit où j'étais, il m'apparaissait en pleine lumière. Sous la noble et grisonnante barbe qui décorait son visage, je revoyais la poupine figure du sous-préfet imberbe avec qui j'avais, naguère, si souvent banqueté.

Sur une dernière promesse que, demain, l'Internationale serait le genre humain, les communistes se turent. A ce moment, on entendit les mesures de la *Marseillaise* que, de l'intérieur, chantaient les agraires.

- Faites cesser cela ! dit le préfet.

L'officier se précipita. En peu d'instants, le ton baissa, puis, sur quelques voix discordantes, le chant s'éteignit.

- Vive le préfet ! crièrent les communistes.

M. le préfet entra dans l'hôtel. G... et moi, nous nous approchâmes. Par la porte demeurée entr'ouverte, nous recevions des fragments du discours qu'il adressait aux paysans assemblés. C'était la même voix profonde et nuancée que nous admirions quinze ans plus tôt, cette voix habile à donner une couleur et une émotion aux phrases les plus banales, mais plus assurée, plus travaillée aussi. Jadis elle conservait, dans ses inflexions les plus solennelles, un je ne sais quoi de plaisant et de sceptique. Aujourd'hui, c'était l'accent même de la sincérité.

- Vous êtes des hommes d'ordre, disait M. le préfet... des citoyens respectueux de la loi et des libertés républicaines... Je fais appel à votre grande sagesse... à votre esprit politique, que

je connais... Je sais qu'il n'est pas besoin, avec vous, d'user des pouvoirs attachés à ma fonction... Je ne veux rien devoir qu'à la persuasion...

Il continua ainsi un long moment. Puis, il y eut un brouhaha, des bruits de portes, l'écho de lourdes chaussures heurtant les marches d'un escalier. M. le préfet quitta l'hôtel, traversa la rue, vint au milieu de la place. Les communistes l'entourèrent.

- Votre compagnon va vous être rendu, leur dit-il. Mais vous l'accueillerez sans manifestation. Je fais crédit à votre sagesse politique. N'oubliez pas que je représente un gouvernement que votre parti soutient de ses votes. Cela crée entre nous une solidarité que, pour ma part, je revendique avec toutes les responsabilités qu'elle comporte...

- Blum à l'action ! lança un des auditeurs, mais vingt bouches indignées lui intimèrent le silence.

Quand reparut l'instituteur libéré, il n'y eut pas un cri.

- Mes amis, reprit M. le préfet, vous avez satisfaction. Avec la dignité qui convient à des citoyens épris de liberté, vous allez maintenant rentrer chez vous, dans le calme et la sérénité. Vous avez exprimé vos sentiments avec la plénitude qu'autorisent nos institutions républicaines. Ayez confiance en moi comme j'ai confiance en vous.

Gloussant de joie, les communistes retournèrent à leurs camionnettes qui, dans la nuit, s'ébranlèrent une à une.

- Le préfet est avec nous, murmuraient-ils. C'est un homme.

Revenu à sa voiture, M. le préfet était salué respectueusement par les agraires qui, leur réunion terminée, quittaient l'hôtel du Commerce.

- Mes amis, leur disait-il, j'espère que vous êtes contents de moi. Votre réunion n'a pas été troublée et quelque difficile que se trouve, de ce fait, ma position vis-à-vis du gouvernement, j'ai tenu à ce que fût respectée intégralement la liberté d'opinion, inscrite au premier rang des principes républicains, que je représente par-dessus les changeantes formations politiques.

Ils le remercièrent, et l'un d'eux confiait à son voisin :

- Au fond, il est avec nous. Je le connais bien.

Quant à moi, je m'éloignais avec G... Par deux fois au cours de ces négociations, mon regard avait rencontré celui du préfet, mais, à l'immobilité de ses traits, je vis qu'il ne m'avait pas reconnu. Or, comme j'ouvrais la portière de notre auto, je m'entendis appeler discrètement par mon nom. Je me retournai. C'était le secrétaire du préfet.

- M. le préfet ayant appris que vous êtes ici pour quelques jours, me dit-il, vous demande s'il vous serait loisible de déjeuner demain avec lui ? Il vous attend à midi à son cabinet.

Je fus exact au rendez-vous, mais je dus demeurer dans l'antichambre, car M. le préfet était en conférence avec le délégué du personnel des usines Ribouis, en grève depuis deux mois. Au bout d'un quart d'heure d'attente, la porte à tambours du cabinet livra passage à Jérôme Naturel et au délégué, qui était petit, souffreteux, avec l'oeil vague et le front bas. Il portait, serrée contre son bras, une lourde serviette qui lui donnait l'air d'un homme d'affaires louche. M. le préfet l'accompagna jusqu'à la porte de l'antichambre, qu'il ouvrit, et lui secouant sa main libre avec l'expression d'une vive cordialité :

- Alors, c'est entendu, lui dit-il. Je compte sur vous. Vous réfléchirez à ce que je vous ai dit. Sans doute, vous avez entièrement raison. Votre thèse ne souffre pas l'ombre d'une discussion. Mais nous nous heurtons à des impossibilités matérielles. Vous exposerez la situation à vos compagnons comme je vous l'ai moi-même exposée. Je sais que j'ai affaire à un homme intelligent. C'est pour cela que je tenais à vous entretenir seul à seul.

L'homme intelligent se confondait en balbutiements approbateurs. D'une dernière poignée de mains, il le poussa au dehors, puis, se tournant vers moi, il me désigna son cabinet :

- Voulez-vous vous donner la peine d'entrer ?

Il pénétra derrière moi et appela son secrétaire.

- Déduit, c'est fini pour aujourd'hui. Je ne recevrai plus personne. Prévenez cet après-midi Goguelu que nous irons la semaine prochaine à Laferrière. Dites-lui de convoquer tous les maires de son canton et de les retenir à déjeuner. Pas de banquet, un simple déjeuner, n'est-ce pas ?

Déduit se retira. Alors, Jérôme Naturel, la main ouverte, le visage détendu, s'approcha :

- Comment vas-tu ?

Nous étions seuls : il me tutoyait.

Il suivit mon regard qui s'était fixé sur un portrait délicat d'André Tardieu. Il se prit à rire.

- Cela t'étonne ? Qu'est-ce que tu veux, je suis comme ça, on ne me changera pas. J'ai été l'ami de Tardieu. Il n'est plus au pouvoir, mais il est toujours là.

Ce disant, d'un mouvement simultané du pouce et de l'index, il me montrait à la fois et le mur et son cœur.

Il s'assit devant son bureau.

- Tu m'excuses, un rapport à relire et à signer. Puis, nous irons déjeuner. Je veux te présenter à ma femme.

Tandis qu'il parcourait quelques feuilles dactylographiées, je lui dis :

- Tu t'es donc résolu au mariage ?

Tout en lisant, il me répondit :

- Au point où j'en suis de ma carrière, cela n'offrait plus d'inconvénient. Tu comprends, dans notre partie, quand on débute, une femme est souvent plus gênante qu'utile. Les femmes font entrer dans leur existence un tas de considérations qui n'ont rien à voir avec l'intérêt d'une carrière. Je connais des préfets qui ont eu leur avenir brisé simplement parce que leur femme ne voulait pas quitter son logement pour une autre habitation, moins confortable, ou parce que l'avancement de leur mari les éloignait davantage de Paris... Moi, maintenant, ajouta-t-il en riant, je ne peux plus que me rapprocher de Paris !

Je me rappelais qu'à diverses reprises il avait été question de lui pour la préfecture de police. Il eut un coup d'oeil complice.

- D'ailleurs, ma femme est charmante. Elle se fout totalement de la politique. Elle dirige bien ma maison, c'est l'essentiel, et elle reçoit indistinctement les femmes de tous les notables, à quelque parti qu'ils appartiennent.

Il posa sa plume.

- Dis donc, pas un mot devant elle des farces d'autrefois.

- Pour qui me prends-tu ?

Il se leva.

- Je sais que tu es un ami. Vrai, ça me fait plaisir de te revoir... Tu es toujours dans le journalisme ?

Je pris un ton pincé :

- Il me semble que cela se sait.

- Je plaisantais, répliqua-t-il en riant. Je lis tes articles, tu penses bien... Remarquables, tes articles... Ainsi, le dernier sur... sur... Enfin, le dernier, tu vois ce que je veux dire... Tout à fait remarquable !

Là-dessus, il fit une gaffe. Pour me bien montrer qu'il lisait passionnément mes articles, il me cita le nom d'un journal où je n'écris pas. Seulement, ce journal où je n'écris pas, mais où il croyait que j'écrivais, il se trouve que André Tardieu y collabore régulièrement. Du coup, la présence de sa photographie dans le cabinet de M. le préfet prit toute sa signification.

Dans la belle pièce en rotonde du vieux château où sont aménagés les appartements de M. le préfet, le repas fut exquis. Mme Naturel, très jeune et très jolie, témoigna d'une grâce parfaite envers l'hôte de son mari. Elle eut le tact de ne point se mêler à notre conversation, tant que celle-ci côtoya les rives dangereuses de la politique.

- On a tort de médire de ce gouvernement, me disait Jérôme Naturel. Il est parfait pour nous. Du moment que les communistes et les socialistes du département ne se plaignent pas, il nous fiche la paix. Avec les radicaux, il y avait toujours quelque chose qui clochait... Et des intrigues entre députés, sénateurs, maires, conseillers, est-ce que je sais !... Et des rivalités de personnes ! Et des jalousies ! Et des mouchardages ! Nous passions notre temps en chemin de fer, entre Paris et notre préfecture. Aujourd'hui, rien de pareil. La politique est en sommeil. Tout est aux conflits sociaux. Ma parole, j'aime mieux ça... Un conflit, ça se règle... Pour ma part, j'en ai réglé deux cents... Par principe, je donne tort aux patrons... Tant pis pour eux... Je leur rappelle leur mauvaise volonté passée... Je leur dis qu'ils sont responsables de la situation... que leur intransigeance l'aggraverait encore... Ils baissent la tête... Ils cèdent... Les amis du gouvernement sont contents... Moi aussi. Après tout, je ne suis que l'agent du gouvernement... Il mène sa politique comme il veut... Ça ne me regarde pas... Je n'ai pas à avoir d'opinion...

Il développa ce thème, me démontra que les occupations d'usine représentaient l'idéal pour un préfet soucieux de sa tranquillité.

- Mon cher, tous ces grévistes, j'aime mieux les voir dans une usine que dans la rue... Au moins, l'ordre n'est pas troublé..

Au café, il me fit part de son projet de venir bientôt à Paris.

- Tu es toujours en relations avec notre ami Salon ?

- Je le vois quelquefois.

- Tu devrais arranger un déjeuner. Je serais content de déboucher une bouteille avec ce vieux Salon ! On néglige trop ses amis, ses vrais amis... Que veux-tu ? C'est la vie insensée que nous menons qui en est cause !

Puis, tirant sur le cigare qu'il venait d'allumer, il ajouta, comme négligemment :

- Dis-moi... Salon, il a fait son chemin... On m'a dit qu'il est au cabinet de Daladier. Est-ce exact ?

Jérôme Naturel est un grand préfet.

C'est un grand préfet comme, Dieu merci, la République en compte encore quelques-uns. Elle les a façonnés à son image - amoureuxment, pourrait-on dire. A force d'abandons quotidiens, de lâchetés de toutes les minutes, élimés, usés par la terreur de se compromettre, ces hommes intelligents, parfois cultivés, dont certains auraient pu, sous d'autres régimes, remplir de belles actions, sont devenus des monstres de duplicité. Ils ne règnent que par l'astuce. Leur bouche ne profère pas une parole dont l'effet ne soit escompté, calculé, établi en vue des seules choses qui comptent désormais à leurs yeux : leur sécurité présente, leur avancement futur. A vouloir trop satisfaire les maîtres éphémères et changeants que le jeu électoral leur envoie, ils en sont arrivés, dans leur effroi d'une embûche, d'une erreur, d'une faute, à toujours devancer l'événement politique. Ce n'est pas le ministre en place qu'ils servent, mais son successeur présomptif, tel Jérôme Naturel louchait du côté de Daladier comme, deux mois plus tôt, il souriait à Chautemps ; comme deux mois plus tard, il embrassera peut-être la cause de Laval.

A travers les fluctuations d'une démente politique, ils assurent ainsi la continuité égoïste de leur destin. Glissant à pas feutrés de préfecture en préfecture, de grade en grade, sans troubles et sans histoires, dupant celui-ci, trompant celui-là, soumis aux puissants, méprisant les

faibles, achevant les victimes, ils obtiennent enfin qu'on dise d'eux : « C'est un grand préfet. Il a réussi. »

Car je parle des grands préfets. Point du fils à papa qui s'est poussé dans les cabinets ministériels, ni de l'incapable qu'on laissera moisir jusqu'à sa retraite dans un poste décrié, encore moins du maladroit qui épouse le sort d'un politicien.

Le grand préfet poursuit ce double but, en apparence contradictoire : faire sans cesse parler de lui, ne jamais faire parler de son administration. Une fois pour toutes, il a mesuré les limites de son illusoire puissance. Sa besogne administrative, elle est régie par les lois, les bureaux s'en chargent. Il ne tirera son autorité que de lui-même, et pour cela il mentira à tous : à son ministre, à son député, à ses administrés. Jamais il ne se hasarderà à être sincère dans un rapport écrit, car un rapport peut s'oublier au fond d'un dossier, où l'homme politique, aujourd'hui abattu, le retrouvera, si, un jour, il connaît un retour de fortune. Mais, le rapport signé, il se hâtera vers la gare et s'efforcera d'arriver avant lui place Beauvau. Là, face à face avec le ministre, il déchiquettera ses propres assertions, quitte à introduire aussi dans son compte rendu oral quelques fables subtiles dont la trajectoire, savamment calculée, lui permettra, si son intérêt l'exige, de lever le camp sans dommage.

Le grand préfet n'ignore pas que, à l'égard de ses administrés influents, certains vocables comme : adduction d'eau, électrification des communes, écoles, chemins, tracés de route, ont une valeur chimérique dont il convient de tirer un parti constant. Ils ne doivent être employés qu'en vue de recruter des voix et des partisans au député qui l'investit de sa confiance. Et le député, ravi, ne songera plus qu'à gagner le gouvernement à la cause et aux intérêts de cet éminent fonctionnaire.

Le grand préfet se montre peu au peuple. C'est une question de prestige. Il préside des banquets, mais le moins possible. Il reçoit les notables, les présidents de sociétés, les délégués d'associations. Il les écoute et les approuve - tout en pensant à autre chose. A chacun il distribue la manne de ses promesses, les protestations de son amitié, l'assurance de sa considération. Et chacun s'en va en disant :

- C'est un grand préfet.

Le grand préfet est un homme sans préjugé, pour qui les étiquettes ne comptent pas. Union nationale, Front populaire, ces mots sont pour lui dépourvus de sens. Une seule chose importe, réalise à ses yeux un état réel : le gouvernement.

Il ne croit pas que cela puisse jamais finir. Blum, Laval, Herriot, Flandin se succéderont sans terme, et lui sera toujours là, agenouillé et plein de fourbe. Qu'une catastrophe survienne, que le régime sombre dans une aventure soudaine, il ne le croit pas, il n'y a jamais cru. Ce serait une trahison envers lui, une escroquerie. Dieu ne peut pas jouer ce vilain tour à un grand préfet.

Un danger, cependant, une menace permanente planent au-dessus de lui : la révocation. Il en écarte la pensée, mais il est trop fin pour ne pas l'envisager. Personne n'est à l'abri d'un accident.

Il l'a prévu. Ce jour-là, il reviendra, simple citoyen, demander réparation de cette injustice au département qu'il connaît le mieux, où l'attachent encore un complexe réseau d'amitiés, de sympathies, de petits services rendus, ou même d'obscurs chantages, ayant su, un jour, étouffer opportunément une fâcheuse affaire, couvrir un délit, obtenir un non-lieu. Ses administrés deviendront ses électeurs. Il ira à la Chambre ou au Sénat.

Et ce sera son tour de faire trembler les grands préfets.

LA GARDE, ESPOIR SUPRÊME...

Le gars Philippe est venu passer au Neubourg, où ses vieux sont jardiniers, les huit jours de permission que son commandant de compagnie lui a accordés. C'est la première fois qu'il revient au pays, depuis qu'il est entré dans la Mobile. Pour la circonstance, il a revêtu son uniforme de drap sombre et, malgré la canicule, il ne le quitte pas. Les journées s'écoulent en visites. Il est allé voir le chef de brigade de gendarmerie qui, l'an passé, a reçu sa demande, lui a fait subir le premier examen sommaire, composé d'une dictée et d'un problème sur les quatre règles, puis a transmis son dossier au commandant de compagnie du département. On s'est retrouvé avec émotion. Maintenant, Philippe est presque un collègue du vieux gendarme.

- P'tit gars, dit celui-ci, dans quèqu's ans, je prendrai ma retraite. La place sera pour toi.

- Oh ! répond Philippe en riant, j'suis ben trop jeune. Et puis faut du piston pour passer dans la gendarmerie.

Un matin, Philippe est monté dans le car qui l'a conduit à Evreux, où il travaillait chez un coiffeur de la Rue-Grande jusqu'à ce que le chômage l'eût renvoyé au patelin. Sur le moment, son patron ne l'a pas reconnu et déjà il avançait un fauteuil au dossier de cuir, quand tout à coup :

- Mais c'est Philippe!

A ces mots, sa femme quitte la caisse, s'approche du beau soldat pour l'admirer. Philippe explique :

- Travailler à la terre, ça ne me disait pas. Les vieux ont tout juste pour leurs besoins. Et puis, j'avais envie de me marier. Alors, j'ai fait une demande pour entrer dans la Garde.

Maintenant, le patron se rappelle qu'un jour de l'année dernière les gendarmes sont venus lui demander des renseignements sur Philippe. Ils n'ont pas voulu dire pourquoi.

- C'est pour mon enquête, dit Philippe. Ah ! on est dur pour vous recevoir à la Garde ! Mais j'étais bien noté au régiment. Au Neubourg, le père est connu. Le maire a appuyé ma demande. A Paris, not' député s'en est occupé. Comme ça, la chose a pu se faire. A présent, je suis à la première légion, à Issy.

- Tu as bien fait, approuve le patron, parce que chez nous, c'est toujours pareil. Après ton départ, j'ai voulu reprendre un ouvrier, mais il a fallu encore m'en séparer. Depuis ce matin, j'ai pas vu quatre clients.

- Bien sûr, reprend Philippe, aujourd'hui, moi, je suis tranquille. Je suis bien logé et je gagne bien. Si j'étais resté dans le civil, j'aurais pas pu me marier. Surtout que j'ai un enfant.

Cependant, le patron lit les journaux. Il n'imagine pas que sous cette tunique militaire on mène une vie aussi quiète que les paroles de Philippe le donnent à penser.

- De ce moment-ci, fait-il, ça doit pas être com. mode tous les jours.

- On s'y fait, répond Philippe.

- Il y a des coups durs, insiste l'autre. Quand ça barde comme à Clichy...

- Faut pas croire, faut pas croire, dit Philippe.

Et il répète :

- On s'y fait.

A tous ses anciens camarades, il tiendra ce langage laconique et optimiste. A ses parents, à leurs amis, aux compagnons de son père qu'il rencontre, le soir, au cabaret ou sur la place de la Halle-auxBlés, il donnera sans se faire prier force détails sur sa vie matérielle, il décrira son logement, ses loisirs, parlera de sa jeune femme et de leur petit, restés à Paris, mais à peine on

l'interroge sur son service, sur l'organisation de la Mobile, sur la personne de ses chefs, il devient muet. Si quelqu'un avance un propos entendu ici ou là : « A c'qu'y paraît qu'dans la Mobile, à Rouen, y'z'ont ... » Philippe secoue sa tête incrédule :

- Faut pas croire, dit-il...

Sa permission terminée, il a regagné sa caserne. Il s'est fait porter rentrant au peloton, et il a repris sa vie de soldat. Le lendemain, après la théorie, comme il traversait une ruelle de la cité, où le groupe est installé, pour rejoindre son petit appartement d'homme marié, il a croisé son capitaine.

- Vous voilà revenu, Philippe ? dit l'officier.

- D'hier soir, mon capitaine, répond-il en prenant la position du garde-à-vous.

- J'espère que ça s'est bien passé...

- Oui, mon capitaine, tout ce qu'il y a de bien.

- Allons, tant mieux...

Mais avant de rompre l'entretien, regardant le garde dans les yeux, l'officier ajoute :

- Vous n'avez pas oublié mes recommandations, au moins ?...

D'une main, Philippe esquisse le geste qui, à la fois, rassure et proteste.

- C'est qu'on a dû vous interroger ! dit le capitaine.

- Vous pensez, mon capitaine ! Les gens, c'est curieux. Mais je n'ai rien dit, pas un mot, parole d'honneur...

- C'est bien, mon ami, vous pouvez disposer.

Philippe est bien noté. Ses chefs disent qu'il a l'esprit de corps. S'il avait seulement un peu plus d'instruction, il pourrait s'élever aisément dans la hiérarchie, qui sait ? préparer l'école de Versailles, d'où l'on sort sous-lieutenant. Mais il est trop fruste. Il fera néanmoins un excellent maréchal des logis lorsque, au bout de trois ans de bons services, il sera titularisé.

Philippe représente ce que l'on peut appeler le « garde mobile moyen ». Il aime son métier, il respecte ses chefs, il n'affiche pas d'opinion politique. Il sert le régime qui le paie et l'entretient. Devant les ordres qu'il reçoit et qu'il exécute ponctuellement, il n'est traversé par aucun débat de conscience. Il conserve de son atavisme paysan et de son ancien état d'employé une double soumission à la force inconnue qui régit son destin et à l'autorité humaine qui réfléchit pour lui et porte la responsabilité de ses actes. Il réalise à la perfection l'image du bon soldat de Scribe qui devait « obéir et se taire sans murmurer ».

Il est entré dans la Garde mobile à la suite du décret du 24 octobre 1935, qui a élevé à vingt mille hommes - c'est-à-dire pratiquement doublé - les effectifs de ce corps. Jusque-là, rien n'avait entamé l'esprit strictement militaire qui y régnait. La majorité des chefs et de la troupe venait presque en ligne droite de l'armée. Officiers et soldats de carrière, ils apportaient ici un esprit d'aveugle discipline, un oubli de soi, un don de leur personne, en même temps qu'une naïveté totale devant les problèmes domestiques, cette consternation désolée au moindre contact avec les difficultés de l'existence, qui font des vieux militaires une sorte de grands enfants pour qui la caserne prolonge le collège. Pour eux l'État est une providence paternelle de qui l'on attend, avec la foi des gosses qui n'imaginent pas que cela puisse un jour leur manquer, le logement et le vivre. Au contraire du fonctionnaire civil, toujours prêt à mettre en balance ses services et le salaire qu'il en reçoit, ceux-là ne s'interrogent point sur l'état quantitatif de leur apport. Ce qu'ils donnent, ils ont le sentiment qu'ils le doivent, mais ce qu'ils reçoivent ne correspond pas, dans leur pensée, à un échange : il est seulement naturel qu'ils le reçoivent parce que cela leur est nécessaire.

Au lendemain du Six-Février, ébranlé par la terrible secousse de la rue, le Régime avait pris peur. Vers ceux dont l'esclave subordination l'avait sauvé, il tourna ses yeux angoissés,

mesura leur force. Il la trouva encore indécise. Monarque terrifié qui vient d'échapper au fer des meurtriers et fait bâtir en hâte une géante forteresse pour s'y enfermer, il décrétait fébrilement que le nombre de ses défenseurs serait multiplié par deux. A compter de là, il fallut élargir les voies du recrutement, et la Garde mobile, selon le vieux mot d'un humoriste accepté cette fois sans ironie, fut surtout composée de militaires recrutés dans le civil.

Mais un zèle trop inquiet engendre souvent des imprudences. Nous allons voir qu'on ne peut sélectionner à l'infini une garde prétorienne. La quantité, par quelque côté, corrompt toujours la qualité. Et il n'est pas forcément vrai que deux précautions valent mieux qu'une.

A l'exemple de Philippe, ceux qui venaient à la Garde n'étaient plus animés désormais par le goût ou l'habitude du métier des armes. Ils cherchaient plutôt un refuge contre les déboires ou les blessures de la vie civile. Des chômeurs, pour la plupart. Mais n'importe qui n'était pas admis. Il était indispensable d'accompagner sa demande d'un livret militaire sans punition et d'un certificat de bonne conduite délivré au corps où le service avait été accompli. Puis, la brigade de gendarmerie procédait à une enquête sévère : antécédents, famille, fréquentations, lectures, affiliations ou affinités politiques. Tout militant était écarté, comme tout candidat suspect de sympathie pour un parti extrême. Cela explique qu'au début le recrutement provenait surtout des régions rurales. A la campagne, dans les villages, dans les petites villes, où chacun se connaît, où les réputations sont établies de longue date au grand jour, le contrôle est plus aisé, un enquêteur peut conclure sans grands risques d'erreur. Cette épreuve subie, le postulant était convoqué au chef-lieu par le commandant de gendarmerie qui l'interrogeait personnellement et le soumettait à un nouvel examen, écrit et oral. Si le résultat était satisfaisant, son dossier constitué prenait le chemin de Paris pour être centralisé à la direction de la gendarmerie, au ministère de la Guerre, où sont décidées les affectations. Le nouveau garde, sauf recommandation très puissante, était généralement dirigé sur un groupe de province d'où il pouvait espérer, après un stage plus ou moins long, être ensuite nommé à Paris.

Triés sur ce volet, les nouveaux contingents, en dépit de leur origine, se pliaient aisément à l'état militaire. Dans le creuset où on les jetait, leurs âmes se façonnaient bientôt à l'image des anciens. Il ne fallait pas longtemps pour que le jeune garde acquît les tics, les habitudes, les points de vue et la mentalité des briscards, ses aînés. Ce qui était arrivé à Philippe constituait une loi commune.

Ce phénomène observé chaque jour dans la troupe se reproduisait, sur un plan plus élevé, chez les officiers. Très peu sortaient désormais des écoles militaires. Licenciés à la recherche d'un introuvable emploi, industriels ou commerçants ayant subi des revers, titulaires des professions libérales las de lutter sous un régime qui se désintéressait de leur sort et les sacrifiait aux factions électorales, fonctionnaires civils alléchés par une solde supérieure à leurs traitements, tels étaient ceux qui s'acheminaient vers l'école de gendarmerie de Versailles. Au-dessous d'eux, de simples bacheliers, des instituteurs, des employés de bureaux entraient aux écoles de préparation de Moulins, de Strasbourg, de Toul. Aujourd'hui, dans les légions de la Garde, sur dix officiers, on en compte quatre qui sont passés par Saint-Cyr, Saumur ou Saint-Maixent, contre six bourgeois qui ont renoncé à leurs prérogatives de citoyens pour endosser l'uniforme.

Au mois d'octobre 1935, après les premières manifestations tapageuses du Front populaire, le ministère de Pierre Laval s'avisa que le recrutement de la Garde mobile, quant aux hommes de troupes tout au moins, demeurait fort en deçà des espérances gouvernementales. Fixés par la loi à quinze mille hommes, les effectifs atteignaient difficilement le chiffre de douze mille. Par décret, on décida de rendre moins dures les conditions du recrutement et, tout en l'accéléralant, d'élever à vingt mille, ainsi que nous l'avons dit, les unités de ses dix légions.

Puis, deux légions furent attribuées à la protection de Paris, objectif essentiel de la nouvelle organisation. En même temps, on se préoccupait de loger ces troupes fraîches, disséminées à travers la ceinture rouge dont l'agitation incessante constituait la pire menace pour la capitale.

Survint le Front populaire.

Aussitôt, le parti communiste allait tirer parti à son profit des dispositions prises à son encontre. Par une lente, savante et hypocrite infiltration, il pénétrait dans un corps jusqu'ici sans défaillance.

Avant d'être envoyé à Issy-les-Moulineaux, Philippe a dû, comme les camarades, faire un stage dans un groupe de province. Il y était encore au début de l'expérience Blum. Quelle existence ! Il ne s'en souvient pas sans accablement. En six mois, il n'a certainement pas couché trois nuits de suite dans son lit. Grèves par ci, manifestations par là, déplacements ministériels ailleurs, le malheureux Philippe a parcouru la France plus de vingt fois, du nord au sud et d'est en ouest. Emporté dans un train nocturne, les tripes secouées dans un camion bâché, que la pluie fouettait ou qu'incendiait le soleil, sans halte, sans repos, déjeunant sur le pouce d'un sandwich arrosé de bière chaude, dormant sans se dévêtir, arrêté sur le chemin du retour avant d'avoir touché sa maison, pour être projeté aussitôt vers une destination inconnue, suant, grelottant, harassé. Les noms des villes qui marquèrent ces randonnées hallucinantes : Roubaix, Toulon, Strasbourg, Toulouse, défilent encore dans sa mémoire comme des étapes de cauchemar.

Certaines de ces absences duraient jusqu'à trente jours. Las d'attendre la rentrée au bercail, Philippe, jeune marié, à deux reprises, avait télégraphié à sa femme de le rejoindre. Mais comme elle descendait du train à Marseille, lui, sur un ordre soudain, était reparti pour le Finistère. Une autre fois, tandis qu'elle l'attendait à Tourcoing, il faisait voile pour l'Algérie. Un des effets les plus cocasses de ces longues expéditions, c'étaient les naissances en série qu'elles provoquaient dans chaque groupe, neuf mois après une brève relâche des voyageurs casqués. Il y avait ainsi des promotions de nativité, auxquelles on donnait un nom de séjour, cause de privation forcée. Le fils de Philippe était un petit « Dunkerque ».

Comparés à cette période forcenée, les jours que Philippe coule aujourd'hui à Issy-les-Moulineaux sont empreints d'une félicité paradisiaque. Tout autour de Paris, à Asnières, Saint-Denis, Dugny, Noisy-le-Sec, Rosny-sous-Bois, Nogent, Champigny, Charenton, Ivry, Issy, Plessis-Robinson, etc., le ministère de la Guerre, pour loger ses gardes, leurs épouses et leurs enfants, a loué ou acquis de vastes groupes d'habitations à bon marché, de cités ouvrières, de cités-jardins, édifiés par les municipalités. Marié et père d'un enfant, Philippe dispose d'un logement de deux pièces, avec cuisine et salle de bains. Certains de ses compagnons, chefs de famille nombreuse, ont des logements de quatre et cinq pièces, mais les célibataires ont eux-mêmes une chambre individuelle.

Conçues pour des locataires civils, ces habitations offrent donc aux soldats de la Garde l'illusion parfaite d'une vie indépendante, dans une agglomération citadine. Pas de murs d'enceinte. Une rue, quelquefois un simple trottoir, suffisent à délimiter le terrain militaire.

Chaque jour, les gardes se rendent à la théorie, aux exercices militaires, aux services commandés comme ils iraient au bureau. Ils prennent chez eux, préparés par leurs femmes, les repas dont elles ont acheté les aliments au « marché de la légion » ou dans quelque coopérative. Les célibataires ont un cercle-cantine qu'ils fréquentent librement, ainsi qu'un restaurant de leur choix, et qui, l'après-midi, aux heures creuses, et le soir, se transforme en petit café où les parties de belote vont grand train. Les ménages, de leur côté, voisinent, se rendent visite, échangent des invitations, tandis que leurs enfants jouent ensemble dans des

courettes qui ont l'air de squares en miniature. Sauf que la politique en est bannie, on mène ici la vie de la petite ville ou celle du quartier dans la grande.

Il n'y a rien que, de loin en loin, une sonnerie d'alerte qui vienne rappeler à ces gens leur servitude militaire. A ce moment, jour ou nuit, repas, jeux, sommeil, tout est interrompu. L'homme enfile rapidement sa tunique, boucle son ceinturon en descendant l'escalier, où ses voisins de palier le retrouvent, et tous, sans un mot de plainte, sans une protestation, courent au rassemblement.

A force d'observer ces petits états autonomes érigés en marge de leurs municipalités, les communistes de la banlieue rouge furent bientôt assurés de leur force et de leur cohésion. Ces soldats détenaient la clef de la citadelle qu'ils rêvent d'investir. Sans eux, le communisme ne peut pas grand'chose. Contre eux, il ne peut rien du tout. Dès lors, au mot d'ordre public : « La mobile avec nous ! » que nos hoplites paysans, au plus fort des manifestations, accueillent, impassibles, le casque vissé sur le front, vint s'ajouter, secrète comme une ruse de guerre, une formule nouvelle : « Nous, dans la mobile ! »

Les circonstances favorisent la ténébreuse opération, Pour atteindre au chiffre réglementaire des effectifs de la Garde, on a dû en ouvrir plus largement l'accès, accueillir en plus grand nombre les recrues de la ville. Ici, l'enquête sur la moralité du candidat est plus malaisée. Il faut bien s'en remettre à l'avis des notables, principalement du maire, de ses adjoints, des hommes politiques de la région. Il ne se passe pas de jour, maintenant, qu'un nouveau garde, fort bien noté d'ailleurs au cours de son service militaire, car c'est une condition indispensable, n'entre dans la mobile, chaleureusement appuyé par des politiciens du Front populaire. Chose étrange ceux-ci ne manquent jamais d'insister sur l'indifférence absolue de leur protégé en matière politique.

De fait, ils se signalent bientôt par leur zèle, leur empressement, leur esprit militaire. Jamais une faute dans leur service, Jamais une pointe d'humeur dans leur caractère. Sont-ils communistes ? Tout le nie dans leur attitude. Ils affectent un mépris complet des partis, et si l'on devait les étiqueter d'après la couleur de leurs journaux, on s'apercevrait qu'ils font leur lecture favorite de la presse de droite.

Pourtant, des impondérables les désignent. Leur mine trop humble, leurs regards trop soumis, leur recherche des postes qui les rapprochent des officiers : ordonnances, plantons, secrétaires, puis leurs absences mystérieuses au cours de permissions brusquement sollicitées. Un officier, qu'un de ses chefs questionnait au sujet de l'un d'eux, répondait par le mot fameux : « Je n'en sais rien, mais j'en suis sûr ! » Et d'ajouter : « C'est du reste un soldat modèle, le plus exemplaire, à coup sûr, de son peloton ! »

Seulement, depuis quelque temps, un malaise envahit peu à peu la Garde mobile. De sourdes réclamations rasant le sol. Des hommes, des vieux de la vieille, qui s'étaient jusqu'ici montrés de l'espèce *perinde ac cadaver* commencent à maugréer, se plaignent que leur solde est insuffisante, comparent leur sort à celui des gardiens de la paix qui jouissent du droit de vote, du droit syndical, résident où bon leur semble, ont licence, hors du service, de porter la tenue civile, usent gratuitement des transports en commun, bénéficieront bientôt de la semaine de quarante heures et finalement jouissent d'une retraite très supérieure à celle des gardes.

- Pour sûr, murmurent ceux-ci, que si nous étions syndiqués et si nous votions comme eux, on ferait un peu plus attention à nous !

Les officiers s'inquiètent de ces rumeurs grandissantes, qu'ils attribuent à un silencieux et méthodique travail de sape, dont ils ne peuvent malheureusement découvrir les responsables. Et même s'ils les découvriraient, que feraient-ils ? La délation et le « piston » se sont épanouis au sein de la Mobile depuis l'avènement du Front populaire. Tandis que des circulaires

ministérielles prescrivent de forcer dans leurs recoins les gardes qui afficheront des opinions extrémistes, aucune nomination n'a plus lieu, rue Saint-Dominique, que sous le patronage des politiciens qui se réclament des mêmes opinions. On prétend combattre leurs idées dans la garde et on y accueille par préférence leurs créatures.

Qu'advierait-il d'un chef qui déclarerait ouvertement la guerre aux amis honteux ou avoués du gouvernement Blum ? Il se rappelle que l'arrivée de Léon Blum a été marquée par la disgrâce de quatre officiers du gouvernement militaire de Paris, notamment le colonel commandant la Légion, de Paris et le colonel commandant la Garde républicaine. A cette quadruple exécution a succédé un régime de petite terreur et de dénonciations qui mettait les officiers à la merci de la lettre anonyme d'un garde, qu'une punition aurait mécontenté. C'est pour cela qu'ils se replient si jalousement sur eux-mêmes, qu'ils épient les moindres bruits de l'extérieur et que la silhouette d'un journaliste, aperçue de loin, emprunte l'aspect des grands cataclysmes.

Et c'est pour cela que le capitaine de Philippe s'inquiétait, avec tant d'intérêt, de savoir s'il n'avait « pas parlé » au cours de sa permission.

Et les communistes poursuivent leur oeuvre d'investissement. Après la troupe, les chefs. De jeunes intellectuels, non affiliés au parti, mais par raison de tactique, sortes d'oblats du communisme, sont dirigés sur les écoles de gendarmerie, d'où ils sortiront, ayant rang de gradés dans la Garde.

Ainsi, pareille au sabre de Joseph Prudhomme, la Mobile, instituée pour défendre la République, pourrait bien, un jour, servir à l'abattre.

LES COMPAGNONS D'ANASTASIE

Mercredi, deux heures de l'après-midi.

Dans la partie arrière de l'immeuble où le cinéma Marignan loge sa carcasse énorme, au deuxième étage, des gens bavardent. Il y a une quarantaine de personnes. Elles envahissent un étroit vestibule qu'une tenture sépare d'une petite salle de projections. C'est là que, chaque semaine, les cinq journaux filmés qui ont leur siège à Paris soumettent leur programme à ces messieurs de la Censure avant de distribuer les bandes à tous les cinémas de France.

L'oeil exercé à l'iconographie parisienne ne reconnaît, dans les groupes qui se sont formés, que la directrice de France-Actualités, Germaine Dulac, qui a toujours l'air de composer une silhouette de George Sand pour un film historique. Les autres, hommes et femmes, semblent s'être réunis à l'appel d'un maître de maison invisible. Il règne ici l'atmosphère aimable et chuchotante d'un salon, dont les habitués, s'étant reconnus et salués, causent gentiment de choses anodines. Rien, parmi eux, ne distingue les censeurs. Pourtant, ils sont là, Mativel, qui représente le ministre de l'Intérieur, Chateigneau, qui représente les Affaires étrangères et la présidence du Conseil. Ce sont des hommes courtois et souriants. Ni leur attitude ni leurs propos ne révèlent des fonctionnaires du nouvel Ordre Moral. Ils n'arborent point la mine profonde et recueillie de gens investis d'une grande puissance. Ils donnent plutôt l'impression d'invités polis qui s'embêtent et qui ont hâte que la réception soit terminée.

Alors, pourquoi ne commence-t-on pas ? On attend quelqu'un, le grand vizir, l'homme de confiance de Prolo Pacha, celui qui sait discerner la vérité officielle et le mensonge trop réaliste, l'arbitre suprême qui délivre des certificats de civisme à la photographie animée. Justement le voici. La porte de l'ascenseur vient de battre. Il paraît, raide, la tête rejetée en arrière pour se donner l'air altier, mais il a une figure médiocre, une vilaine bouche, surmontée

d'une petite moustache qui ne parvient pas à cacher la fausseté du sourire. Il offre la main avec une apparence obligeante et cordiale à toutes les mains qui se tendent, empressées. « Il est très gentil », me dira-t-on tout à l'heure. Ce n'est pas mon sentiment. Je lui trouve la suffisance des sots parvenus, et cette amabilité, je la reconnais aussi : c'est la cauteleuse enveloppe des tyranneaux sans coeur.

Comme on n'attendait que lui, on est aussitôt passé dans la petite salle, qui est toute tendue de velours ; l'obscurité s'est faite, et la projection a commencé. Tout à la suite, les cinq journaux ont défilé. C'est, à peu de variante, les mêmes événements qu'ils reproduisent. Au deuxième, on note avec curiosité les différences légères de la prise de vue, selon l'angle où s'est placé l'opérateur. Après le troisième, on a envie de fermer les yeux ou de se sauver. Pour moi, je songeais à la besogne muette des censeurs. Ils devaient prendre des notes, s'interroger sur l'orthodoxie du match de football, du cross-country dominical ou du défilé des anciens combattants dans les rues de Berlin. Des yeux, je les cherchais dans l'ombre. Ils paraissaient très absorbés. Dès que la lumière reviendrait, ils allaient livrer le fruit de leur méditation. Ils rendraient leur oracle, et l'on saurait ce que les masses seraient autorisées à voir, de leurs yeux voir, des scènes qui, la semaine durant, ont forgé l'éphémère actualité.

Je le croyais, du moins, mais le jour se fit, et déjà le trio des censeurs avait disparu. Un moment j'eus l'idée qu'ils s'étaient retirés dans une pièce voisine pour délibérer, mais quelqu'un, près de moi, demandait Marceau Pivert.

- Ces messieurs sont partis, lui répondit-on.

Alors, m'approchant d'un groupe où les directeurs des journaux filmés échangeaient des impressions, j'avançai d'une voix timide :

- Je suis tombé sur une bonne semaine. Les ciseaux chômeront.

- Qu'est-ce qui vous le fait penser ? repartit un de mes interlocuteurs.

- Il me semble que la censure a quitté les lieux sans formuler ni réserve ni critique, répliquai-je.

- Il en est toujours ainsi, m'expliqua-t-on alors. D'ailleurs, à l'heure même où ils sont projetés dans cette salle, nos films sont déjà distribués, car c'est aujourd'hui que le programme change dans les salles d'actualités, demain qu'il changera dans les grands cinémas, après-demain dans les quartiers et en province.

Et l'on ajouta cette chose surprenante

- Et puis, que parlez-vous de censure ? Il n'y a pas de censure !

- Bah ! fis-je, au comble de l'étonnement.

- Non, il n'y a pas de censure pour les actualités filmées, qui ont été dispensées du visa, par un arrêté de M. Édouard Herriot, ministre de l'Instruction publique, à la date du 31 mars 1928.

- Pourtant... j'aurais cru... ces trois personnes qui...

- Des personnes charmantes qui nous font l'honneur d'assister, chaque mercredi, en séance privée, à la projection de nos films.

J'ai dû me rendre à l'évidence. Il n'y a pas de censure pour les films d'actualités. J'avais tort de voir, en MM. Mativel et Chateigneau, des fonctionnaires chargés d'une mission officielle et légale. Ils étaient là en simples curieux. Quant à Marceau Pivert, s'il régnait encore à ce moment sur la radio, il s'intéressait au cinéma par pur dilettantisme. Sans doute, il occupait un bureau à la présidence du Conseil, mais il ne le devait qu'à l'âme hospitalière du camarade Léon Blum. Alors que tous les copains du parti étaient pourvus de titres ronflants, de beaux bureaux et de généreux traitements, on ne pouvait pas envoyer un personnage aussi considérable que le camarade Marceau Pivert loger sous les arbres.

- Assieds-toi là, camarade Marceau, avait dit le cousin Moch, tu vas nous aider à sauver la société.

Et pour qu'il se tînt tranquille, on avait mis devant lui beaucoup de papier et des plumes.

- Comme tu es un grand orateur et un savant professeur, et que ton prénom guerrier te prédestine aux charges du commandement, nous te confions la radio nationale. Toi seul es capable d'en faire l'instrument d'éducation des masses qui doit marquer notre avènement.

- Et le cinéma ? s'était écrié en frémissant Marceau qui brûlait de se sacrifier au service de l'État.

- Le cinéma aussi, répondit le cousin Moch, qui songeait à part lui que, tandis qu'il s'amuserait à trancher dans les pellicules avec ses gros ciseaux, le terrible Marceau ne tirerait pas dans les jambes du cousin Léon.

Il n'avait oublié qu'une chose. C'est que le bureau de la censure cinématographique, rattaché au ministère de l'Éducation publique, avait vu écarter de son contrôle, comme je l'ai dit, par Édouard Herriot, les actualités filmées. Herriot, dont l'arrêté n'a jamais été rapporté, pensait que la censure n'avait pas plus à s'exercer sur la photographie d'événements réels qu'elle ne s'exerçait sur leur rapport écrit, où cependant un maquillage tendancieux, voire un mensonge délibéré, pouvaient s'introduire bien plus aisément que dans le déclic d'un implacable objectif. Il est vrai que Herriot appartenait alors au gouvernement fasciste de Raymond Poincaré.

Grâce à l'Être Suprême, la France avait eu ensuite des ministres qui étaient de vrais amis de la liberté, notamment un certain Henri Guernut qui, le 26 mai 1936, réforma l'oeuvre d'Herriot par un nouvel arrêté, dont la simple franchise, la netteté, la loyauté portent en tout point la marque de son auteur.

A l'article premier, Henri Guernut consacrait la réforme de son prédécesseur : «Sont dispensés du visa ministériel prévu à l'article 3 du décret du 7 mai 1936, au titre de films documentaires d'actualités, les journaux filmés édités en France sous leur responsabilité par les firmes ayant souscrit la déclaration prévue à l'article 5 ci-après... »

Seulement, à l'article 4, intervenait une première restriction : la projection sans visa n'est plus autorisée que pour un délai de quinze semaines. Au delà, elle est soumise à la censure. Ainsi, un tableau que l'on peut aujourd'hui montrer sans danger au public devient sédition au bout de trois mois. Comprenne qui pourra.

Mais ce n'était pas assez. Les articles 6 et 7 du même arrêté nous livrent une claire explication de la liberté telle que la conçoit un pur démocrate. Leur confrontation avec l'article premier est ineffable. Il faut les citer textuellement :

ART. 6. - Avant de procéder au tirage des bandes positives d'un journal filmé, le directeur du journal remet au ministère de l'Intérieur et à la préfecture du département où l'administration de ce journal a son siège (au préfet de police à Paris), le programme détaillé des scènes qui composent le journal (avec indication, le cas échéant, des fragments de films anciens qui sont reproduits) et la liste des principaux établissements où la projection intégrale du journal doit être donnée en premier lieu avec l'indication de la date et de l'heure de cette première projection.

Le ministre de l'Intérieur et le préfet peuvent exiger la communication d'un exemplaire d'une bande ou d'un journal tout entier : cet exemplaire est restitué dans un délai de vingt-quatre heures.

ART. 7. - Le préfet du département où le journal a son siège - le préfet de police à Paris et dans les communes du département de la Seine - et, dans tous les cas, le ministre de l'Intérieur peuvent, exceptionnellement et à tout moment, exiger que tout ou partie du film soit soumis au visa du ministre de l'Éducation nationale, dans les conditions déterminées par le décret du 7 mai 1936.

Cette décision est notifiée aussitôt au directeur du journal filmé ainsi qu'aux entrepreneurs, exploitants ou, en leur absence, à leurs gérants ou préposés, qui doivent immédiatement s'y conformer et suspendre aussitôt toute projection.

Vous admirez l'astuce. La censure est abolie, mais le contrôle est maintenu. Le visa est supprimé, mais l'administration peut le rétablir *exceptionnellement et à tout moment*. Enfin, la licence pour le ministre de l'Intérieur d'exiger, avant la projection, « la communication d'un exemplaire d'une bande ou d'un journal tout entier » place l'exploitant sous la menace d'un chantage permanent, pire qu'une censure avouée et rigoureusement appliquée. Du moins, ce règlement ouvre toutes grandes les portes au régime du bon plaisir, où l'on sait que les maîtres du jour puisent le meilleur de leur autorité, crée entre les firmes concurrentes, selon qu'il est appliqué à l'une et non à l'autre, une inégalité de traitement qui permettrait rapidement de ruiner celle qui se montrerait récalcitrante aux bons avis du gouvernement.

Remarquez que Henri Guernut, à l'heure où il légiférait de la sorte, n'était plus qu'un législateur en rupture de ban. Depuis un mois, les électeurs de Château-Thierry l'avaient renvoyé à ses chers loisirs. Il n'importe. Les désirs du suffrage universel ne sont pas des ordres. Notre Guernut ne songeait, à la veille d'abandonner son maroquin, qu'à rendre un dernier service au gouvernement qui arrivait. Il laissait au Front populaire, en manière d'héritage, un instrument d'arbitraire dont on va voir l'usage qu'il a fait. « J'y suis, j'y teste ! » disait Guernut avant de quitter son ministère.

Les censeurs sans nom s'étaient donc retirés. Les directeurs des journaux filmés avaient regagné leurs bureaux respectifs, où ils vauquaient aux affaires de leur industrie, quand le téléphone de l'un d'eux retentit. Au bout du fil était Mativel.

- Bonjour, mon cher directeur. Vous allez bien depuis tout à l'heure ? Excusez-moi, si je suis parti sans vous serrer la main, mais j'avais un rendez-vous très urgent. Dites-moi, j'ai quelque chose à vous signaler, sur la partie de votre bande qui reproduit le dernier déplacement du président du Conseil...

- Je vous écoute, dit le directeur.

- Voici. Ces messieurs et moi-même, nous avons remarqué une femme du peuple qui tire la langue sur le passage de M. Léon Blum. Cela pourrait être mal interprété et donner lieu à des incidents. Voulez-vous donner des instructions immédiates pour que cela soit coupé ?

- Vous savez, répond le directeur, que nos bandes sont distribuées à l'heure qu'il est.

- Nous ne l'ignorons pas. Aussi, nous vous saurions gré d'adresser une lettre circulaire à vos abonnés pour qu'ils pratiquent eux-mêmes cette coupure avant de projeter le film devant leur public.

Le directeur n'élève point d'objection. Il est accoutumé à ces cérémonies.

- C'est entendu, dit-il.

- Comme d'habitude, reprend son interlocuteur, vous m'envoyez le texte de votre circulaire. Je vous le retournerai aussitôt.

Le directeur appelle sa secrétaire, dicte une circulaire ainsi conçue :

« Dans nos actualités de la semaine figure le dernier déplacement du président du Conseil à X... Au cours de cette scène, on voit une femme, parmi le public massé sur le passage du cortège officiel, tirer la langue à l'adresse de M. Léon Blum. La présidence du Conseil nous demande de couper la bande à cet endroit. Nous comptons sur vous pour que cette instruction soit exécutée sans délai... »

Au bout d'une heure, le texte de la circulaire fait retour à l'expéditeur. Les mots : « La présidence du Conseil nous demande... » sont rayés et remplacés par : « Je vous demande de... »

» Le mot « instruction » a fait place également au mot « coupure ». Car, n'est-ce pas, le gouvernement de Front populaire est trop libéral pour exercer aucune censure...

De fait, ses fonctionnaires n'ordonnent jamais. Ils n'exigent rien. Ils se bornent à signaler les coupures à faire, dont les firmes devront endosser la responsabilité à l'égard de leurs clients. Cela se passe très gentiment, toujours de vive voix ou par téléphone. Jamais un directeur de journal filmé n'en a pu obtenir par écrit la confirmation.

- Vous ne voudriez pas... A quoi bon ? C'est d'ailleurs un avis, un simple avis que nous nous permettons de vous adresser.

Seulement, si cet avis n'était pas strictement suivi, on verrait aussitôt entrer en jeu l'article 6 et l'article 7. Dame, le tout est de se comprendre !

Jusqu'au décret Guernut, les actualités cinématographiques vivaient sur un statut de fait dont s'accommodaient les firmes et le gouvernement.

Il était réservé au Front populaire, institué pour défendre les libertés républicaines contre un menaçant fascisme, d'instaurer un système de censure permanente qui, pour n'en point porter le nom, n'en est que plus basse et tyrannique.

On a vu avec quelle hypocrisie il opère. Mais ce faux-semblant n'est rien au prix de sa vigilance. Il ne s'écoule guère de semaine sans que les programmes soient mutilés. Parfois, ces mutilations sont misérables, le plus souvent elles sont imbéciles.

Au début de la guerre d'Espagne, toutes les vues qui enregistraient les progrès de Franco et de ses troupes étaient impitoyablement caviardées. Une firme étrangère avait réussi à filmer les fameuses exhumations des nonnes espagnoles ; ces scènes passèrent sur les écrans du monde entier, pas en France. *Idem* de l'installation des soviets à Barcelone.

Je ne parle pas des scènes filmées à l'intérieur de notre pays : occupations d'usine, manifestations, discours d'adversaires du Front populaire, etc... Ajoutés bout à bout, les morceaux de ces bandes qui ne, virent jamais l'écran feraient le tour de Paris.

Il arrive que la censure gouvernementale épouse une forme si ridicule que, dans un pays où l'on aurait encore le goût du rire, ceux qui l'ordonnent auraient disparu dans les tempêtes de la rigolade populaire. Témoin ce petit fait.

Un journal filmé avait inscrit à son programme un défilé de 15.000 hommes sur la place de Venise, à Rome, à l'occasion de l'anniversaire du roi Victor Emmanuel. Parmi la troupe, figuraient des milices indigènes d'Éthiopie, et le speaker, à cet endroit, exposait que la manifestation avait lieu en l'honneur « du roi d'Italie et empereur d'Éthiopie ». Sur la photographie, rien à reprendre, mais pouvait-on laisser les mots d' « empereur d'Éthiopie » frapper des oreilles françaises ? Impossible en vérité ! Alors, la présidence du Conseil « suggéra » à l'éditeur de « brouiller le son » au moment où le speaker prononçait la formule condamnée. C'est incroyable, mais c'est vrai.

Le plus beau, là où la censure du Front populaire atteignit les cimes altières de la farce, ce fut à propos de deux de ses ministres : Spinasse et Auriol.

Ces Excellences, en veine de photogénie, avaient elles-mêmes convoqué les cameramen dans leurs cabinets transformés en studios. La première faisait une déclaration, dont elle avait de sa propre main rédigé l'annonce ainsi conçue : « Le taux de la vie poursuit une marche ascendante, mais M. Spinasse, ministre de l'Économie nationale, nous fait à ce sujet une déclaration réconfortante. » A peine ces mots paraissaient-ils sur l'écran que les gens se mettaient à hurler et la harangue du pauvre Spinasse se perdait dans un charivari. Au bout de trois jours, le gouvernement fit interdire à son malencontreux auxiliaire de poursuivre son exposé.

Pour Vincent Auriol, ce fut encore plus drôle. On se souvient de l'appel que le brave Vincent, avec son impayable accent de Muret, adressait aux Français, par le truchement de l'écran sonore, en faveur de l'emprunt. Pas le dernier emprunt, mais l'autre, le précédent, celui qui devait être le dernier des derniers et garantir l'intangibilité du franc. Notre Auriol l'affirmait du moins avec solennité. Hélas ! ses phrases pathétiques vibraient encore dans les salles obscures que déjà la dévaluation était accomplie. En hâte, il fallut courir sus aux proclamations ministérielles. Les commissaires de police se précipitèrent à travers la France. Ils entrèrent en trombe dans les cinémas :

- Halte ! criaient-ils. Arrêtez Auriol ! Faites taire le ministre !

Le résultat, c'est que les journaux filmés, rognés, amputés, réduits en copeaux, sombrèrent tous dans une grisaille qui ne donnât point de prise à la susceptibilité gouvernementale. Voilà pourquoi l'on assistait, sur nos écrans, à une recrudescence de matches de football, de jardins zoologiques étrangers, de concours des plus beaux bébés californiens, et pourquoi les salles spécialisées dans la projection des actualités fermaient leurs portes une à une.

Du même coup, on vit se dessiner, du côté de la C. G. T., une opération à terme qui consistait à répéter aux « masses » :

- L'industrie privée du cinéma accuse sa faillite. Les « actualités » ne présentent plus aucun intérêt. Elles sont ternes, elles sont plates. Il faut livrer au peuple ce moyen d'information et d'éducation dont il saura tirer une matière vivante, artistique et rénovatrice.

La manoeuvre était conduite par le « secrétaire général du Syndicat des travailleurs de l'industrie du film », nommé Robert Jarville, que nous avons connu, il y a une douzaine d'années, alors qu'il pérorait intarissablement sur la scène du Faubourg. Il arborait alors une particule qu'il faisait sonner bien haut. Il était mièvre, mince et réactionnaire. Mais sa renommée n'avait pu franchir le cercle des habitués de la Salle Danton. Il devait trouver sa voie dans le cinéma. Ses mains blanches devenues calleuses, ayant laissé tomber sa particule en route, il était, sous le Front populaire, l'un des plus gracieux ornements de l'état-major du camarade Jouhaux.

« Pour soustraire idéologiquement le film à l'influence des forces hostiles au progrès social, pour ne pas laisser le sort du cinéma entre les mains des aventuriers prêts à utiliser le film pour propager des théories contraires à l'émancipation du monde laborieux, il faut le nationaliser », décrétait ce bon jeune homme dans le journal de l'ex-régent de la Banque de France. Et pour que nous n'en ignorions rien, il précisait « Il faut mettre l'accent (sic) sur la production des actualités. Par leur effet direct sur l'opinion publique, par leurs méthodes subjectives de présentation des faits, elles tiennent, dans la vie publique du pays, une importance considérable.

Immédiatement, les « Actualités » devraient être nationalisées dans leur totalité, quelle que soit la surface du secteur général nationalisé. »

On sait ce qu'un tel projet signifiait. S'il se réalise jamais, nous qui déjà ne tournons plus le bouton de notre T. S. F., nous en serons quittes pour nous enfermer chez nous à l'heure où l'« actualité nationale » traînera, fille soumise à qui la C. G. T. aura délivré sa carte de travail, ses semelles rapiécées sur les trottoirs du Front populaire.

« AUX SCANDALES DE MARSEILLE »

Le dimanche 23 octobre 1938, il y avait à Marseille des élections sénatoriales. J'y étais. On avait, sage précaution, installé les urnes au palais de justice. C'est ici que doivent normalement aboutir des élections marseillaises. Autant leur épargner d'inutiles étapes.

On votait à la première chambre, sous l'oeil du président du tribunal. Il y avait peu de passion parmi les groupes qui attendaient les résultats dans la salle des Pas-Perdus, car ils étaient connus d'avance. Déjà, l'équipe quadrifide des vainqueurs distribuait les sourires et les bénédictions. Des mains joyeuses se tendaient vers eux, vers Schrameck, vieux loup hébraïque dans l'habit de Tartufe, vers Léon Bon, pareil, avec ses cheveux blancs et son masque de Vitellius, à un proconsul de la canaille, vers le brave Vincent Delpuech, dont la roublardise hurlait sous l'innocence d'un Calino d'arrière-saison.

Mais Tasso ? Je cherchais l'ancien ministre de Léon Blum, le beau Napolitain du quartier des Accoules, son profil de Donatello fripé, son air de Casanova du ruisseau. On me le montra. Il était juché sur l'estrade des juges. Position stratégique d'où il surveillait le défilé des électeurs, fixant de son regard cupide et cruel les trois boîtes qui recélaient le sort de sa prochaine dignité. Près de lui, avantageux, athlétique, les cheveux taillés en brosse, pourvu de bacchantes et de croquenots comme les policiers n'en portent plus que dans les films à caleçons, l'inspecteur Martini l'assurait du précieux concours de sa vigilance administrative. Ah ! les urnes étaient bien gardées !

L'inspecteur Martini est fameux à Marseille. Il constitue l'une des plus éclatantes fleurs dans l'inégalable parterre de la Sûreté locale. Une vie de labeur et de dévouement à la chose publique a permis à ce modeste fonctionnaire d'acquérir un ravissant petit château sur le boulevard Michelet. Ses collègues, entre eux, l'appellent le châtelain. Mais il n'y entre point d'envie. De la révérence, plutôt, et ce qu'il faut d'admiration pour les incliner à s'engager et persévérer sur le chemin d'un si bel exemple.

Content de lui, content des autres, l'inspecteur Martini s'arrêtait de regarder les urnes pour regarder Tasso. Il riait. Décidément, c'était un jour faste. Dans quelques heures, Henri serait sénateur de la République. Bonne République ! Quelle douceur, quelle harmonie dans les rouages de son état et comme le fâcheux de ses institutions était vite compensé par ses providentielles élections ! Un jour, débarquaient de Paris des missionnaires hérissés, prêts à bousculer les coutumes vénérables d'une police ancrée dans ses traditions, arrêtant, suspendant, enquêtant. Mais le lendemain, Henri était plébiscité. Il s'asseyait au Sénat, pour neuf ans, parmi les pères de la patrie, entre Cachin et Marx Dormoy. Qui oserait toucher à ses amis, attaquer leur honneur ?

Et l'inspecteur Martini embrassait d'un regard amoureux ces électeurs paysans, aux visages recuits, aux lourdes mains, gauches dans leurs habits de fête, honnêtes figures de travailleurs, d'hommes de la terre, oui, honnêtes, malgré la sottise sectaire qui en bouchait l'horizon. D'un geste accoutumé au fétichisme de l'urne, ils déposaient leurs bulletins un à un. Peut-être croyaient-ils sincèrement qu'ils venaient de voter pour des hommes, pour Léon Bon, pour Henri Tasso. Ils venaient de voter pour la corruption, pour la pègre.

Le soir, je dînais avec un Marseillais fort versé dans les affaires municipales. De-ci, de-là, il y avait eu des manifestations. On avait crié : « Vive Tasso ! »

- Expliquez-moi, lui demandai-je, le succès de Tasso, devant les électeurs sénatoriaux. Depuis deux jours, je n'entendais que des plaintes à son sujet. Sa popularité semblait en forte décreue. On accuse ses amis d'avoir mis les finances municipales au pillage. Les contribuables

marseillais chancellent sous le coup des dernières feuilles d'impôts. L'écho des scandales policiers retentit déplorablement dans les antichambres de la mairie. Et cependant, plus de trois cent cinquante citoyens, présumés honorables, investis de fonctions publiques, lui ont accordé l'aval de leurs suffrages.

- Ces électeurs, me dit-il, sont de loyaux débiteurs, respectueux d'un engagement contracté. On croit qu'ils votent. Non : ils remboursent. Ils acquittent une dette alimentaire. Il n'en est pas un qui ne doive un bon office à Tasso, pour lui-même, pour sa famille, pour sa commune. Tous, plus ou moins, ils ont un parent à caser, un proche à pourvoir. Adressez-vous à Henri ! Le bureau de placement est ouvert en permanence ! Les fils, les frères, les neveux, les cousins sont établis dans les emplois municipaux, au besoin spécialement créés pour l'occasion, et sans que, le plus souvent, les fonctionnaires intéressés soient informés de ces embauchages massifs. Lorsque Tasso est arrivé à la mairie de Marseille, quatre mille personnes émargeaient au budget de la ville. Il y en a maintenant huit mille. Ajoutez à cela les services rendus à des voisins au détriment de la collectivité, notamment les adductions d'eau et les prodigalités démagogiques, comme cette retraite aux pêcheurs qui fait qu'aujourd'hui n'importe quel grand paresseux du Panier ou de la rue Caisserie, pourvu qu'il soit allé, le dimanche, au beau temps, taquiner les girelles à l'entrée du Vieux-Port, reçoit de la ville une rente annuelle de sept mille francs. Et vous voudriez qu'Henri Tasso ne fût pas élu et réélu jusqu'à la fin des siècles, quand chacune de ses élections est payée par les contribuables qu'il rançonne et qu'il tyrannise ?

Cinq jours plus tard, tragique illustration de ce propos, c'était l'incendie des Nouvelles Galeries. L'eau de Marseille, répandue par l'arrosoir politique sur les campagnes avoisinantes, refusait de jaillir hors des lances tubulées, et les pompiers électoraux, incapables de se servir d'une échelle, s'empêtrant dans leurs tuyaux, regardaient avec ahurissement les gens rôtir sous leurs yeux.

Du coup, la mobile opinion se retournait. Elle conspuait l'idole de la veille. Elle réclamait la démission de Tasso.

Mais Tasso n'a pas démissionné. L'incendie des Nouvelles Galeries n'est qu'un accident dans sa carrière. Il se doit à ses amis. Il a d'autres scandales à couvrir.

Où sont les amis de Tasso ? Ils sont partout, dans tous les postes à influence, dans toutes les fonctions à bénéfice, dans toutes les places stipendiées. Mais il y a les amis de ses amis, qui sont aussi ses amis. Ceux-là vivent en marge et dans le sillage des autres. Après eux, on voit où cela tombe.

J'oserai mettre des noms dans cette hiérarchie. Tout Marseille se les répète. Cela ne révélera rien, sans doute, mais le panorama s'éclaircira. On verra mieux comment viennent se souder, les uns aux autres, les maillons de la chaîne infâme.

Au sommet, il y a Tasso.

Puis, il y a Leca et Ferri-Pisani, ses adjoints.

Liés à eux, voici les frères Guerrini, employés municipaux.

Par les Guerrini, nous touchons à la brigade des Calenzanais.

Descendons encore. Nous arrivons aux criminels à l'état pur, à Méla et Dessi, les bandits du train d'or de Saint-Barthélemy.

Comment ces gens communiquent-ils de bas en haut ? Comment la secousse d'alarme, imprimée du sous-sol, par les hommes de l'ombre et du crime, parvient-elle à émouvoir le faite de l'édifice ?

C'est tout simple : cela se fait dans les bars.

On a beaucoup écrit sur les bars marseillais, tout en profondeur, étroits, à carrelage clair, où règne une forte odeur d'anis. On y boit peu. Mais à toute heure, en toute saison, des hommes

élégants et oisifs y tiennent salon d'information et bureau d'échanges. Par le froid, ils s'enferment, fument, jouent aux cartes, mais aussitôt que le ciel provençal ouvre sur eux ses écluses de feu, ils tirent leurs chaises sur le trottoir, s'y installent à califourchon, le chapeau rejeté sur la nuque, et poursuivent, à la face de Dieu, leurs passionnants conciliabules. Ces bars, d'année en année, étendent leurs conquêtes territoriales. Ils envahissent la ville. On en compte près de quatre mille. Un grand nombre ont une exploitation déficitaire. Ce sont les plus prospères.

Chaque bande a son bar, et il y a une gamme infinie de bars, depuis le bar en plein centre des grands contrebandiers, aristocratie du milieu, riche et terrible, avec ses comptoirs d'Orient et d'Amérique, ses comptes en banque, ses autos somptueuses, jusqu'au bar sordide de la Belle-de-Mai où se réunissaient, avant leur arrestation, Rossi, Silvestri et leurs hommes. Là, on répudie les coups de main, le banditisme de grand chemin, on réserve la violence pour les causes chevaleresques de l'amitié ou de la haine politiques ; ici, on organise froidement le guet-apens, le meurtre, l'attentat.

Le bar des Calenzanais appartient à cette dernière catégorie.

Les heureux Calenzanais n'ont eu que la peine de naître. Aussitôt, les bénédictions du sort ont fondu sur leurs têtes. Voir le jour à Calenzana, petit village de montagne au-dessus de Calvi, c'est une assurance sur l'avenir. Les parents n'auront plus souci de leur aventureuse marmaille. Au jour dit, garçons et filles prendront le bateau pour Marseille. Tout droit, ils iront rue Bernard-Dubois, au consulat calenzanais. Là, des aînés attentifs témoigneront pour eux d'une exquise sollicitude. Chers petits ! on ne les lâchera point à travers les rues périlleuses sans appui, sans conseil. Les garçons, minces barbillons impatients de nager de leurs propres nageoires, seront pourvus d'une cagole prélevée sur le vivier commun, les filles seront établies dans les meilleures maisons de la place, où le travail est régulier et les profits immédiats. Les voilà à l'abri des coups de tête, des entraînements de l'amour, des mauvaises tentations que la ville réserve parfois aux jeunes gens que la vertu égare.

Les frères Guerrini sont nés à Calenzana.

Ils sont employés à la mairie.

Entre deux élections, la besogne des Guerrini est obscure, mais agissante. Vient l'élection. Ils se révèlent. On les a vus à l'oeuvre le 11 octobre 1937. Ce jour-là, le député-maire Tasso voulut tâter du conseil général. Mais l'électeur paraissait rechigner. La brigade des Calenzanais entra en action.

Scrutins truqués, urnes renversées, enlevées, les échos de la presse marseillaise résonnent encore du scandale de cette journée. On publia la liste des présidents de vote. Tous étaient des employés municipaux. François Guerrini présidait le bureau du neuvième canton, Joseph Guerrini celui du onzième.

Humbles fonctionnaires, les Calenzanais roulent en auto. On l'apprit l'an dernier, par un soir d'hiver. Un accident les coucha sous leur voiture, dans un fossé, le long de la route d'Orange. Il gelait à fendre les pierres. Une mort affreuse les guettait. Mais, derrière eux, arriva la voiture des gendarmes, que leurs phares, restés allumés, alertaient. Ils furent sauvés par les gendarmes. Il n'y a pas, quand il s'y met, de plus grand humoriste que le destin.

Vraiment c'est une belle municipalité, la municipalité marseillaise !

Un juge d'instruction m'a dit :

- Quand un employé de la mairie arrive chez nous (c'est fréquent) nous sommes sûrs qu'*il a une image*. Cela est passé en axiome au Palais de justice. Nous ne regardons même plus son casier judiciaire. Nous lui disons d'autorité : « Encore vous ! »

Le même me racontait que, chaque fois qu'il perquisitionnait chez un malfaiteur de droit commun, il était certain d'y découvrir des imprimés officiels de la mairie. Chez Micheli, le miraculeux évadé de l'Hôtel-Dieu, on retrouva un tampon au nom de Tasso. Demarqué, l'un des bandits de Saint-Barthélemy, était cantonnier.

Une plaie atroce ronge Marseille, menace de la dévorer. C'est la prostitution.

Au temps de mon enfance, elle avait son quartier, qu'on disait réservé, bien qu'il le fût très peu. Enfer terrestre aux fruits défendus, il était localisé, enclos, presque fermé, entre les ruelles grimpantes et tordues de la vieille ville, derrière la mairie. Aujourd'hui, la prostitution a fait craquer ses frontières. Elle a abandonné son nid de stupre aux hideux accouplements des misérables, du nègre flétri, de l'Oriental ulcéreux. Elle s'est étendue, a conquis le cœur de la ville. Marseille n'est plus qu'un vaste mauvais lieu. Pas un trottoir que ne hantent les mendiantes d'amour, pas une rue où ne s'érige, hypocrite ou affichée, la maison de rendez-vous. Une horrible société s'alimente du vice, en tient négoce, s'y enrichit. Regardez de près : c'est ici le point de suture où se rejoignent la pègre et la police.

Ils nous font bien rire, les vertueux enquêteurs de la Sûreté nationale, avec leurs remèdes de bonne femme, leurs baumes tranquilles appliqués sur un corps gangrené jusqu'à l'os. Un chef de la Sûreté convié aux charmes précipités de la retraite, deux commissaires, deux secrétaires suspendus, un fonctionnaire menacé de révocation pour fausse déclaration d'impôts ! Et les cent soixante inspecteurs « enquêtés » qui s'en tireront avec un simple blâme ! Ces messieurs de Paris n'ont donc pas d'yeux pour voir, d'oreilles pour entendre ? Ou bien ont-ils trop bien vu, trop bien entendu ? Vite ! jetons un voile pudique sur cette grouillante vermine ! Dissimulons, aux regards du pays, cette police associée aux pires gredins, ces secrétaires tenanciers de lupanars, ces agents tripoteurs, tous ces défenseurs de l'ordre, mêlés aux trafics de la pègre, prélevant une dîme sur l'ordure, la concussion, peut-être sur le crime. Cela ferait vilain effet.

Quel Pindare du purin célébrera la police marseillaise ? Fabuleuse police ! C'est cet inspecteur, ancien postier, mis en disponibilité par son conseil de discipline, à la suite d'un vol à la caisse des employés. Un bienfaisant hasard l'avait fait (il le prétend) gagner le même jour cinquante mille francs aux courses. Il avait une fiche signalétique dans les dossiers de la Sûreté : on l'engage dans le service des mœurs. Il y est encore.

C'est cet autre, venu on ne sait d'où, propriétaire d'un prostibule à Endoume, tenancier de jeux dans une kermesse de la rue Saint-Ferréol. Il a été autrefois mêlé à une affaire de carambouillage. Lui aussi avait sa fiche à la Sûreté. Il y est entré comme inspecteur, grâce aux recommandations des amis de Tasso.

Voilà le recrutement. Un commissaire me disait :

- Ces gens qu'on nous envoie, il n'est pas besoin, la plupart du temps, de leur demander une photo pour établir leur carte d'inspecteur. Nous l'avons déjà dans nos archives.

L'un des secrétaires de la Sûreté est aussi le secrétaire du Syndicat des inspecteurs. On lui prête (on ne prête qu'aux riches) des intérêts dans un... mettons : hôtel, de la rue du Jeune-Anacharsis. C'était un homme très chatouilleux sur le chapitre de l'honneur corporatif. Chaque fois qu'un de ses collègues syndiqués était pris la main dans quelque sale histoire, blâmé, menacé d'enquête, de sanctions, le bon secrétaire devenait terre-neuve. Il courait à la gare Saint-Charles. Il *montait* à Paris.

On était dans l'épanouissement du Front populaire. Henri Tasso était ministre. Léon Bon était sénateur. Le noble camarade Blum étendait sa faveur tutélaire à toute la grande famille socialiste. Lorsque notre homme reparaisait sur le Vieux-Port, l'incident était réglé. Les chefs trop susceptibles en matière de service se le tenaient pour dit. La belle vie continuait.

Un autre secrétaire était surpris, un soir, à la permanence de la rue Puvis-de-Chavannes, à rembourser un entôlé récalcitrant. On pourrait intituler sa mésaventure : drame de l'esprit de corps. Ce secrétaire est, de notoriété publique, l'ami de la belle Patate, reine de l'entôlage au temps de sa jeunesse folle, propriétaire aujourd'hui de deux maisons fréquentées, rue de la Palud et rue Parmentier. Son secrétaire d'amant possède deux autos magnifiques et une villa sur la Corniche, au vallon de l'Auriol. Il avait, on le voit, les moyens de désintéresser une malheureuse victime des faiblesses de la chair. Ce geste de philanthropie n'a pas été bien interprété. Pauvre secrétaire ! Il se consolera, durant sa suspension, en jouant à la belote, dans sa villa, avec son beau-frère Rigaud, époux usufruitaire, de la soeur de sa chère Patate, lequel Rigaud, après d'innombrables entrevues avec les juges, est désormais en passe, s'il est arrêté, d'aller coloniser en Guyane. Heureusement qu'il a de la famille !

Quant à l'un des commissaires, qui avait sa photo en belle place dans un bordel, il répliqua dignement aux reproches qu'on lui adressait :

- Ces gens sont mes amis. Je ne renie pas mes amitiés !

Vous objecterez :

- Cela est fort bon, mais à qui fera-t-on croire que, ces friponneries s'étalant au grand jour, il soit impossible de prendre les concussionnaires sur le fait ? L'argent laisse des traces. L'argent, cela se transmet d'une main dans une autre. C'est un acte positif. Aussi souvent répété, comment imaginer qu'il n'ait pas été, au moins une fois, surpris au moment qu'il s'accomplissait ?

Vous traduisez ma pensée. J'ai eu ce scrupule. Je l'ai manifesté. On m'a ri à la figure.

Nos gens ne sont pas tombés de la dernière pluie. Ils se vendent, ils ne se compromettent pas. Pas si bêtes d'aller, la main tendue, se livrer au premier venu. Ils ont perfectionné le système. Ils ont recours à un percepteur.

- Un percepteur ?

Je ne vois pas d'autre mot.

Ce précieux auxiliaire est un ancien policier de la brigade des moeurs. Il y a deux ans, à la suite d'une ténébreuse bagarre, dans les locaux mêmes de la Sûreté, il recevait une bouteille sur le crâne. Cela ne le rendit pas idiot. Comme ses chefs semblaient s'intéresser indiscrètement à certains aspects un peu osés de son zèle professionnel, il profita de l'incident, demanda à comparaître devant le conseil de réforme. On le réforma.

Nourri, engraisé au sérail, il en savait les détours. Il pensa que, dans le civil, il trouverait à aider les camarades demeurés dans la fructueuse carrière. Il avait conservé sa carte et son insigne d'inspecteur. Il ouvrit une agence de police privée. Elle était surtout privée de vergogne.

Le succès fut bientôt foudroyant. A présent, le percepteur succombe sous la charge. Vingt-quatre heures par jour ne lui suffisent plus pour assumer la tournée des bars, des foires de quartier, des kermesses, des bookmakers, des hôtels, des maisons de filles. Il perçoit impôt sur l'universelle infamie, sur la drogue, sur les paris, sur les jeux, sur les femmes. Chaque semaine sa collecte monte à plusieurs centaines de mille francs. Le mois dernier, il a dû acquérir une nouvelle auto et engager deux collaborateurs.

Celui qui, après d'autres, me procurait ces renseignements, est un étranger expulsé. Expulsé de France, s'entend, mais non pas de Marseille. Né quelque part dans un pays du Nord, il est titulaire d'une carte d'identité, à son nom véritable, qui l'a rendu fils légitime et légal de l'antique Phocée. Il a aussi une carte de combattant et un passeport français. Je les ai vus. Ce ne sont pas de faux papiers. Ce sont des pièces officielles, de faux vrais papiers, en quelque sorte.

Tirant nonchalamment sur sa cigarette, il m'adit :

- Ces papiers ne sont pas difficiles à obtenir. Mais ils sont chers. Ceux-là m'ont coûté trois mille francs.

Tantôt pittoresque jusque dans la sanie, tantôt comique dans l'odieux, parfois tragique, toujours putride, tel est le fumier qui s'étale à Marseille, la ville des scandales.

Chère Marseille, douce Marseille de mon adolescence, de ma famille, Marseille des braves gens - si nombreux et si braves sous ton soleil ! - qu'ont-ils fait de toi, ces mauvais maîtres ?

Entre deux accès de dégoût, les Marseillais s'efforcent d'en rire. A quoi bon s'indigner ? Avec le temps, un immense découragement s'empare d'eux. Puisque cela ne change pas, gagne en profondeur, empire chaque année, le mieux est de le supporter avec bonne humeur. Alors, il se crée à la longue un climat d'indulgence, une benoîte résignation d'yeux à demi fermés et de sourires fatalistes, une espèce de vaste camaraderie, pareille à celle qui règne dans les couloirs du Parlement, où le franc coquin est toléré, subi, presque accepté.

- Que voulez-vous y faire ? dit le bon Marseillais. Nous avons pour sénateur un homme très riche à qui l'on n'a jamais connu d'autre métier que celui de joueur de saquet, qu'il exerçait jadis en savates, dans les bars du port ! Notre maire, sénateur à son tour, ancien député, ancien ministre, est un nervi arrivé ! Dans ces conditions, pourquoi montrer de la sévérité envers tous les petits voyous, joueurs de bonneteau, pêcheurs à la dynamite, à la lanterne, barbillons de comptoirs, maquereautins de carrefour, qui vivent de leurs multiples industries, en marge et au mépris des lois ? De grands patrons leur ont montré la voie. Ils la suivent d'un cœur tranquille. Ils se disent : pourquoi ne serais-je pas un jour, moi aussi, maire, député, sénateur, ministre ? Je vais vous dire toute ma pensée : je suis sûr que les plus ambitieux regardent jusqu'à l'Élysée.

Et le bon Marseillais part d'un rire vibrant.

Pour ma part, je n'en ai pas rencontré un seul pour s'indigner, par exemple, du trafic des fausses réformes.

- Hé ! que d'histoires ! s'écrient-ils. Tout le monde le savait, ici ! Ce sont des malins, voilà tout.

Quatre-vingt inculpations, cinq mille dossiers de réforme révisés un à un par le juge Ducup de Saint-Paul, la certitude que le scandale atteint toutes les classes de la société, ce n'est rien qu'une fameuse galéjade ! On peut, m'a dit le juge, affirmer que depuis dix ans pas un homme du milieu, où l'on a le geste prompt et généreux, n'a été déclaré bon pour le service armé.

Du coup, mon Marseillais s'étouffe de rigolade.

- Ah ! qu'elle est bonne !

Mais parlez-lui des privilèges de l'ancien régime, du sergent recruteur, du remplaçant que, sous le second Empire, le fils de famille s'achetait, il devient tremblant de colère. Il crie : « Vive la République ! » Et vite, il court voter pour Tasso et Léon Bon.

SPECTACLE DE LA DÉCADENCE

Le scandale de l'affaire Stavisky a précédé, présagé et même préparé l'établissement du Front populaire en France. Mais le scandale apparaît peu de chose auprès du scandaleux procès auquel il a donné lieu, lui-même couronné par une audience de quarante-huit heures, comme les annales judiciaires n'en avaient jamais enregistré.

Ce prodrome des événements qui se sont déroulés depuis le mois de juin 1936 avait sa place marquée dans ces pages :

Le jeudi, à dix heures du matin, le président Barnaud ouvrit l'audience. Cette fois, on touchait au terme. Les dernières paroles étaient dites. Dubarry arrogant, sûr de lui, payant d'audace, n'implorait point la pitié mais conviait les jurés à le suivre dans la lutte contre les Bastilles et les lettres de cachet où il promettait d'épuiser ce qui lui restait de forces. Garat, pâle, emmitouflé sous un pardessus épais, le foulard des valétudinaires autour du cou, avait de nouveau affirmé son innocence dans un murmure étudié. Tissier, sur qui le baigne allait s'ouvrir dans quelques heures, tirait un papier de sa poche pour discuter s'il avait possédé une ou deux automobiles. Guébin secouait tristement sa tête de Christ au calvaire : « Je jure sur ma femme et mes enfants que je suis innocent ! » Il est croyant. On le verra jusqu'à l'heure du verdict serrer convulsivement un chapelet dans sa main. Cet homme dit vrai ou il blasphème. Cela ne peut, dans un sens ou l'autre, émouvoir le tribunal de limonadiers et de pharmaciens qui le jugera. On est pressé d'en finir. Après tant de semaines d'attente, tant d'heures perdues, après tous les creux bavardages, toutes les vaines promesses d'éclairer les dessous d'une affaire plus obscure à son dénouement qu'à son début, une sorte de fièvre a saisi chacun. Le greffier qui commence à lire les deux mille questions posées au jury est interrompu à la troisième. Les avocats et la Cour sont d'accord pour suspendre une cérémonie sans bénéfice publicitaire pour aucun d'eux. En hâte, on règle quelques détails matériels. Rendez-vous est pris dans l'après-midi, à trois heures, avec les inculpés libres. Les avocats établissent entre eux une permanence. Puis les jurés se retirent sous les brefs éclairs de la photographie, jetant autour d'eux des regards satisfaits et rapides. Ils se sentent tout à coup gonflés d'une importance qui apparaît ridicule sous sa muette naïveté. Les accusés s'en vont, entre leurs gardes, adressant des gestes d'amitié à l'auditoire. La Cour s'éloigne. Alors un vaste, un immense brouhaha s'étend sur la salle. Par l'écluse des portes étroites un flot bavard s'écoule lentement dans les vestibules du palais. La bouffonnerie va commencer.

Rien de ce qu'on avait vu depuis trois mois n'approche de ce qu'on allait voir au cours de cette journée folle. Dès le matin, douze messieurs avaient franchi les grilles, boulevard du Palais. Ils portaient valise. Ils avaient la mise simple et anonyme des petits bourgeois de Paris. Dans la cour pavée, on eût dit une arrivée de réservistes. Ils gagnèrent leur logement. C'était une chambrée. Malgré la table centrale habillée d'un tapis vert et les sièges de cuir, malgré le parquet ciré, le tapis, les tentures, malgré le lustre, douze lits de fer aux sommiers de sangle, avec leurs couvertures grises, leur aspect uniforme, donnaient à ces lieux l'image vulgaire et misérable d'un dortoir militaire. Tout à l'heure, débarrassée de ses encriers, de ses papiers, échangeant le drap sombre pour une nappe blanche, la table deviendra table de mess. Déjà, des bouteilles de champagne, don d'un juré marchand de vin, attendent au pied d'un lit. Dans l'antichambre un cliquetis de vaisselle, un va-et-vient de garçons préludent au banquet des juges.

Qu'on imagine le délibéré de ces hommes ! Ce sont des hommes moyens. Ils n'ont point de noblesse, ni dans leur air, ni dans leur état, ni dans leur langage. Ils ont insisté sordidement pour faire payer leur déjeuner par la Chancellerie, en plus de l'indemnité qu'ils reçoivent. Commerçants, artisans, rentiers, ils n'en sont même pas à se gourmer entre eux après vingt semaines de rapports quotidiens. On m'a affirmé que plusieurs se tutoyaient déjà. Alors, il faut bien croire que, toutes portes closes, la nature humaine reprenait ses instinctives règles. Ils jugent. Mais ils boivent. Ils délibèrent. Mais ils mangent. Les douze sphinx ont douze ventres en sus de leurs douze âmes. Au dehors, ce n'est plus qu'aux ventres qu'on songe. Un avocat qui, sur le coup de midi, affirmera tranquillement que « là-haut, ils sont à moitié noirs » sera cru sur parole. On ne demande plus quel sort ils réservent à Bonnaure, à Hayotte, à Arlette Stavisky. On s'enquiert de leur menu et s'ils ont préféré, avec le pré-salé, les haricots ou les pommes boulangères. France, voilà ta Justice ! L'affaire Stavisky a commencé le 6 février 1934, dans le sang, la révolte et le deuil. Elle finit le 16 janvier 1936 dans un repas de corps !

A jury festinant, répondent un étage plus bas des accusés godaillant. Fi de la gamelle pénitentiaire ! Les « riches », Guébin, Garat, Dubarry, ont payé pour la compagnie. Et la cohorte des garçons serveurs se partageait entre les deux salles, celle des juges, celle des justiciables. Les galeries du palais s'ouvraient au défilé des marmites, des plats fumants, des corbeilles de vin. Une grasse odeur de mangeoire régnait.

Qui ne l'a point constaté de ses yeux hésite à le croire. L'atmosphère de comice gagnait le public. Les anecdotes couraient, triviales ou burlesques. On racontait que l'avocat général Gaudel, mandé par le chef du jury, s'était entendu réclamer des pots de chambre, soin nécessaire mais négligé par le maître des cérémonies : « Me demander des pots de chambre ! clamait, suffoqué, le brave Gaudel. Qu'ils p... contre le mur ! » Aux dernières nouvelles, l'avocat général Cassagneau s'était chargé d'en quérir une douzaine au bazar de l'Hôtel de Ville.

Dans le prétoire morne et presque désert, on se repassait les informations. Le moral des accusés était bon. Le Président avait autorisé les parties de cartes, à l'exclusion des jeux d'argent. Dubarry aussitôt envoyait un garde, chasseur nouveau-style de ce palace de justice, acheter deux jeux complets. L'un servait à l'incorrigible petit Cohen, prestidigitateur-né, tirant ses as, ses rois, ses valets de la barbe de Guébin, de la poche du général Bardi de Fourtou, de l'aisselle de Digoin. Plus loin, les gens sérieux jouaient au bridge. Ramognino, imperturbable et froid, raflait toutes les mises.

Les avocats vous narraient cela en hoquetant de joie. Le service d'ordre tendait l'oreille, mêlait un détail à la nouvelle, farcissait l'anecdote. On sut qu'une petite dame délurée et pas commode, la femme d'un juré, arrivée en trombe, avait exigé des magistrats leur parole que son époux ne sortirait pas de la nuit, et la vue des gardes en sentinelles devant la porte l'avait à peine rassurée.

A neuf heures du soir, on ferma les portes du Palais. Les accusés, laissant leurs cartes, gardant leur optimisme, étaient repartis pour la Santé. Le jury, sa tâche terminée, enfilant chemises de nuit ou pyjamas, après un souper cordial, se couchait. Et dans la salle d'audience demeurée vacante par obéissance à la loi, six gardes s'apprêtaient au bivouac. En attendant, installés aux sièges de la Cour et du Ministère public, ils se donnaient agréablement la comédie pour amortir l'ennui d'une longue veillée. « Monsieur le Président, vous me condamnerez ces gredins-là... » disait un faux accusateur, roulant les r, tirant sa moustache. Un peu plus tard, variant les plaisirs, ils feront, déculottés et caleçonnés de couleurs vives, sur les dossiers des bancs transformés en barres fixes, des exercices de gymnastique suédoise... Ainsi s'acheva la dernière nuit du procès Stavisky.

Au matin, brusquement, le climat changea. La foule était revenue, s'entassait, respirant avec une espèce de halètement le pathétique étrange qui succédait aux ripailles, aux facéties de la veille. La trouble lumière d'une matinée triste descendait des hautes fenêtres, jaunissait les visages. Le premier juré, la main sur la poitrine, commença de lire le verdict. D'une voix ferme, il laissait tomber les « oui » et les « non » - les « oui » nombreux, inattendus. On se regardait avec stupeur. Un à un, à mesure que le sort des accusés se prononçait, les avocats quittaient la barre, s'élançaient vers la salle où leurs clients attendaient, crispés maintenant par l'angoisse.

Quelles scènes s'y-déroulèrent ! Jusque-là, aucun n'avait désespéré. Les plus coupables, ceux qui avaient tout avoué, croyaient à leur libération. Ils se disaient : « Ils n'oseront pas ! » Songeant à l'immense scandale soulevé, à l'énorme déploiement de faste judiciaire auquel, pendant trois mois, on avait assisté, aux soubresauts profonds d'un procès qui avait mis en cause les plus hauts fonctionnaires du régime, roulant dans ses flots boueux tous les corps du gouvernement, ses politiques, ses commis, ses magistrats ils ne pouvaient s'imaginer qu'on les traiterait comme des coupables vulgaires, des délinquants médiocres, des filous sans honneur. Quand ils avaient vu, eux qui savaient et se taisaient parce qu'ils pensaient que leur silence les sauverait, qu'on ramenait aux proportions d'une banale escroquerie l'aventure gigantesque où l'État s'était compromis, ils se flattaient d'y découvrir leur délivrance. Garat eut le mot qui peint cet esprit. Il ne dit pas : « Je suis condamné ! » Il dit : « Ils ne m'ont pas acquitté ! Moi ! Moi ! »

Quand les neuf condamnés reparurent dans leur box, avant le prononcé des peines, ils avaient l'air de corps sans âmes. Seul Garat résistait au vent de désespoir qui balayait ses compagnons. Il coula sur le jury un affreux regard plein de haine. Après l'arrêt final, il se redressa, jetera d'une voix de nez qui a recouvré soudain toute sa force, la protestation d'un bravache procédurier : « Le Président n'a pas donné lecture des articles du code qui nous condamnent ! J'en demande acte ! »

Avant d'en arriver là, l'après-midi tout entier s'était écoulé. Les acquittés, mêlés au public, maîtrisant leur joie, serraient des mains, recevaient des félicitations, l'allure modeste de héros après un triomphe. Arlette Stavisky, toute rose, subitement revenue de sa longue prostration, embrassait son avocat. Ramognino citait Shakespeare. Dubarry vibrait, remuait, étalait ses projets. « Je vais sortir, avait-il dit aux autres, ceux que le verdict frappait. Je m'occuperai de vous. Vous connaîtrez ma puissance ! »

Tandis que neuf avocats se levaient encore, à tour de rôle, parlaient, versaient de vraies larmes, en bons comédiens pris à leur propre jeu, je regardais les hommes pour lesquels ils réclamaient à présent l'indulgence et la pitié. Bonnaure paraissait étonné comme un enfant qui ne comprend pas ce qui lui arrive. Desbrosses, une chose jaune pliée en deux ainsi qu'un vieillard paysan, élevant au-dessus de lui un regard vitreux, choquante créature, répétait : « Je suis un malheureux ! Ayez pitié de moi ! » Les mêmes mots, pour la troisième fois, en deux jours. Hatot, l'ancien tragédien, exhalait un long et continu soupir, style vieil Ambigu. Tissier, écarlate, pleurait dans son mouchoir. Le général de Fourtou pleurait. Guébin, livide, pleurait. Hayotte, la gouape cynique, si insolent quand il paradait au théâtre et sur les champs de courses, avec l'argent volé, pleurait. Cohen pleurait.

Quoi ! c'étaient ces hommes en larmes qui avaient bouleversé le pays, l'avaient conduit aux frontières de la guerre civile ? Ils étaient sans dignité devant le châtement. Ils se dégradèrent jusque dans le malheur. Était-ce au moins la honte qui les accablait ? Pour Guébin peut-être. Les autres frémissaient à la peur du cachot. Dites que je suis sans pitié. Je n'aime pas la faiblesse, surtout chez les canailles.

Et maintenant, le rideau est tiré. Des ingénus osent prétendre que l'Affaire Stavisky n'est pas liquidée, qu'elle commence à peine. Soyez tranquilles. Évoquant, dans son ultime adjuration au jury, les profiteurs des quarante millions dérobés qui, à l'heure où le *Lamartinière* emportera Tissier vers la Guyane, lèveront leur verre à la Justice qui a assuré leur impunité, Jean-Charles Legrand a dit vrai. L'Affaire Stavisky est bien finie. Mais avec elle, je crains que c'en soit fait aussi d'autres choses qui nous étaient précieuses. Ceux qui ont suivi, pendant cinquante-trois fois vingt-quatre heures, les débats de ce procès monstrueux, n'en oublieront pas le spectacle.

La décadence du temps en a-t-elle offert de pires ? Aucun, en tout cas, qui se soit gâté avec un tel éclat dans le temple où notre dernière espérance voudrait chercher un suprême refuge.

Et aux neuf condamnés qui sortent de cette écoeurante parade, il en faut joindre deux : le régime qui l'autorise, la société qui la tolère.

II – LES DIEUX ROUGES

CONSEIL DES PEAUX DE LAPINS

(MAI 1936)

Le Conseil national du Parti socialiste s'est tenu, précieux symbole, place de la République. Je vais exciter votre pitié : je ne savais pas jusqu'à ce jour ce que c'était que le Conseil national du Parti socialiste. J'appartiens, si j'ose ainsi dire, à l'espèce de plus en plus rare des sans-parti. Pour l'instant, ce n'est encore qu'une curiosité ; cela deviendra bientôt un scandale. Les temps arrivent où le sans-parti sera un objet de réprobation publique, comme autrefois le sans-patrie. Quoi ! ni militant ni cotisant ? Rien à la boutonnière ? Vous vous permettez de changer de chemise et de cravate au gré de votre fantaisie ? Vous vous promenez les mains dans les poches quand il faudrait fermer le poing ou lever le bras ? Vous ne chantez pas en chœur ? Vous êtes un fasciste, mon bon ami ! Un hitlérien ! Un ennemi de la liberté !... De là à nous envoyer en prison pour nous apprendre la liberté, vous verrez qu'on y viendra, et sans réunir de conseil, ni de commission.

Profitons donc de nos derniers loisirs et allons voir fonctionner les rouages d'un grand parti de démocratie. Le Parti S. F. I. O. en est un, et même, pour l'heure, le plus grand puisque c'est lui qui détient la majorité à la Chambre et qu'il va bientôt nous gouverner. Entendez que c'est lui qui, dans quelques jours, prendra effectivement le pouvoir. Les ministres que nous désignerons par leur nom ne sont rien que ses mandataires. Les sacrés principes l'exigent. Le Conseil national a d'ailleurs été convoqué pour faire régner cette évidence.

Si j'ai bien compris, voici, en effet, comment les choses se passent. Le socialiste est un citoyen perpétuellement en tutelle. Il ne risque aucun geste sans y être invité ou autorisé par ses camarades. Dans le traintrain ordinaire de la vie, c'est la C. A. P. - autrement dit : la Commission Administrative du Parti - qui décide. Quand l'affaire est importante, on réunit un Congrès ou un Conseil national, qui est un Congrès en miniature. Le Conseil national est constitué par les délégués de toutes les Fédérations (il y en a une par département), lesquels délégués font entendre l'avis de leurs fédérations sur la question qui leur est soumise, après quoi on vote, et la question est tranchée. Dans l'occurrence, il s'agissait de savoir si les fédérations étaient d'accord avec la fédération de la Seine qui, par la plume de Léon Blum, avait revendiqué, au lendemain des élections, l'exercice du pouvoir au nom du parti. C'était grave, comme vous voyez. Car enfin, jusqu'à présent, les fédérations, lorsqu'elles étaient consultées à ce sujet, avaient toujours refusé aux élus socialistes l'autorisation de se mêler aux

radicaux dans le gouvernement. Et les élus n'avaient qu'à obéir et se taire. Si ça ne leur plaisait pas, ils s'en allaient. Ce fut le cas, entre autres, de Paul Boncour, de Frossard, de Déat et de Marquet. Je me disais, en arrivant au siège du Conseil national :

- Si les farouches délégués manifestent leur habituelle intransigeance, notre pays sera dans un cruel embarras d'ici trois semaines. Il ne pourra être gouverné ni par Bedouce ni par Lebas. Lui qui a soif d'hommes nouveaux et ardents, où en trouvera-t-il de cette qualité ? Devra-t-il, encore une fois, remettre son destin entre les mains de M. Herriot ? Fâcheuse incertitude !

Et je songeais à la figure que ferait Léon Blum pour s'être inconsidérément engagé. Quel camouflet s'il ne rencontrait pas, au sein du Conseil, une majorité qui approuvât son initiative ! Ce serait, du reste, bien mérité. Pourquoi Léon Blum avait-il agi avec cette pétulance ? De quoi se mêlait-il ? Si j'en crois la règle socialiste, Blum n'est qu'un camarade parmi les camarades. Sa voix ne compte que pour une voix. Il doit se soumettre à la majorité. Et cette majorité, appelée à se dégager parmi les délégués venus des quatre-vingt-dix départements français, dont quelques-uns ont traversé la mer pour accomplir cet impérieux devoir, qui se permettrait d'en préjuger ? Aucun socialiste sincère, à coup sûr ! Il fallait attendre la discussion, les débats, le vote. Vous concevez mon angoisse.

Elle ne s'apaisa point quand je fus dans la salle du conseil. Des tables s'y trouvaient disposées en trois rangées parallèles, comme pour un banquet, et, à la place marquée pour chaque délégué, il y avait une chemise renfermant les documents de séance et du papier. Cela sentait déjà l'étude, le scrupule. La lutte serait chaude, ainsi que de coutume, entre les diverses tendances.

Ici, une parenthèse. Dans le vocabulaire socialiste, le mot « tendance » a un sens particulier et nettement imprécis. Il s'emploie énormément et sert à désigner tout ce qui divise les camarades. Cela embrasse les vastes abstractions de la doctrine et les petites rivalités des individus. Un fort courant politique ou un simple avis personnel sont indifféremment qualifiés de tendances. Un système social, une tactique électorale, une opinion esthétique, un gros dégoût pour la bobine d'un camarade : tendances ! Voilà qui simplifie bien des choses, évite bien des drames et permet, par-dessus les tendances, ces broutilles, de réaliser l'unité du parti.

Au milieu de l'infinité de tendances qui se manifestent ainsi avec les fédérations, les sections, les groupes, les hommes, il en est deux principales qui séparent le Parti socialiste en deux blocs distincts, et que je voyais s'affirmer sous mes yeux : la tendance des « barbes » et la tendance des « glabres ».

La tendance des « barbes » est de beaucoup la plus ancienne, la plus solide, la plus ferme dans ses croyances. Elle s'accompagne en général d'un grand chapeau d'artiste et d'une cravate lavallière. C'est dans ses rangs que l'on rencontre le vieux socialiste amateur de pernod et de romances sentimentales, qui a connu Jaurès et Jules Guesde. C'est un pur. Il a lu Blanqui, Saint-Simon et le Père Enfantin. Il fourmille d'anecdotes sur la Commune de Paris. Il déplore le progrès matériel qui fait du tort aux idées et il n'assiste pas sans épouvante à l'influence grandissante des « glabres ». Pauvre vieille barbe ! elle en est à remâcher amèrement, en déplorant sa fuite, le cher passé du parti de l'avenir !

La tendance des « glabres » est celle de la jeunesse et des lunettes d'écaille. Elle a teinté son socialisme de césarisme. Elle est réaliste. Elle répudie la révolution romantique. A la barricade de Baudin, elle préfère l'investissement méthodique de l'État. Pendant dix ans, Fourier rentra chez lui, chaque jour, à midi exactement, parce que c'était l'heure du rendez-vous qu'il avait fixé, dans ses publications, au riche philanthrope qui voudrait lui confier un million pour ériger le premier phalanstère. Une telle naïveté prête aujourd'hui à rire. Zyromsky, le chef des « glabres », a installé son phalanstère dans le fonctionnariat et sa troupe l'a suivi.

Dans le brouhaha qui précédait la séance, j'examinais les délégués des deux tendances. Avec bonhomie, ils fraternisaient. Une commune allégresse était peinte sur leurs visages. Ils avaient conscience de leur rôle historique. Une barbe majestueuse, lâchant à travers son bocage les crépitements d' r d'un accent garonnais, proclamait superbement :

- Cette journée aura dans l'Histoire l'importance de la convocation des États Générraux !

- Nous ne nous séparerons pas, disait un autre, sans avoir donné à la France une constitution socialiste.

Les caméras fixaient leur oeil rond sur ces artisans d'un monde nouveau. Dressé devant l'estrade comme le périscope du sous-marin, l'appareil de transmission radiophonique se préparait à capter leurs immortelles paroles. On les sentait contents, chatouillés par ces apprêts dans leur amour-propre de comitards obscurs. Dans un instant, en mille endroits de la lointaine province, une épouse socialiste, une bru ouverte aux idées de progrès, un fils instituteur ou un cousin postier déclancheront leur appareil de T. S. F. et, dans les rumeurs qu'il leur apportera, dans le chant explosif de *l'Internationale* qui fera vibrer leur coeur socialiste et leur dessus de cheminée bourgeois, ils songeront avec un légitime orgueil à la chère voix socialiste qui tient sa partie dans le chœur. Et que sera-ce, huit jours après, quand le cinéma de la petite ville projettera sur l'écran, toute barbe et toute lavallière dehors, les nobles traits du militant ! De telles heures, c'est vrai, méritent d'être vécues. Et le regard du délégué caressait amoureusement les projecteurs et les réflecteurs qui, tout à l'heure, du haut des cimaises, feront descendre sur lui leurs ondes lumineuses, pareilles au soleil de la liberté.

Pour commencer, on attendait l'arrivée du camarade Léon Blum. Déjà, il me sembla distinguer dans ce déferent sursis un regrettable abandon des principes. Pourquoi accordait-on à un simple camarade les égards qu'on aurait eus pour un supérieur dans la société bourgeoise, pour un chef dans un parti fasciste ? Ou le camarade Blum tenait-il à marquer par son inexactitude qu'il n'est pas, comme on l'a prétendu, un Roi de la Sociale ? Ne nous attardons pas à ces puérités du protocole. Pour être socialiste on n'en est pas moins homme. Blum n'est que Blum, d'accord. Mais c'est Blum !

Autant qu'il me paraissait, le camarade Blum, par son chapeau de pasteur anglican et par son lorgnon d'intellectuel désuet, devait appartenir à la tendance des barbes. Sa théorie des vacances de la légalité, son parti souvent affirmé de la dévaluation monétaire, première étape vers la suppression du capital, sa thèse du désarmement intégral et inconditionnel, assuraient son orthodoxie doctrinale comme son chapeau sa fidélité aux rites du parti. Nul doute, pour moi, qu'il allait proclamer aujourd'hui l'exhérédateur de la vieille société au profit du régime à l'avènement duquel il n'a cessé de travailler. Comme cette pensée m'animait, il entra. Aussitôt, mon espoir s'évanouit. Le camarade Blum avait remplacé son vaste galurin par un coquin de feutre clair à petits bords et son binocle suranné par des lunettes garnies d'une solide écaille. C'était l'évidence : le camarade Blum lâchait les barbes. Il était devenu un homme de gouvernement.

Il s'installa au centre de la salle, comme au banc des ministres, encadré de la barbe, devenue blanche à force d'être poussiéreuse, du camarade Bedouce et du poil hirsute, frangé à la Titus, que porte le glabre Monnet sur un visage de terroriste pour café littéraire. Entre eux, il symbolisait l'union des tendances à l' « aurore du grand soir ».

Cependant, à la tribune défilait le délégué. Je dis que le délégué défilait car, en vérité, il n'y en eut qu'un, de dix heures du matin à trois heures de l'après-midi. Miracle de la Sainte-Unité ! Paul Faure, avec son air de vieux cabot, jadis séduisant, qui ne se résigne pas à gagner Pont-aux-Dames, le kalmouk Zyromsky, avec ses yeux brûlés de conjonctivite et sa voix de klaxon fêlé, le postillonnant Marceau-Pivert, le camarade girondin, le camarade

cht'imi et le camarade algérien, c'était le même bavard solennel qui discourait. Il disait les mêmes choses, avec les mêmes effets de réunion publique. Seul, l'accent du terroir mettait, ici et là, quelque diversité. A la fin, les camarades délégués, depuis longtemps blasés sur ce genre d'éloquence, où chacun d'eux est passé maître, n'écoutaient plus. Une longue et bourdonnante rumeur s'établissait, couvrait la voix du parleur, en dépit des larmoyants appels au silence du vieux camarade-président Bracke pointant vers le micro, comme s'il y respirait l'odeur des truffes, le triangle de son museau.

Seul, Léon Blum semblait captivé par ces mes sages ennuyeux et tonitruants. Le menton appuyé sur sa main ouverte, il inclinait la tête en signe d'approbation et d'intérêt, souriait. Et tout à coup, je compris que cet homme était pour son parti comme la tête du taenia. Tant qu'il serait là, le parti durerait, se développerait. Il pouvait subir des scissions, s'amputer par la base d'innombrables anneaux, perdre en chemin des Boncour, des Marquet, des Déat, tant que la tête serait intacte, s'accrocherait au corps social, il repousserait, grandirait, s'allongerait.

Dès lors, rien ne m'étonna plus, de ce qui fut la suite de ces étranges assises. Les acclamations folles, l'*Internationale* hurlante qui saluaient l'arrivée de Blum à la tribune n'avaient rien de révolutionnaire. C'était le chant d'enthousiasme et de reconnaissance du taenia socialiste pour la tête qui le nourrissait. Il était prêt à accepter n'importe quelle nourriture pourvu qu'elle le nourrît bien. Même bourgeoise, il allait s'y jeter gloutonnement.

Bourgeoise, elle le fut, et douce, et rassurante. Avec la voix chevrotante de Sarah-Bernhardt dans ses dernières années, un art parfait de la diction, les gestes précieux d'une enfant mutine, le camarade Léon Blum ordonna le festin. Un bon repas tranquille, où l'on était entre soi, loin des gêneurs et du tumulte.

- Nous ne voulons pas couler la matière en fusion de l'enthousiasme populaire dans le vieux moule du parlementarisme bourgeois ! s'était écrié, au milieu des applaudissements, Marceau-Pivert.

Et voilà que Léon Blum était en train précisément de réaliser cette alchimie. La dévaluation ? Nul n'en était partisan ici. Le désarmement ? Il ne serait que progressif. La destruction du capital ? On raffermirait le crédit, on ferait renaître la prospérité sous la pression de la confiance. Comment pourrait-il être question, avec un tel programme, de jeter le pays dans la guerre civile, et voulant provoquer la richesse d'en tarir les sources ?

Les bons délégués exultaient. Le camarade-chef Léon Blum souriait, faisait des mots, disait des riens ravissants, d'une voix savante et mélodieuse. Puis penché sur la table, sa bouche à l'orifice du micro pour ceux qui, très loin, l'écoutaient et à qui il faisait naguère si peur, il murmurait suavement comme l'apothicaire de Molière :

- Prenez ce petit clystère. Il est bénin, monsieur, bénin. Il est bénin, bénin, bénin.

Les camarades orateurs l'avaient adjuré d'envoyer faire lanlaire le Sénat. Il fit silence sur le Sénat. De même sur les deux cents familles. De même sur l'État-Major. Mais il constituerait un gouvernement de bien public, dont l'un des projets essentiels serait un plan d'équipement national, méthodique et vaste.

Pour le coup, le conseil ne se connut plus. Les délégués se dressèrent et, d'une seule voix, entonnèrent une seconde *Internationale*, sans s'apercevoir que, barbes ou glabres, sous l'effet des paroles de l'orateur, leurs épaules s'étaient uniformément recouvertes d'une peau de lapin mangée aux mites. Mais cela n'avait pas échappé à Blum. Le poing levé, chantant l'hymne des damnés de la terre, ses yeux pétillaient de joie derrière ses lunettes. Il savait, il était encore le seul à savoir, qu'il se taillerait, dans cette peau de lapin, le manteau de la dictature socialiste.

LA DERNIÈRE HALTE DU JUIF ERRANT

(AVRIL 1937)

Nous venions de traverser le Minervois où la plaine s'enjolive de coteaux légers et tout fleuris de vignobles. Il faisait une chaleur atroce. Un soleil de précoce été nous rôtissait les reins, faisait germer la sueur sous nos chapeaux. A cet endroit, la route, jusque-là toute droite et comme tracée au cordeau, s'incurvait doucement, épousait les minuscules vallées, sèches et brûlantes, qui se dessinent autour des tertres désolés où l'herbe rare dispute des parcelles de terre à la pierre aride. Au loin commençaient d'apparaître, à peine roses, dans le ciel sans tache, les tours crénelées, vestiges des siècles guerriers.

- Nous entrons, me dit mon compagnon, dans la nouvelle Palestine.

Je le regardai avec surprise. C'est un radical de vieille souche, un fils robuste du pays languedocien, décoré, propriétaire, amateur de vin et deux ou trois fois président.

- Hé quoi ! fis-je, cette raillerie à relent hitlérien dans votre bouche républicaine...

- Où voyez-vous une raillerie dans mon propos ? répliqua-t-il. Ne sommes-nous point parvenus dans le faubourg de Narbonne, la capitale, qui fut conquise par le Prophète voilà bientôt dix ans ? Dans une heure, nous aborderons aux rives du lac de Tibériade, je veux dire : de l'étang de Thau, où règnera bientôt un autre chef de la race élue. Si j'emploie ces mots évocateurs, c'est moins par jeu d'esprit que parce qu'ils expriment bien l'accord parfait de ce décor terrestre avec le choix que Léon Blum et Jules Moch ont fait de leurs circonscriptions électorales.

- Si, repris-je à mon tour, l'aspect de ce pays plat et calciné rappelle les plaines mornes où le pâtre juif menait pâtre son maigre troupeau, l'âme de son peuple accuse-t-elle la même ressemblance, et croit-il à la mission sacrée des maîtres qu'il se donne ?

Un bon sourire plissa les mille rides qui ravaient la peau sarrasine de mon interlocuteur :

- N'allez surtout rien écrire de pareil, me dit-il, vous feriez rire de vous. Nos gens ne sont pas plus marxistes que vous et moi. Mais pourquoi voulez-vous qu'ils soient plus bêtes que les Juifs de Moïse ? Ils votent pour Blum comme ils voteront pour Moch, à cause de la manne céleste.

Cet entretien de tour biblique me livrait, dès l'instant où j'arrivais à Sète, la précieuse clé d'un événement dont j'ai pu attendre l'issue avec une certitude paisible, tandis qu'autour de moi je voyais s'agiter et se passionner les partisans des candidats en présence. On alignait fiévreusement les chiffres, on comptait les voix, on entassait les raisons politiques, sentimentales, ethniques, locales qui devaient assurer le triomphe d'Escarguel, l'adversaire de Moch. On disait :

- Escarguel est l'enfant du pays... Il a été maire de Sète... C'est un vrai républicain, un rouge, à preuve qu'il a été battu aux dernières élections municipales par une coalition de la droite et des radicaux ... Aujourd'hui, il se réclame du Front populaire... Daladier lui a accordé son patronage... Dans les communes, Barthe fait campagne pour lui... Et, vous savez, Barthe, pour les viticulteurs de l'Hérault, c'est le bon Dieu... Quand Barthe a parlé, tout le monde marche !

Des affiches aux tons vifs recouvraient les murs de la ville, annonçant que Montagnon, Déat, Frossard viendraient stigmatiser la politique conservatrice de Léon Blum et soutenir Escarguel aux cris de : «A bas la pause ! Vive le Front populaire ! » Des tracts couraient de main en main : *Qui est Moch ? Issu d'israélites lithuaniens, chassé du Parlement par les électeurs de la Drôme, après avoir cherché un siège dans toutes les circonscriptions de France, il vient mendier à Sète une écharpe de député : c'est le Juif Errant de la politique !*

Là-dessus, Montagnon ayant, dans la commune de Poussan, à une réunion d'Escarguel, accusé Blum de s'être agenouillé devant la finance internationale, Moch avait envoyé deux télégrammes geignants à Daladier et à Paul Boncour, chef de l'Union socialiste, parti d'Escarguel, tel un écolier jouant aux billes se plaint à M. l'instituteur qu'un camarade lui fait « des triches ». L'escarguéliste malin se frottait les mains : « Il est fichu ! s'écriait-il. De pareilles manifestations sentent la défaite ! » Puis, l'augure cantonal vous attirait dans un coin et là, mystérieusement, vous glissait au creux de l'oreille :

- Ça y est. C'est cuit. Les gens de droite votent pour Escarguel en bloc, et les communistes ont reçu pour mot d'ordre d'en faire autant. Moch est écrasé. Escarguel passera au premier tour. Blum sera obligé de démissionner.

Moi, j'écoutais ces choses et, par moment, je me demandais si mon ami radical, en me prédisant la victoire de Moch, se trompait grossièrement, s'il s'était joué de ma crédulité ou s'il calomniait les électeurs de sa région quand il me disait : « Ils voteraient pour un âne, un vrai, un âne à quatre pattes... asinus... à la condition qu'il fût vêtu de rouge... si cet âne socialiste, pareil à celui de la fable, répandait sur son chemin des crottins d'or. » Et j'entendais ses dernières paroles lorsqu'il me quitta sur le quai de Bosc :

- Vous allez assister au miracle de la manne.

Escarguel et Barthe parcouraient les villages qui s'étendent entre les cépages de vin noir, de la mer à Montpellier. On réunissait leurs habitants, presque tous vigneron, dans une salle de la mairie ou dans un café :

- Faites attention, leur disait Barthe, en roulant les r comme des tombereaux, l'homme qui se présente contre Escarguel n'est pas de chez vous. Il n'a rien de commun avec vous, ni la race ni les intérêts. Il ne sait rien de vos besoins. Il appartient à la tribu des nomades qui s'est emparée du gouvernement et sème le désordre dans le pays, détruit tout et ne crée rien. C'est un incapable prétentieux qui va essayer de vous endormir avec des discours. Il vous dira que nous représentons la réaction. Comme si on pouvait dire que Barthe est réactionnaire ! Ah ! ah ! voilà plus de vingt ans que je vous représente. J'ai toujours siégé à gauche. Vous me connaissez. Je suis un vrai socialiste, moi, et Escarguel aussi. Vous pouvez avoir confiance en nous pour faire respecter les droits du viticulteur et monter le prix du vin.

Des murmures approbateurs accueillaient la harangue. Personne pour s'étonner que Barthe eût toujours voté pour ce gouvernement contre qui il dressait un sévère réquisitoire. L'électeur est un homme de foi. On choquait les verres avec de grands rires.

- *A guès pas pou* (n'aie pas peur), Édouard, disait le doyen de l'assemblée, dont les yeux, perdus au milieu d'une forêt de poils, s'égayaient à la pensée des bonnes scènes qui se préparaient, on va lui faire un brin de causette à ce M. Maucheu...

Escarguel et Barthe repartaient. Alors, derrière eux, surgissait une nouvelle troupe. Un grand diable efflanqué et grimaçant, sorte de rapace à lunettes, cacatoès pour le bec et corbeau pour la couleur, dominait le petit groupe d'ambitieux de sous-préfecture qui formaient l'état-major de la tournée. Les vigneron considéraient avec un ahurissement un peu inquiet l'oiseau sinistre qui s'abattait chez eux.

- Hé bé, murmurait l'un, *ès pas poulit* (il n'est pas beau).

- Il porte bien son nom, ajoutait un autre à voix basse.

Cependant, le maire s'avançait, et sachant ce qu'on doit à la civilité, tendait sa patte large et velue :

- *Inchinté*, monsieur Maucheu...

- Mock ! citoyen ! Mon nom se prononce Mock ! répliquait l'autre vivement.

Et désignant, derrière lui, une femme de petite taille, qui ressemblait à une institutrice révoquée, et souriait, muette et gauche, d'un affreux sourire qui découvrait des dents de cheval :

- Et voici la citoyenne Mock, ma femme, avocat à la cour d'appel de Paris.

Consternés, les villageois n'avaient plus envie de s'amuser. Une glaciale atmosphère les environnait tout à coup, en dépit des vingt-trois degrés qu'enregistrait le thermomètre. Ils examinaient le couple étonnant qui leur prodiguait, en silence, les grâces affectées et horribles qu'on réserve aux parents de province dont on escompte l'héritage. Quelqu'un toussa. « Hé bé, voilà... » fit le maire. Alors, se forçant au naturel, d'une voix grinçante où il mettait un miel doucereux comme on verse de l'huile dans les rouages d'une antique poulie :

- Si nous commençons ? dit M. Moch.

Le premier orateur est le citoyen Montel, de Narbonne. Il est maigre, chauve et banal. C'est le bavard de réunion publique dans sa coutumière et pompeuse nullité. Mais il est le vivant symbole du bonheur qui comblera les citoyens de l'Hérault s'ils élisent le camarade Jules Moch, car c'est lui qui s'est effacé, à Narbonne, devant la candidature auguste de Léon Blum. On le promène de commune en commune comme un panneau-réclame. Ses compagnons, qui le savent fanfaron et vaniteux, lui font une vertu romaine, l'assomment d'éloges délirants et massifs qu'il reçoit d'un crâne enivré.

- Le noble et généreux Montel, proclame Moch vingt fois par jour, le sublime Montel dont le désintéressement est un exemple pour tous les républicains ! Montel, qui n'a pas hésité à sacrifier ses légitimes ambitions à la cause du parti !...

On sent que la leçon a été bien faite et qu'avant de l'envoyer, avec sa bénédiction, sur les rives pelées du pays sétois, le cousin Léon a garni le bagage du cousin Jules des bonnes formules dont on pipe le goy languedocien. Alors, Montel se rengorge, fait la roue. Le doigt pointé vers Moch, il ouvre toutes grandes les écluses de l'éloquence :

- C'est un honneur pour vous, je vous le dis, qu'un homme pareil ait choisi votre région pour la représenter... Moch est un bénédictin du socialisme, il est la maîtresse poutre de l'édifice que nous construisons...

Il arrive bien que le noble Montel, emporté par l'enthousiasme, aventure un pied fatal dans le plat de la gaffe :

- On lui reproche d'être juif, citoyens, mais cela ne peut pas compter pour les Méridionaux que nous sommes, car les juifs ne sont-ils pas des Méridionaux et demi ?

A ce moment, M. Moch esquisse une grimace qui le rend à peine moins laid que lorsqu'il sourit. Mais tout de suite le noble Montel se rachète. D'un coup d'aile, il élève le débat :

- Votez pour Moch, vous ne le regretterez pas... Demandez aux électeurs de Narbonne s'ils ont regretté d'avoir appelé Léon Blum chez eux !...

A la bonne heure ! Voilà qui s'appelle parler sans détour ! Et posée par le noble Montel, la question a pris, si je puis dire, un sens concret. Cet ancien instituteur prouve, par son propre exemple, que le devoir accompli sans défaillance porte en soi sa récompense, car sa retraite lui permet aujourd'hui de passer le meilleur de son temps à Paris et d'y avoir à demeure un appartement à l'hôtel Scribe. Des bruits, il est vrai, courent à Narbonne, où de méchantes langues le désignent sous le sobriquet de Montel-Pétrole et prétendent que ce pur entre les purs est surtout un Purfina. Mais, du même pied que Léon Blum et Jules Moch, nous repoussons ces calomnies !

Derrière le noble Montel, voici Galabert. C'est le maire de Frontignan, où mûrit la treille muscate. Dans quelques jours, il aura acquis son titre de noblesse socialiste. Moch élu, il y aura le « noble Galabert » comme il y a le noble Montel, puisque Galabert, qui devait être le candidat des S. F. I. O. sétois, a cédé sa place à Moch sur l'affiche électorale. On m'affirme

que le marché fut raisonnable. Ancien comptable, enrichi par la politique, devenu propriétaire et négociant en vins, Galabert a des prétentions modestes. Il se contenterait, pour commencer, d'un poste de sous-préfet.

- Notre ami Moch est tout-puissant, dit Galabert, qui espère éprouver le premier la vérité de ses propos. Il est le disciple chéri de notre grand camarade Léon Blum, qui ne fait jamais rien sans prendre conseil de lui. Sa science est inépuisable, et vous allez en juger vous-même...

Galabert livre alors la tribune à une boule de gomme dont le menton aurait fondu : c'est le camarade Reynes, professeur au collège de Sète. A son tour, il entonne le cantique des cantiques :

- Jules Moch est le grand collaborateur du grand chef du plus grand gouvernement que la France ait jamais connu ! Le grand Jules Moch a aujourd'hui la grande pensée de poser sa grande candidature devant votre grande circonscription ! Vous voterez pour lui avec un grand enthousiasme !

Pour Reynes, tout est grand. Et c'est vrai que ce professeur de mathématiques donne lui-même l'impression de l'infini.

D'autres parlent après lui. Tous développent le même thème : « Moch est un grand homme... Moch a du génie... L'admirable Moch... le prodigieux Moch... le formidable Moch... »

Alors, peu à peu, bercés par cet accent qui est le leur, doucement chloroformés par cet encens à odeur de vinasse, les villageois de l'Hérault sentent le respect et l'admiration les envahir. Ils regardent Moch et sa femme avec des yeux moins hostiles. « Bien sûr, pensent-ils, il n'est pas beau, mais la beauté ne prouve rien. L'intelligence est bien plus utile dans la vie... » Ce travail de lente préparation achevé, Jules Moch se lève. Il prend l'air pudique de quelqu'un qui n'a pu retenir ses amis de parler selon leur cœur :

- Je ne suis qu'un homme de bonne volonté, dit-il d'un ton humble, en agitant derrière ses lunettes des paupières d'oiseau nyctalope, je suis un homme d'études, un technicien. La petite politique me fait horreur. Et je ne veux vous parler que des problèmes qui intéressent votre vie et votre avenir.

Aussitôt les chiffres coulent de sa bouche. Des chiffres bêtes, qu'il s'est fait communiquer un instant plus tôt et qu'il a appris par cœur, mais il a l'air de jongler depuis son enfance avec les hectolitres de vin, les hectares de cépages, les degrés d'alcool. Aux choses très simples qui forment la vie d'un village, il excelle à donner l'aspect rebutant d'une donnée scientifique :

- Citoyens, vous avez dans votre commune vingt-huit propriétaires qui s'enrichissent aux dépens de la communauté et trente-deux petits propriétaires qui ont besoin d'être aidés. Dès aujourd'hui, le gouvernement s'occupe des uns et des autres. Vous avez cent vingt ouvriers agricoles dont dix-neuf sont inscrits au chômage. Vos impôts annuels s'élèvent à...

Et, tandis qu'il poursuit ce discours électoral à forme de bilan de fin d'année, les paysans hochent la tête :

- C'est tout de même vrai qu'il sait tout, murmurent-ils.

Un jour, cependant, à Balaruc, le savant Moch rencontra un obstacle. Comme il invitait, selon la coutume, son auditoire à lui poser des questions, un assistant lui demanda le plus sérieusement du monde :

- Quelle différence faites-vous, monsieur Mauche, entre l'aramon et le pilter ?

- Heu... fit Moch un peu décontenancé... Vous me prenez au dépourvu... Je sens bien l'intérêt de cette question pour vous... Mais j'avoue... oui, j'avoue que, pour moi, je ne sais pas encore très bien la différence qui oppose l'aramon et le pilter...

- Eh bien ! vous avez tort, monsieur Mauche, s'écria jovialement l'interrupteur, parce que l'aramon, c'est du vin, et le pilter, c'est une charrue !

Alors, Moch fut à la hauteur de la situation :

- Je méprise, fit-il, ces procédés de discussion. Si des fascistes s'introduisent dans nos réunions pour les troubler par des incidents de cette sorte, je livre ces moyens misérables au tribunal de la conscience des vrais républicains !

Aux rires, les applaudissements firent place. C'est ainsi que l'aramon socialiste l'emporta sur le pilter fasciste.

Cependant, le citoyen Moch continuait son pèlerinage de commune en commune, accompagné de sa citoyenne épouse, qui n'ignore pas, étant avocate, qu'une femme doit suivre son mari partout. Tout droit, ce couple modèle allait à la mairie où, d'emblée, la question politique était placée sur son véritable terrain.

- Voyons, demandait Moch au maire de l'endroit, vous avez des projets en cours ?... Une cave coopérative ?... Peut-être une adduction d'eau ?...

Si le maire se montrait récalcitrant, le grand homme n'employait pas de périphrases :

- Quand vous voudrez toucher l'argent de l'État, vous aurez besoin de moi...

Et, balançant la tête, d'une voix suavement prometteuse :

- Pour moi, il y a deux sortes de maires : ceux qui feront voter pour moi et ceux qui feront voter contre moi. Je me souviendrai des uns et des autres...

Chaque soir, à l'hôtel sétois, où habitaient M. et Mme Moch, le téléphone appelait la présidence du Conseil. Le cousin Jules, toutes portes bien closes, s'entretenait longuement avec le cousin Léon.

Au lendemain d'une de ces conversations, Barthe, qui prenait gaiement l'apéritif à la terrasse d'un café de Montpellier fut mandé d'urgence à la préfecture. On l'appelait de Paris. Au bout du fil se trouvait Marx Dormoy, ministre de l'Intérieur :

- Allô, Édouard ? disait Dormoy. Pourquoi, mon vieux, t'intéresses-tu ainsi à l'élection d'Escarguel ? Crois-moi, ne t'occupe pas de ça...

On est ministre, on a ses arguments, ses dossiers.

- Merde, répondit Barthe.

- Très bien, fit Dormoy froidement, nous nous retrouverons.

Une autre fois, Moch avait tenu une réunion à Sète pour les gens du port. Il apprit, qu'ils réclamaient en vain depuis plusieurs années la création d'un port aux nacelles dans l'étang de Thau.

- Allô... allô... fit le soir même le téléphone de l'hôtel sétois... la présidence du Conseil pour M. Moch C'est urgent.

Deux jours après, *Le Petit Méridional* publiait une lettre du camarade Bedouce, ministre des Travaux publics, qui informait le camarade Jules Moch que, sur sa prière, les travaux du port aux nacelles allaient être immédiatement entrepris.

Un matin, vers neuf heures, la porte de l'appartement des Moch était secouée par une main vigoureuse :

- Ouvre-moi, Jules, disait une grasse voix méridionale, c'est *importeint* !

La porte s'ouvrit.

- Les affiches sont posées, annonça le visiteur, Frossard sera demain soir à Sète. Il vient parler en faveur d'Escarguel.

- Bien, dit Jules Moch, je vais m'en occuper.

L'autre parti, le téléphone se mit en branle.

- Allô... allô... la présidence du Conseil...

La journée ne s'était pas achevée qu'on apprenait que le loyal Frossard, se rendant de Paris à Sète, avait été brusquement saisi de malaise en gare de Dijon et qu'il avait dû rebrousser chemin.

O puissant Téléphone, totem des techniciens modernes, fil d'Ariane magique qui conduit plus sûrement que la main de Dieu les destinées des pauvres humains en proie aux affres de la vie provinciale, ô téléphone providentiel et miraculeux, combien d'hommes égarés tu auras ramenés dans les chemins de la vérité ! A toi, l'honneur des grandes conversions sétoises, celle de Naquet, le maire modéré, celle de Rigal, le partisan dissident d'Escarguel, celle de Maillol, le radical-socialiste qui refusa d'obéir à son parti pour se précipiter dans les bras du Sabaoth.

Mais l'histoire de Maillol mérite d'être contée. Elle est édifiante. Nous l'appellerons le Miracle des Oranges.

A ce moment, à Sète et dans les environs, tout le monde se nourrissait d'oranges. C'était une vraie débauche. Sur les tables, on les servait à pleins paniers. Dans la rue, les gosses, les femmes se promenaient en suçant à large bouche ces beaux fruits. Sur le port, le pêcheur et le douanier en avaient les mains pleines. Des milliers de caisses à claire-voies, entreposées le long des quais, en recélaient des tonnes.

Ces oranges provenaient d'Espagne. C'est le gouvernement de Valence qui les envoyait. Elles étaient convoyées par des fonctionnaires du Frente popular, livrées en douane aux agents français d'une officine appelée CLUEA, qui assurait leur vente jusqu'à concurrence des contingentements autorisés et qui devait, en théorie, adresser le produit de cette vente au gouvernement espagnol.

Hélas ! depuis six mois que durait ce trafic, les Espagnols ne voyaient guère rentrer chez eux les sommes considérables qui payaient leurs cargaisons d'oranges. Elles s'évanouissaient aussitôt en frais de toutes sortes. Le gouvernement de Valence se plaignit et obtint du gouvernement français que désormais le produit de la vente serait intégralement versé à l'Office de compensation de Paris et réparti comme suit : 15 pour 100 pour le paiement des créances françaises arriérées, 60 pour 100 en paiement des marchandises françaises livrées à l'Espagne, 25 pour 100 pour être versés à Paris, entre les mains de la Banco Español, au compte du gouvernement de Valence.

Le gouvernement français sanctionna cet accord par un arrêté en date du 19 avril.

Les douanes de Marseille, de Cerbère, de Sète n'acceptaient plus de dédouaner une seule orange sans une licence d'importation de l'Office de compensation. Coup dur pour les réceptionnaires de la CLUEA, car des bateaux chargés d'oranges à pleines cales venaient de franchir le port de Sète, entre le môle Saint-Louis et la jetée de Frontignan.

On était le samedi 24, à 10 h. 30 du matin. L'inspecteur des douanes, s'appuyant sur le décret du 19 avril, refusait de dédouaner sans avis de l'Office de compensation. Les gens de la CLUEA coururent chez leur ami Maillol. Leur ami Maillol courut chez son ami Moch. Par bonheur, le téléphone n'était pas en dérangement entre Sète et Paris

- Allô... allô... La présidence du Conseil...

A 11 heures précises, sur un coup de téléphone de Paris, ordre était donné au service des douanes de surseoir jusqu'au mardi 27 au décret du 19 avril. Les oranges roulèrent en avalanches sur les quais de Sète.

- Maillol, me disait après cela un malin Sétois, c'est le *preince d'Oringes!*

Seulement, M. Jules Moch, qui est un technicien des chiffres, aura pu mieux que personne calculer à combien revient à l'État français chacune des cent quarante-six voix de majorité qu'il a obtenues.

C'est le soir, un beau soir d'été, sur l'esplanade, à Sète. Le citoyen Jules Moch tient sa dernière réunion publique. Dans le kiosque à musique, on a installé le micro. Les projecteurs électriques éclairent, comme au centre d'une boule féerique, l'assemblée des orateurs, parmi lesquels la citoyenne Moch se dandine gracieusement. Tour à tour parlèrent le grand professeur Reynes, le noble Montel, quelques députés du cru, dont les phrases ronflent comme un moteur, enfin un parlementaire poussiéreux, venu de Paris, nommé André Février. Tous reprenaient, sur le même diapason grandiloquent, l'extravagante apologie de leur candidat, tandis que, sous l'ombre noire des platanes, la foule muette se repaissait la vue de l'être surhumain que le ciel avait dépêché sur les rivages amers de sa petite patrie.

Le shampoing salivaire de ses partisans terminé, Moch se leva. A la lumière de la tribune, il apparaissait plus noir et plus lugubre encore qu'à l'ordinaire. Amplifiée par le micro, sa voix huileuse prenait tout à coup on ne sait quel timbre sordidement victorieux, comme d'un canard qui vient d'échapper au coutelas du cuisinier. Surprise ! Ce soir, le citoyen Moch s'est mis en frais. Il a, pour cette circonstance solennelle, écrit son discours. Et tandis que sa funèbre tête monte, descend, replonge, oscille sans cesse comme un pendule à forme d'ornithoïde, il entame le chant de gloire d'où il ressort que Léon Blum est Dieu, que Moch est son prophète et que le Front populaire, qui a fait le bonheur de la France, est prêt à faire subsidiairement celui de Sète et des Sétois.

Avec le bagout d'un camelot qui n'est pas gêné dans son improvisation, Moch étale sa marchandise :

- Et avec le port de Sète rénové, régénéré, citoyens et citoyennes, je donne le port aux nacelles de Thau, les cales de carénage, les usines à sardines, le môle d'accostage, la coopérative de vente, et le bassin à pétrole... Et ce n'est pas tout... A titre de cadeau, et pour la publicité, j'ajoute les tarifs réduits pour le transport des poissons dans la glace, une escadrille d'hydravions dans l'étang de Thau, l'exploitation touristique du mont Saint-Clair, l'aménagement de la corniche de Balaruc... Est-ce tout ? Ah ! citoyens et citoyennes, je pourrais m'en tenir là, et vous seriez largement payés de m'avoir élu... Mais je veux faire davantage... Avec tout ce que j'ai déjà énuméré, je donne encore l'augmentation des pensions pour les douaniers et les petits pêcheurs, la suppression des 13 pour 100 pour mes camarades anciens combattants, la retraite des vieux travailleurs, le fonds national de chômage et la caisse des calamités agricoles !...

En proie à une véritable transe, les feuillets de son discours éperdument agités dans ses mains osseuses, le citoyen Moch va s'élever maintenant aux cimes de l'art oratoire. Il s'est souvenu que Sète est la ville natale de Paul Valéry. A Sète se trouve le cimetière marin que le poète décrit dans sa pièce la plus célèbre. La voix de canard s'enfle jusqu'au couac pour jeter vers les nues la dernière strophe du poème :

Le vent se lève! Il faut tenter de vivre!

Et Moch, prêt à se dévisser la tête, clame sa péroration :

- Oui ! camarades ! le vent se lève qui fait chanceler les dictatures !... Oui ! le vent se lève qui renverse les barrières douanières !... Oui ! le vent se lève qui abat les murs de béton des frontières !... Sous le vent qui se lève, les rideaux s'ouvrent à toutes les lumières, les coeurs s'ouvrent à tous les espoirs !... Aux souffles du vent qui se lève, dans la légalité, la liberté, l'humanité, nous organiserons la gestation de la nouvelle société et nous assurerons le maximum de réalisation de justice, de bien-être et de vie !

Le lendemain, au saut du lit, son coincoin reposé, Jules Moeh téléphonait au cousin Léon :

- La réunion d'hier a été formidable. Maintenant, j'en suis sûr, je passerai au premier tour, à une majorité écrasante.

LE POËLE DU CITOYEN GUERNUT

(AVRIL 1936)

Dans la nuit noire et glacée, sur la place d'un gros village de la Brie pouilleuse, les gens, par petits groupes, causaient. Il n'était pas neuf heures, mais toutes les fenêtres déjà s'étaient éteintes. Seules brillaient, en haut de la côte, la devanture du café restaurant et, sur nos têtes, la salle de la mairie, édifiée au-dessus du marché couvert. Lorsqu'un visage apparaissait dans l'éclairage du perron, on me le désignait : « Ah ! voici notre percepteur... un pur... Tiens ! des gars de B...-en-Brie... des agraires, ceux-là... qu'est-ce qu'ils viennent faire ici ? L'obstruction ? La contradiction ?... M. A... le chef des Croix de Feu... ils sont vingt-cinq dans le pays... Ah ! ah ! voilà notre Maire... Ancien bistrot, illettré, haineux... le plus zélé partisan, naturellement, du candidat... »

Soudain, une nappe blanche s'étendit sur la partie basse du village, éclaira violemment les murs. Quatre autos qui se suivaient à quelques centaines de mètres, comme pour une noce aux flambeaux, débouchèrent sur la place, vinrent se ranger autour de la fontaine publique. Un homme grand et robuste, aux moustaches avantageuses, son fils, coquebin provincial, une demoiselle mûrissante, qui avait l'air d'une naine à côté d'eux, en descendirent. C'était l'état-major de la tournée. Derrière, troupe murmurante, marchait le choeur. Et, tout à coup, j'aperçus le chef. Enveloppé dans un vaste manteau, petit et sec, il enjamba d'un pied alerte les marches de l'escalier. A son entrée, l'assistance se leva, ainsi que la classe à l'arrivée du professeur. Quelques-uns retirèrent de leur bouche la pipe qu'elle mordait. D'autres soulevèrent timidement leurs casquettes.

Le bureau, recruté parmi la troupe ambulante, fut vite constitué. Aussitôt, le candidat eut la parole.

C'est, je l'ai dit, un homme petit et maigre. Il a le nez fort, l'oeil roublard, la barbiche mal taillée. Chauve par surcroît, il fait tout d'abord penser à un vert-galant légèrement défraîchi. Tel, il conserve cependant une certaine austérité d'allure. On sent que, par le secours de la parole, par l'élévation du discours, par la gravité du maintien, il parviendra aisément à dominer son auditoire, à l'attirer dans les régions arides d'une rigoureuse démonstration. S'il ne le divertit point, du moins il l'intéressera, il le convaincra peut-être. Ainsi pensais-je, et j'attendis.

Je n'attendis pas longtemps pour connaître mon erreur. A peine commença-t-il de parler que le petit professeur barbichu se mua sous mes yeux en un gesticulant pantin, aux gestes désordonnés, aux grimaces bouffonnes. Dès les premiers mots, la conférence tourna à la pantalonnade. Ce n'était plus le vert-galant que j'avais devant moi, c'était polichinelle.

Doué d'une voix basse, lente, et par instant psalmodiante, il accompagne ce débit, où l'on retrouve, en reflets caricaturaux, des imitations d'Herriot et de Paul Boncour, d'une mimique de prestidigitateur maladroit. Il lance de grands coups dans le vide, plonge en avant, les mains

rapprochées, comme s'il se précipitait dans une piscine, esquisse un entrechat, pirouette, se hausse sur la pointe des pieds, ainsi qu'un tragédien sur ses cothurnes, le doigt levé vers le plafond. Il rappelle le jeu de ces acteurs trémulants dont on dit qu'ils brûlent les planches, et qui faisaient merveille dans les anciens vaudevilles. Ou encore, les mains largement ouvertes, aussitôt refermées, agitées sans cesse d'un papillonnement de marionnettes, à ces conteurs d'histoires marseillaise qui « racontent avé les mains ».

Mais ce qui donne au spectacle sa pleine cocasserie et ses plus sûrs effets de comique, c'est l'adaptation du discours à ces extravagantes cabrioles. Imaginez une sentencieuse homélie de feu le papa Buisson récitée par Georgius avec la voix de Francen.

- La déflation, messieurs ! (*sardonique*) je vais vous dire ce que c'est ! (*Il croise les bras, lance un regard de défi à la fenêtre.*) Voici un retraité qui a mille francs à dépenser (*il décroise les bras, ouvre les mains*)... voici un rentier qui a mille francs par mois à dépenser (*il s'adosse à la table, met les doigts aux entournures de son gilet. Puis, tout à coup, il se jette en avant. D'une voix tonnante :*) Ce retraité ! ce rentier !... (*d'une voix douce*) on leur enlève dix pour cent (*il fait, de la main, le geste d'un tire-laine qui escamote une montre*)... Eh bien, mais... ce retraité, ce rentier, ils n'auront plus que neuf cents francs à dépenser... (*Une pause. Ses yeux brillent, comme illuminés par la clarté de son raisonnement.*) Alors, messieurs... ce retraité, ce rentier, ils dépenseront (*le pouce frotté à l'index, il mime l'action de dépenser*) cent francs de moins chez le marchand... (*D'une voix plus forte, embrassant l'espace de ses bras écartés.*) Si le marchand a vingt clients de cette sorte, cela fait deux mille francs... (*les bras s'élargissent*) s'il en a deux cents, cela fait vingt mille francs. (*Nouveau temps. Il promène sur le public un long regard satisfait.*) Mais messieurs... ce commerçant (*tendant l'index vers le nouveau personnage qui fait son entrée*) il achète sa marchandise à l'industriel (*salut cordial à l'industriel*)... il lui en achètera pour vingt mille francs de moins... (*Hochement de tête apitoyé, tandis que les paumes se heurtent en claquant, ce qui, on le sait, est le signe même de la désolation.*) Si l'industriel a dix clients de cette sorte, cela fait deux cent mille francs qui n'entreront pas dans sa caisse... (*Une pause. La voix descend aux plus bas registres, et la main droite se ferme comme si elle tenait les cordons du poêle.*) Alors, que fait l'industriel ?... (*les mains, présentées de dos et relevées avec violence ont l'air de chasser un troupeau d'oies*). Il licencie une partie de son personnel... Voilà, messieurs, une cinquième, victime, l'ouvrier !... (*Trémolos dans la voix.*) Mais, messieurs, il y en a encore une... (*Très doucement, d'un ton confidentiel.*) C'est l'État... (*plus fort*). C'est l'État... (*D'une voix de tonnerre*) C'est l'État !.. (*la main, levée, s'abaisse, s'ouvre, tandis que juché sur la pointe des pieds pour marquer la sublimité de l'État, il se laisse retomber sur les talons. A voix basse:*) C'est l'État, messieurs, qui ne vit que d'impôts... (*Une pause. Ses deux bras s'animent dans un moulinet sans fin, frémissent, s'arrêtent, puis recommencent.*) Parce que... n'est-ce pas ? ... (*d'une voix insinuante*) cet ouvrier en chômage ... (*d'une voix plus accentuée*) cet industriel en déficit ... (*d'une voix sonore*) ce commerçant aux bénéfices amoindris... (*d'une voix enthousiaste*) ce retraité aux rentes écornées... (*d'une voix d'ouragan*) ce rentier aux revenus diminués... (*La voix a atteint son paroxysme d'éclat. Elle repart, plus sourde, accompagnant le poing qui s'abaisse, frappant le vide à intervalles réguliers, comme le piston d'une machine qui remonte, en soufflant, à reculons, la pente qu'elle a dévalée à toute vitesse*) ils paieront moins d'impôts... (*Même jeu que précédemment*) moins d'impôts sur les rentes... moins d'impôts sur les revenus... moins d'impôts sur le chiffre d'affaires... moins d'impôts sur les salaires... (*Même jeu encore.*) Et alors, l'État, lui aussi, recevant moins d'argent de cet ouvrier... de cet industriel... de ce commerçant... de ce retraité... de ce rentier... l'État ne pourra plus faire face à ses dépenses... (*Un temps. Les bras en croix, dressé à nouveau sur la pointe*

des pieds, il lance à plein gosier, fier de lui, sûr de lui, comme un buccin de fanfare :) Voilà, messieurs... voilà ce que c'est que la déflation !

Vous ai-je dit que cet homme était agrégé de philosophie, et que c'était le ministre de l'Éducation nationale ?

Du nord au sud et d'est en ouest, autour de Château-Thierry, sa capitale électorale, le citoyen Henri Guernut parcourait les cent vingt-cinq communes de sa circonscription, à raison de six ou huit par jour. Quand je l'ai rencontré, il arrivait d'un patelin voisin, à dix kilomètres de là, où il avait parlé une heure plus tôt, de même que deux heures auparavant, quinze kilomètres plus loin, il semait déjà les trésors de sa convulsive éloquence.

Sur le moment, j'inclinai à le plaindre. « Quel métier ! » pensais-je. Je sais bien que, ce métier, il l'a choisi. Il n'en est pas moins vrai qu'on voudrait, pour l'honneur même des idées ou des partis qu'ils représentent, épargner à certains hommes, de gauche ou de droite, eu simplement égard à leur finesse naturelle, les servitudes avilissantes que la démagogie leur impose. Dans ma naïveté, je rangeais Henri Guernut parmi ceux-là. Sans doute, je connaissais la réputation du personnage, sa méchanceté sournoise, son sectarisme. Je savais ce que sa cautele inspirait de défiance à ses propres amis. Mais cela n'est pas forcément en désaccord avec l'intelligence. Souvent même, elle sert la perversion morale en la dissimulant mieux sous un esprit brillant. L'esprit souffle où il veut. J'ai la faiblesse de l'aimer partout où il se découvre. Sur la foi de certains rapports, j'en avais fait crédit à Guernut.

Il m'a suffi de l'écouter et de le voir, d'assister à ses parades clownesques, d'ouïr les plates insolences qu'il se donne à lui-même, avec un contentement bouffi de cabotin, pour le fin du fin d'une répartie spirituelle, de l'entendre vanter, avec une complaisance de tous les instants, son savoir, son mérite, sa sagesse, son génie... que sais-je encore ?... devant un public de benoîts campagnards, qu'il abuse sans risque et sans effort, pour m'assurer qu'il est là dans son élément. Il y vit, respire, se meut avec délices. Cet universitaire dévoyé participe à la bassesse électorale de toutes les parties de son être. Il ne joue pas à l'imbécile, comme je le croyais. Et dans les manifestations répétées de ce qu'il croit être de l'ironie, et qui n'en est qu'une grossière monnaie, on découvre brusquement un regain de la sottise étalée et satisfaite.

Bien entendu, réélu ou battu, son triomphe est certain. Dans son genre, il est imbattable. Les candidats sont nombreux autour de lui. Mais Guernut a un truc invincible. D'un mot, il exécute le citoyen assez téméraire pour lui disputer *son* siège, dans *sa* circonscription, parmi *ses* électeurs : c'est un réactionnaire ! Voilà, c'est très simple quiconque se présente contre Guernut, fût-ce à sa gauche ou à son extrême-gauche, est un réactionnaire. Passe pour le conseiller d'ambassade, cousin de l'illustre Patenôtre, qui répand les affiches et les tracts en affectant d'ignorer l'existence de Guernut. Mais Piétri, le candidat-agraire, qui renie Dorgères et développe un programme plus rouge que les communistes ? Piétri est un réactionnaire ! Mais Pondaven, postier retraité et communisant ? Pondaven est un réactionnaire ! Mais Lambin, le candidat S F I O ? Lambin est un... Non, Guernut ne, va pas jusqu'à le proclamer en public. Pour ses auditeurs, Lambin reste le « représentant d'un grand parti républicain ». Et lui, Guernut, fait le serment solennel qu'en dépit de toutes les manoeuvres de la réaction, Lambin n'acceptera que les voix de gauche. Seulement, dans le privé, le pauvre Guernut se plaint que ledit Lambin lui tirât dans les jambes et qu'il eût fait alliance contre lui avec les Croix de feu, lesquels, votant en masse pour le socialiste au premier tour, le feraient passer devant Guernut, qui devrait alors se désister au scrutin de ballottage. C'est, du reste, ce qui est arrivé.

Mais Lambin, Pondaven, Piétri, le cousin de Patenôtre, d'autres qui s'annonçaient quand j'ai quitté la région, ce ne sont que de petits et méprisables adversaires pour un homme de la taille de Guernut.

Guernut a un ennemi bien plus terrible, un ennemi acharné, tenace, qui ne le lâche pas d'une semelle, un ennemi qui le suit de commune en commune, de réunion en réunion, un ennemi qui est toujours là et qui, quoique muet, hache son discours des plus perfides objections. C'est le poêle, le poêle rond, en émail ou en fonte, qui dans la plus humble bourgade décore le centre de la mairie. Ah ! le méchant, le fanatique poêle ! C'est lui, le vrai suppôt de la réaction. Il crible le bon, le brave, le démocratique Guernut de ses flèches acérées. Parmi le public silencieux, il est à peu près le seul à faire entendre sa voix. Mais quelle voix ! Il est, à la fois, Tardieu et Laval, la Rocque et Dorgères, et surtout cette ogresse noire, multiforme, horrible, qui s'appelle tour à tour la Réaction ou « Messieurs de la Droite ».

Aussi, il faut voir ce qu'il prend, ce voyou de poêle ! Guernut ne lui passe rien. Il a répliqué à ses moindres murmures, et même à ses sourires. Et quand il lui a lancé quelque cinglante réponse, il se met à danser autour de lui, pareil aux Indiens Sioux autour du poteau de torture.

- Chaque fois que vous m'interrompez, vous serez servi comme ça ! lui lance-t-il fièrement.

D'abord, Guernut lui déchiquette sa politique étrangère. Car, comme bien vous pensez, ce misérable poêle est de ceux qui veulent tendre la main à Hitler et qui regardent d'un oeil méfiant une alliance avec les Soviets.

- Je me souviens des leçons de l'Histoire, si vous les oubliez, clame-t-il, et je sais qu'après Sadowa, il y a eu Sedan !

Le poêle pourrait répondre qu'après Sedan il y a eu Brest-Litowsk, mais il se borne à hausser les épaules. Qu'a-t-il fait là, l'infortuné poêle ? Guernut tend l'index vers lui, et le foudroyant du regard :

- Vous voulez abattre la République, je le sais ! Vous n'avez pas renoncé à vos vieux rêves dictatoriaux ! Mais prenez garde, je suis là ! Par quatre fois, vous m'avez trouvé devant vous ! Vous m'y trouverez aussi souvent que ce sera nécessaire !

Qu'auriez-vous fait à la place du poêle ? Vous vous seriez tu, j'imagine. C'est ce qu'il fit. Mais la salle, elle, acclamait son Guernut. Alors, redevenant aimable, réconforté par les applaudissements, Guernut se penchait avec un doux sourire vers le poêle renfrogné :

- Je sais bien que cela ne vous plaît pas... Il faudra pourtant en prendre votre parti... Je sais bien que vous répandez le bruit que je suis atteint de débilité mentale... Mais, voyez-vous, un débile mental de ma sorte a encore de l'esprit à revendre aux gens de votre espèce...

Pour le coup, le poêle était cloué, tandis qu'un gros rire secouait l'auditoire.

Alors, Guernut qui avait eu raison, une fois de plus, de cet indéfectible contradicteur, répondît en vrac aux questions que ses amis lui posèrent. On apprit ainsi que l'armée soviétique était la première du monde, que le fils Guernut était sorti le premier de l'École militaire de Saumur, et que Guernut, quant à lui, était adversaire à la fois de la déflation et de la dévaluation.

- Alors, le déficit, qu'équ'vous en faites ? lança une voix, du fond de la salle.

Guernut n'hésita point. Il se tourna vers le poêle et, dans une aimable révérence :

- Je vous le laisse ! dit-il.

Alors, l'enthousiasme des auditeurs fut à son comble. Le président, debout sur la table, fit acclamer la candidature du citoyen Guernut, cependant que, dans son coin, définitivement écrasé, le poêle continuait de fumer.

LES ARÈNES D'ARLES

(Décembre 1937)

Le matin, le mistral qui soufflait en tempête depuis trois jours s'est brusquement calmé. Un allègre soleil dore les vieilles pierres de la ville romaine. Malgré le froid vif que la bourrasque a laissé derrière elle comme un témoin de son passage, les gens sont sortis. Emmitouflés, ils s'abordent, bavardent. Ils ont cet air joyeux qu'on a de se retrouver entre soi, dans une famille, après la visite trop prolongée d'un raseur.

- Eh bien ! qu'en dites-vous ?

- Vous voulez mon sentiment ? C'est un vrai fiasco !

- Oui, oui, vous avez, raison. C'est un gros bluff, pas autre chose.

Sur la belle et vaste promenade des Lices redevenue leur bien, ils échangent leurs impressions à l'aise. Dès le jour, les camarades congressistes sont partis à pleins cars vers la Camargue, vers les Baux, vers Nîmes, et le Pont-du-Gard, en excursions dirigées. L'intarissable camelot s'est tu qui, sa librairie installée en plein vent, proposait d'une voix glapissante, depuis l'ouverture du congrès, « le chef-d'oeuvre de Maurice Thorez, avé la dédicace de l'ôteur », c'est-à-dire, orné à sa page de garde d'une grosse signature à prétentieux paraphe, le ridicule ouvrage intitulé *Fils du Peuple*, que les manoeuvres littéraires du parti ont rédigé dans les caves de la Maison de la Culture. Sur l'esplanade, il ne reste plus que les autos de luxe, toutes numérotées aux chiffres de Paris, qui amenèrent ici de mystérieux suiveurs de la caravane communiste. Ce sont des personnages très discrets. Ils ne se montrèrent ni au congrès, ni à la fête de l'Arbre de Noël, ni aux arènes, ni à la représentation de L'Arlésienne que la troupe de l'Odéon, déplacée en corps, est venue donner au théâtre municipal. N'étaient leurs voitures et leurs fuyantes silhouettes aperçues tout à coup, à travers le salon du plus bel hôtel de la ville, on ne se serait pas douté de leur présence ici.

Les bons Arlésiens, à petits pas, poursuivent leur débat matinal, avec cet accent de Provence qui donne de si belles couleurs aux mots, dans le désordre de leur syntaxe.

- On m'a montré leurs journaux, dit l'un. Ils parlent de fêtes, d'enthousiasme... Hé bé... ils sont guère difficile... Vous y étiez, samedi, aux arènes ? C'était minable ! Trois taureaux qu'il fallait leur botter le derrière pour les faire courir, et des farandoleurs, à peine douze en tout, qui auraient pu danser dans ma salle à manger. Vous les voyez, perdus au milieu des arènes ? Et les Arlésiennes qu'ils avaient trouvées ! Des pauvres filles sans fesses et sans tétons ! Et pas jolies, les malheureuses ! D'où elles sortaient, dites-moi ? Ils avaient dû les faire venir de l'Exposition...

- Vous savez que la reine d'Arles, qu'on avait sollicité son concours, elle a refusé ?

- Té ! elle a eu bien raison. Et ses compagnes aussi. Des belles filles, celles-là, des vraies déesses. Dites, quand nous faisons nos fêtes entre nous, et qu'elles défilent par centaines, avé leurs coiffes aux longs rubans, leurs fichus de dentelles, et tous les bijoux de famille qu'elles mettent à leurs bras, sur leur poitrine, vous croyez qu'on a besoin des communistes pour en sentir la beauté ?

- C'est vrai qu'encore un peu, avé leurs discours, leurs articles de journaux, leurs prospectus, ils viendraient nous expliquer à nous ce que c'est que Arles et la Provence !

- Moi, je regrette que le marquis de Baroncelli ait été moins fier que les Arlésiennes.

M'en parlez pas, j'en ai gros coeur. Que les petits nervis habillés en farandoleurs viennent saluer Thorez du poing fermé, ça se comprend. Mais que lui, le marquis de Baroncelli-Javon, à la tête de ses guardians, on l'ait vu se découvrir d'un grand geste seigneurial devant la

tribune décorée du drapeau rouge où trônaient les *calamentrans* du communisme, que voulez-vous ? je ne l'admets pas !

- Le pauvre marquis a des excuses. Il n'est pas riche. On lui a donné dix mille francs pour participer à la fête des Arènes.

- C'est une explication. Ce n'est pas une excuse.

En écoutant ces propos, je revoyais la scène, à laquelle j'avais assisté. C'était dans l'après-midi de Noël. Une foule gelée avait envahi les gradins de pierre du vieil amphithéâtre romain. Des pardessus fermés. Des manteaux. Des casquettes. La tribune d'honneur était tendue d'écarlate et de tricolore. Là, sous les flots alternés d'une fanfare d'aigres trompettes et d'un orchestre de cuivres, aux ronflements plus sourds, qui s'épuisaient en *Internationales* et en *Marseillaises*, apparut tout à coup le triumvirat de la canaille. Trois consuls de carnaval arrivaient, l'un suivant l'autre. Le premier, sorte de pot à tabac propulsé par deux jambonneaux, avançait en sautillant, suivi d'un grand diable blond qui souriait avec des grâces de coiffeur pour dames, et derrière, fermant la marche, un vieillard au masque imperturbablement courroucé, avec des sourcils de chien barbet et des moustaches à la gauloise. C'étaient Duclos, Thorez et Cachin. Ils prirent place avec une comique dignité. Autour d'eux, dans un brouhaha de personnages officiels, la *gens* communiste s'installa. Un homme jeune, effacé, un peu gêné d'être là, répondait par des sourires contraints aux amabilités désinvoltes que lui adressaient les seigneurs du jour : c'était le docteur Imbert, maire socialiste d'Arles. Tout à l'heure, on lui fera l'aumône de quelques acclamations, et le public, bien orchestré, criera, sur l'air connu : « Unité ! Unité ! » Et le docteur Imbert sourira encore, de ce sourire que doit avoir le saucisson d'Arles devant les larges bouches endentées qui s'apprêtent à le dévorer.

Les razeteurs, avant de s'élaner dans l'arène à la poursuite des taureaux, avaient salué, poing fermé, la tribune d'honneur. La moustache de Cachin tomba, à la manière d'un pouce néronien, sur le bord de la balustrade, et le toril s'ouvrit. Trois taureaux se succédèrent sur la piste. Un héraut, juché près du micro, annonçait les « primes ». Messieurs les camarades, pareils aux belles artistes de Paris dans les nuits du Vel'd'Hiv', faisaient assaut de générosité :

- Cinquante freines de plus à la cocarde ! hurlait le speaker, offerts par le camarade Gitteun !

Après Gitton, c'était Duclos, puis Séward, puis Racamond. Et les bonnes gens d'applaudir et de trépigner, mais c'était aussi pour se dégourdir les membres.

Les taureaux ayant repris avec une satisfaction visible le chemin du toril, il restait à entendre les discours de Cachin et de Thorez. Discours écrits, et qu'ils lurent sagement, l'un et l'autre, sans faire grâce d'un feuillet, en dépit du froid qui crispait leurs doigts sur le papier. Ils n'offriraient, ces deux discours, ni nouveauté ni originalité, si Cachin, dans son début, n'avait tout à coup annexé Mistral et la Provence au communisme :

- Mistral ! s'est-il écrié, le plus grand poète populaire des temps modernes, dont le génie... dont la noble langue... Mistral, avec qui nous saluons, en Arles, une reine vénérée et majestueuse, assise au bord du Rhône, qui rêve avec amour à ses gloires anciennes...

Les démagogues se ressemblent tous. D'un parti à l'autre, leurs attitudes ne varient pas. Leurs méthodes publicitaires sont les mêmes. Il y a toujours, auprès d'eux, un tonitruant caudataire préposé à la criée de leur gloire. Du cher président Herriot au grand camarade Léon Blum et au vénéré camarade Marcel Cachin, le rite subsiste, invariable. Si le triomphateur romain s'entendait à chaque pas rappeler qu'il n'était qu'un homme, les esclaves du Front populaire s'emploient à des besognes bien différentes. On ne prononce plus, dans le parti, le

nom de Cachin sans y joindre le titre - c'en est un - de « vénéré camarade », et quand les jeux eurent repris sur la piste, la voix du speaker, portée par l'inhumain micro, s'adressa en ces termes à la foule :

- Les camarades diffuseurs vont passer parmi vous pour vendre le livre qu'a écrit à votre intention le plus pur, le plus noble représentant de la race française, j'ai nommé notre guide, notre ami, notre chef, notre frère, notre très cher camarade Maurice Thorez, vrai fils du peuple !

Entendant cela, les hommes ne bronchèrent pas on le conçoit. Ce qui n'est pas concevable, c'est que l'antique monument, dont les murs millénaires en recevaient l'écho, ne se soit pas écroulé.

C'est à ce moment que, sur son beau cheval blanc, précédant la troupe de ses guardians, le marquis de Baroncelli vint, au pied de la tribune, chapeau bien bas, tirer sa révérence aux mornes moustaches le long desquelles avait coulé, quelques instants plus tôt, un grotesque outrage à Charles Maurras.

On s'étonnera peut-être que notre récit du congrès d'Arles s'attarde à la relation de ce qui s'est passé hors de la salle où se tinrent ses assises. C'est que pour les communistes, à l'inverse des autres partis, l'essentiel d'un congrès se déroule au dehors.

Car, pendant quatre jours, à travers Arles, j'ai vu des congressistes, je n'ai pas vu de congrès.

Les congressistes arrivèrent par groupes disciplinés, la veille et le jour de Noël. Ils débarquaient sur le terre-plein de la gare, vêtus de sombre, presque tous coiffés d'une casquette claire et portant à la main de petites valises en fibre, curieusement semblables. Aussitôt des camarades dits « responsables », dont la poitrine était ornée de plaques de métal évoquant à la fois le policeman américain et le portefaix marseillais, s'emparèrent d'eux. En troupes et en rangs, comme des détachements de réservistes sous la conduite d'un caporal, on les vit défiler en ville. Par instants, ils s'arrêtaient devant un hôtel ou devant la maison d'un camarade hospitalier. Le responsable remettait à ceux qui devaient être hébergés ici leurs bons de logement, leur désignait les lieux où ils prendraient leurs repas, puis l'escouade repartait.

On remarqua vite que ces distributions de pensionnaires se bornaient aux meilleurs hôtels d'Arles. Les quartiers de la Portagnel, de la Cavalerie et de la Gare, où le parti recueille les propagandistes les plus zélés, avaient été oubliés. Pourtant les bistros et les aubergistes de cette zone, où fleurissent l'assommoir, l'hôtel borgne et la gargote populaire, croyant pouvoir compter sur la reconnaissance de leurs élus communistes - le député Mouton et le conseiller municipal Panisse - avaient accumulé les provisions de bouche, installé des lits dans tous les recoins de leurs bouges. Mais va-t'en voir ! Les provisions se perdirent, les lits restèrent sans emploi. Mouton et Panisse ont beau être des communistes, ce ne sont pas des cochons. Ils savent ce qui est dû à des hôtes aussi considérables que les camarades délégués du parti. Et puis, qu'auraient-ils dit, les militants, si on les avait logés rue du Petit-Puits ou rue Tacon, sans eau courante, parmi les pots ébréchés et les moellons qui se soulèvent, tandis que le vénéré Cachin et le fils du peuple Thorez se pavanaient sur les tendres moquettes du Jules-César ? Seulement, le lendemain, Panisse et Mouton n'étaient plus à la fête. A peine s'aventuraient-ils dans la rue qu'ils voyaient surgir sur leurs pas un honorable commerçant communiste des faubourgs sacrifiés, la bouche chargée d'amertume :

- Alors, Panisse ? Qu'est-ce que je suis, moi ? Je compte plus ? Les congressistes, c'est tout pour les grands hôtels, que les patrons sont tous des fascistes qui ont fait voter contre toi ?...

Le malheureux Panisse s'en tirait comme il pouvait :

- Tu comprends, c'est des camarades du Nord. Ils sont frileux. Chez toi, il n'y a pas de chauffage.

- Pas de chauffage ? Que j'ai acheté, l'autre jour, à Beaucaire, un poêle à pétrole exprès pour la circonstance ! Tu nous as fait faire des frais, et maintenant, tu nous trahis ! Tu aimes mieux les envoyer coucher à Nîmes et à Tarascon que de faire travailler les hôteliers du parti ! Va bien, Panisse, on s'en rappellera aux prochaines élections !

Les congressistes logés et nourris, bien logés et bien nourris, la grande pensée fut ensuite de les distraire. Car deux soucis ont dominé la manifestation d'Arles : frapper les esprits à l'extérieur du congrès, les occuper, les divertir à l'intérieur.

Un but essentiel était visé : fixer sur le delta du Rhône, pendant une semaine, l'attention de la France, donner au pays l'impression qu'un congrès communiste avait désormais une importance politique équivalente à un congrès radical ou à un congrès socialiste, et conférer du même coup à ce congrès une vertu d'irrésistible propagande.

C'est pour cela qu'il prit tout de suite un étonnant aspect de cirque forain. Les énormes autocars, décorés d'affiches et de banderoles, les voitures de radiodiffusion, les images répandues sur les murs de la ville, les brochures et les prospectus qu'on distribuait, tout cela semblait, l'annonce d'un gigantesque spectacle, auquel vous conviait un prodige barnum.

Mais le plus inouï est qu'il n'y avait pas de spectacle. Pour en fournir l'illusion, on rassemblait à heures fixes, dans un immense garage, les douze cents congressistes venus de toutes les régions de la France, à qui on donnait à entendre les discours cent fois ressassés de Thorez, de Duclos, de Renaud-Jean et de Gitton ; autour d'eux on avait convoqué des journalistes, mobilisé le service postal des grandes circonstances, exigé la participation de la radio d'État. Mais ce n'était qu'artifices. Plus de la moitié de l'effectif des reporters était constituée par les équipes communistes de *L'Humanité* et de *Ce soir*. Pas un quotidien d'information, pas un organe du Front populaire n'avait d'envoyé spécial à Arles. L'agence Havas elle-même s'était bornée à dépêcher sur les lieux son correspondant marseillais.

Afin de meubler, comme on dit en style de théâtre, les entr'actes très longs qui devaient créer la fiction du spectacle et de sa durée, les organisateurs avaient accordé la plus large place aux fêtes et aux manifestations. En consultant le programme établi par la Maison de la Culture d'Arles (car la Maison de la Culture, comme la Belle Jardinière, a ses succursales en province), on s'aperçoit que les « travaux » proprement dits du congrès auraient pu s'achever en moins d'une journée. Tout le reste était consacré à des excursions, des représentations théâtrales et cinématographiques, des visites aux monuments, aux musées, aux curiosités de la ville.

La première journée du congrès s'écoula tout entière en promenades et divertissements : arbre de Noël et distribution de jouets, ouverture de l'Exposition du travail, titre pompeux décerné à un stand de menus objets ouvragés installé dans une ancienne chapelle, fête aux arènes. La séance d'inauguration débuta à sept heures du soir par un discours farouchement républicain du camarade Mouton, député d'Arles. Ce mouton a une tête de veau et l'accent de Raimu. Il est irrésistible quand il réclame qu'un « mistral républicain soit projeté sur l'armée et l'administration ». Mais le communiste moyen, comme son frère socialiste, n'est point enclin au rire. Il acclame et entonne l'*Internationale*. A huit heures, c'était fini.

Boulevard Émile-Zola, au pied de l'esplanade des Lices, il y a un garage abandonné. C'est là que, rejeté par la municipalité de Nice, refusé par celle d'Avignon, cherchant refuge à Arles, le comité central du parti communiste avait décidé de tenir son congrès, Mais le garage est ouvert à tous les vents. Il n'est pas chauffé. Rien ne le destine à l'usage sublime qu'on vient

soudain de lui assigner. Qu'à cela ne tienne ! L'argent coulera à flots. Sans se soucier des quarante heures ni des cinq-huit, jour et nuit, les ouvriers travailleront pour aménager les lieux. En quinze jours, tout sera prêt. Le garage transformé, récuré, pourvu d'un plancher de bois, ses murs tendus de mousseline blanche, le plafond lambrissé de rouge, le chauffage électrique installé, une estrade dressée, des dépendances ménagées pour le vestiaire, le télégraphe, les meubles en place, les icônes du parti accrochées à la cimaise comme si l'on devait y jouer, de Lénine à Marty, la scène des portraits, la séance pourra s'ouvrir. Voilà qui donne une idée encourageante du zèle des travailleurs en régime soviétique. Le président Blum devrait demander son secret au vénéré Cachin lorsque sonnera, dans une prochaine Exposition, l'heure d'une nouvelle victoire sur le fascisme.

Au dehors, un grand arc de verdure a été tendu, au centre duquel se balancent gracieusement les effigies, découpées dans le bois, et tendrement enlacées, de Mireille et de Vincent. Des ampoules multicolores, comme les étoiles d'un arbre de Noël, achèvent de donner un cachet hautement artistique à cette imagerie provençale. Malheureusement, les héros mistraliens ne demeurèrent pas plus d'une nuit à couvrir de leur patronage symbolique les élans oratoires des apôtres de la main tendue. Le vent du Rhône, dans la nuit, les arrachait à leur frêle escarpolette. Un moment on craignit un attentat fasciste. Le plus sérieusement du monde, M. Dautresme, sous-préfet d'Arles, fit procéder à une enquête. Mais non : pas trace de pinces cagouardes sur les fils de fer brisés. Il n'y avait ici, de fasciste et d'hitlérien, que le mistral. M. Dautresme adressa un rapport rassurant à son préfet. Et Maurice Thorez, la conscience libérée, put entreprendre la lecture de son rapport.

Elle dura quatre heures. Ce gracieux blondinet s'est fait maigrir comme une star. Il rappelle chaque jour davantage le diseur à voix qui, au temps de l'ancien caf'conc', se spécialisait dans l'imitation de Mayol. Il lit d'une voix claire, mais monotone, avec des affectations de bel esprit fraîchement ensemencé. Ce qu'il dit serait drôle, si ce n'était pas si long. Enfin, sachez que les Français sont heureux, qu'il fait beau temps, que les amoureux s'aiment et que le vin sera bon cette année, parce que nous vivons sous le règne du Front populaire. J'exagère à peine. Le ski, les joies du tandem, l'auto, le football, la jeunesse le doit au Front populaire, et subsidiairement au parti communiste. Quant à la main tendue, il est bien entendu que Thorez l'avance aux ouvriers catholiques, mais non aux curés, ni aux cardinaux, ni au pape.

- La religion, comme l'a dit Lénine, est l'opium du peuple. Est-ce une raison pour se désintéresser des opiomanes ? On les soigne, ces malheureux intoxiqués, on les guérit.

Au fond, la main tendue de Thorez, c'est la main de M. Homais. Il y a longtemps qu'on avait discerné cette hautaine philosophie sous les homélies socialardes de ces hommes nouveaux. On n'est pas fâché de la voir tout à coup s'épanouir avec éclat sur leurs lèvres.

De temps en temps, Thorez s'interrompt. Des délégations votives s'approchent alors de la tribune, déposent pieusement un cadeau sur le bureau. Ce matin, c'est Thorez qui reçoit les présents : un exemplaire en reliure pleine de *Fils du peuple*, un bouquet, un stylographe. L'après-midi, ce sera le tour du vénéré Cachin, à qui les Arlésiennes de service offriront des santons, un sous-main, une poupée. D'une moustache gourmande, très vénérable sénateur, le vénéré donataire les embrasse l'une après l'autre, sous les regards attendris de l'assistance.

Il y a d'autres intermèdes. Ce sont les adresses, celles que le congrès reçoit aussi bien que celles qu'il envoie. Au passage, j'ai cueilli celle des soldats communistes du 5^e d'infanterie, que Courteline n'avait pas prévue : ces estimables militaires réclament du citoyen Daladier l'épuration des cadres. Je pense qu'ils visaient leur adjudant. Il y eut aussi l'adresse des midinettes communistes du 8^e arrondissement, qui déclarent soutenir le congrès de tous leurs vœux et de toute la force morale qu'elles représentent.

Ces épisodes drolatiques comme les défilés des offrandes rendent, en somme, un congrès communiste très supportable. Ils coupent agréablement les discours. Les congressistes qui, jamais, n'interviennent, écoutent leurs orateurs dans le silence d'une classe scolaire, arrivent à l'heure et ne se permettraient pas de partir avant la fin, sont ainsi récompensés de leur assiduité et de leur bonne conduite.

Au soir de la rude journée où Thorez avait lu son rapport-fleuve, Sémard, qui présidait, eut pour ses auditeurs le bon sourire du maître d'école à l'heure où M. le directeur survient pour fixer la date des vacances :

- Je donne la parole à notre camarade Berlioz, rapporteur du budget des Beaux-Arts.

Il répéta par trois fois : « rapporteur du budget des Beaux-Arts », comme Léo Poldès, au Faubourg, lorsqu'il tient à marquer la considération qui s'attache à l'un de ses hôtes. On vit alors surgir à la tribune un gros bébé joufflu, hilare et peu soigné, lunetté d'écaille, sous une cascade de cheveux filasses. Pendant une demi-heure, il fit au congrès haletant la description enchanteresse des plaisirs qui l'attendaient dans les jours à venir. Un peu camelot, un peu agent d'affaires douteux qui cherche à placer des titres de la Sainte-Farce, le camarade Berlioz mêlait lyriquement les seigneurs des Baux, la Maison carrée, les *Lettres de mon moulin*, la tarasque et les Saintes-Maries. Le congrès riait, battait des mains. Il ne pensait plus à la révolution.

Moi, je regardais, à travers la vaste salle, ces figures béates de demi-intellectuels, de déclassés, ou de pauvres types aux yeux bandés qui bayaient d'admiration, ces vieilles militantes qui cherchent ici la revanche de leur laideur inemployée, ces jolies filles, mais jeunes celles-là, comme si un stage dans les conjurations de la bêtise n'était imputable qu'à leur naïveté. Ils étaient réunis là, importants et comiques, les bras chargés d'inutiles serviettes, figurants d'une comédie qu'ils ne soupçonnent pas.

Pauvres bougres, riez aux saillies de Berlioz, attendrissez-vous sur ces cadeaux ingénus qui font ressembler le bureau de votre comité à un comptoir de bazar, saoulez-vous de ces langoureux tangos que le pick-up du congrès verse sur vos têtes, de préférence à l'*Internationale*, allez voir farandoler les petites Arlésiennes dans leurs arènes, courez demain dans les marécages de la Camargue, applaudissez Thorez, applaudissez Cachin, croyez naïvement que Marty est un héros et que le Front populaire a fait votre bonheur...

... Quelqu'un, en ce moment, est parmi vous, que vous ne voyez pas. Il guette vos élans, il dénombre vos enthousiasmes. Il est là, dans sa blouse de paysan, avec ses bottes en cuir de Crimée, le Slave au cruel rictus. C'est lui qui joue de vous, de votre misère, de votre flamme, de votre sincérité, qui baptise pour vous, du nom de chefs, les valets de sa politique - et qui, dans l'ombre, vous recense, vous numérote, prépare vos livrets militaires.

LA RÉPUBLIQUE DES PRÉSIDENTS

(Novembre 1936)

(*Carnet d'un Congressiste radical*)

Quand je me suis éveillé ce matin, tiré du sommeil par la rumeur de l'Océan qui vient mourir sur la grève, au pied même de ma fenêtre, un gai soleil réchauffait Biarritz. A mes

yeux, s'étendait l'horizon maritime. D'une nappe d'écume frémissante surgissaient les rochers couleur d'ocre, pareils à des bouchées au chocolat dans une crème Chantilly. C'était merveilleux.

Il faut dire qu'en notre honneur les somptueux palaces biarrots ont ouvert leurs portes. Leurs concierges et leurs chasseurs ont revêtu leurs uniformes pleins de soutaches rouge et or. C'est un maître d'hôtel en habit qui m'a apporté mon café au lait.

Sur le moment, j'étais un peu intimidé. J'ai cru à une erreur. J'ai téléphoné au bureau de l'hôtel (car j'ai le téléphone dans ma chambre) pour m'informer si l'on ne s'était pas trompé en me fixant un prix aussi modeste pour l'appartement princier que j'occupe. Mais on m'a rassuré. Nous jouissons de « prix de Congrès », établis d'accord avec la municipalité radicale de Biarritz. Sans doute, les hôteliers d'ici savent à qui ils ont affaire. Ils nous traitent en conséquence. Je me suis alors abandonné sans réserve à la volupté du luxe et du confort.

D'ailleurs, je ne devais pas tarder à être tout à fait acclimaté. Dans les vastes corridors, où mes pieds se posaient sur de moelleux tapis, dans le hall étincelant de glaces et de dorures, dans les salons richement meublés, j'ai retrouvé mes collègues. Ils étaient parfaitement à leur aise. En groupe, ils discutaient, serrant leurs mains, frottant leurs ventres, fumant leurs pipes. Leurs voix au timbre méridional emplissaient des nobles controverses de la politique ces lambris qui n'avaient jusqu'ici retenti que des oisifs et vains caquets des deux cents familles en vacances.

Un sentiment de légitime orgueil m'animait tandis qu'à travers la ville je me dirigeais vers le congrès. De tous les palaces sortaient les congressistes. Le gravier des beaux jardins aux massifs bien taillés craquait sous leurs pas. Entre les hautes grilles forgées, on voyait apparaître leurs pardessus sombres, leurs feutres noirs bien enfoncés, leurs chapeaux melons sommant de grandes moustaches et des barbes en éventail, leurs parapluies qu'en dépit du soleil ils gardaient au bras comme un symbole de prudence et de sagesse. Cela vous avait une autre allure, avouons-le, que le spectacle donné, au fort de l'été, par les frivoles jouisseurs qui se répandent dans les rues et le long des plages en vêtements multicolores, les hommes arborant sans souci de la dignité humaine des chemises à col lâche et les femmes honteusement décolletées.

Le congrès se tenait au casino municipal. Une profusion de drapeaux et de banderoles tricolores en décoraient l'accès, marquaient la transformation du temple de la prodigalité et de la dissipation en asile sacré de l'éloquence républicaine. Sur la place, la foule se pressait, échangeant des commentaires, s'écartant respectueusement au passage de nos chefs bien-aimés. Comme j'arrivais, une magnifique auto, ayant décrit une courbe pompeuse, s'arrêta devant le casino. Le président Chautemps en descendit. Avec une simplicité toute démocratique, il serra les mains qui se tendaient vers lui sans même s'enquérir de ceux qui accomplissaient ce geste. C'est ainsi que j'ai eu l'honneur d'un shake-hand présidentiel parce que j'avançais la main vers la porte du congrès et qu'il se méprit sur mon intention. Des traits pareils peignent un homme et un régime.

En pénétrant, on traverse une longue galerie, où d'ordinaire se trouve la table de la boule. C'était l'antichambre. J'y ai croisé le président Daladier qui causait sans morgue, familièrement même, avec un président anonyme, le président Georges Bonnet en proie à de profondes méditations, le président Campinchi qui tutoie tout le monde, le président Malvy qui paraissait dépaysé dans cette salle de jeu sans tapis vert, le président Jammy Schmidt pensif et courbé, avec une voix mouillée et languissante, comme un bon vieux cheval triste, devenu ordonnateur de cérémonies dans un dessin animé. Tous ces présidents, qui, pendant trois jours s'assièrent à l'estrade, présideront les débats avec l'autorité que leur confère un long passé de présidents, nous étions près d'eux, nous regardions à loisir ces traits que la presse a

popularisés, nous entendions dans leurs propos intimes ces grandes voix dont s'enorgueillit la tribune républicaine. Une joie presque physique nous pénétrait. Les microphones avaient beau hurler, répandre sur nos têtes les discours des rapporteurs et des commissaires qui occupaient à ce moment la tribune, ils n'étouffaient point, pour nos oreilles avides, les phrases que nous parvenions à cueillir sur ces lèvres augustes :

- Bonjour, mon cher président...

- Tiens, bonjour, président !

- Vous n'avez pas vu le président Delbos ?

- Demandez-le donc au président Guernut. Ils étaient ensemble, il n'y a qu'un instant, avec le président Albert Sarraut.

- Merci, monsieur le président.

- A votre service, mon bon président.

Un parti où les citoyens obtiennent tous le titre de président ne serait pas un parti démocratique ? Il serait prêt à verser dans le fascisme ? Allons donc !

Deux grandes salles rectangulaires reliées, en angle droit, par le trait d'union de la tribune, nous recevaient. Sans tourner la tête, par les immenses baies vitrées, nous apercevions la mer et ses vagues écumeuses où se jouait la douce lumière d'un beau jour d'automne. Écrivons-le à la louange de nos militants : malgré le poétique appel de la nature, ils n'ont pas déserté leur devoir. Le rocher de la Vierge leur parut moins pittoresque que le nez du président Bonnet, et le grondement ininterrompu des flots ne put rivaliser, pour eux, avec l'éloquence de nos orateurs.

Il y eut cependant, vendredi matin, un moment cruel, lorsque la présidente Brunshwicg prit la parole. Les deux salles se vidèrent par enchantement. En vain, le président Métayer suppliait les congressistes de se rasseoir, ils se poussaient comme pris de panique, vers la sortie. J'avoue que le procédé n'est pas courtois. Mais peut-être ne s'étaient-ils pas avisés que c'était une femme qui parlait, en raison du pupitre qui cachait la forme de son habillement.

Où les adversaires de notre parti ont été bien attrapés, c'est dans l'après-midi de ce même jour, qui restera, avec le banquet de clôture, le plus mémorable souvenir de ce grand congrès.

Nous venions d'entendre, dans le débat financier, le président Mendès-France, qui avait réussi, avec un noble désintéressement, à faire conspuer Vincent Auriol et la dévaluation, quand notre vénéré président Édouard Herriot fit son entrée. Il fendait, de sa large et puissante silhouette, le public massé au pied de la tribune. D'un seul cœur, nous nous dressâmes.

Les cris de « vive Herriot ! » tonnèrent, firent trembler les vitres. Il nous salua avec cette crispation pathétique du visage, qui traduit si bien l'inattendu, le saisissement, et que nous retrouvons à chaque congrès. Tous nos présidents se précipitèrent sur lui, le serrèrent dans leurs bras. Les petits présidents s'élancèrent aussi, réclamant leur part d'accolade tandis que notre jolie présidente Suzanne Schreiber, dont la jeune flamme se communique généreusement, depuis tant d'années, aux nouvelles générations de présidents, se pâma littéralement. A cet instant, on se rendait compte de ce que représente pour notre parti le président Herriot. C'est véritablement le président des présidents, quelque chose comme le négus des ras radicaux.

Lorsque l'émotion se fut un peu calmée, le président Jammy Schmidt céda son fauteuil au président Albert Sarraut qui se livra aussitôt à une mimique si expressive que nous comprîmes tous qu'il prononçait un discours. Après quoi, le président Jean Mistler prit la parole.

Le président Mistler est jeune, joufflu et distingué. Il s'exprime avec une extrême politesse. Sans doute, son aspect physique et sa diction ne sont pas conformes à nos traditions. Mais le thème de son discours nous rassure. Le président Mistler fait l'éloge du président Herriot, du

président Delbos, de nos alliances, de la Société des Nations et d'Aristide Briand. J'ai eu beau m'efforcer, je n'ai pas trouvé autre chose dans ses paroles. Pourtant, on m'affirme que le président Mistler est l'adversaire du pacte franco-soviétique et il passe pour nourrir, en matière de politique étrangère, des idées qui s'opposent à la doctrine du président Herriot. Je ne m'en serais pas rendu compte en l'écoutant, si je n'avais remarqué, tandis qu'il parlait, que précisément le président Herriot manifestait une impatience grandissante,

Aussi, l'orateur avait-il à peine conclu que, presque sans attendre les clameurs rituelles par lesquelles le congrès a l'habitude de lui faire violence, le président Herriot se dirigea vers le micro. Tout de suite, il entama, une louange chaleureuse du président Mistler.

Dès lors, il devenait évident que la bataille était engagée.

Que dirai-je du discours du président Herriot ? J'en suis encore ébloui, étourdi, fasciné. En isoler tel mot, telle phrase, telle apostrophe, c'est détacher une perle d'un collier magnifique. D'ailleurs, était-ce un discours ? Non. C'était un spectacle. Et quel spectacle !

Avec des mouvements lents et savants, comme s'il animait sa propre statue, le président Herriot commence à parler. Il avance sur le chemin des phrases avec la sécurité massive d'un rouleau compresseur. Il est grave, souriant, presque gouailleur. Puis, tout à coup, il crispe sa lourde mâchoire, reprend le bout de phrase qu'il vient de lâcher, comme s'il reculait pour mieux s'élaner, rentre le cou dans ses puissantes épaules, renifle et, soudain, comme un coup de tonnerre, lance à pleine voix la période qui déchaîne les acclamations aussi mathématiquement qu'un dé clic électrique arrache la lumière d'une ampoule. Je ne connais que Raimu qui soit aussi habile à prendre des temps, à tirer de son texte ces effets prodigieux.

Tout modestes congressistes que nous soyons, le président Herriot nous a littéralement envoûtés. C'est que ce diable de président a toujours l'air de s'adresser à chacun de nous en particulier, de nous prendre individuellement à témoin des affres où se débat sa conscience. C'est de son éloquence qu'on peut dire ce que Victor Hugo disait de l'amour maternel : « Chacun en a sa part et tous l'ont tout entier. »

Regardez-le sur l'estrade. Ses grosses mains brassent le vide comme s'il empoignait ses idées elles-mêmes pour nous les offrir. Nous assistons jusqu'à en avoir le ventre serré à la tempête qui agite son crâne. Nous suivons en haletant le développement de sa pensée. Ses angoisses, ce sont les nôtres. Sa politique, c'est la nôtre. Et quand brusquement, d'un ton farouche, il nous jette en plein visage :

- Voyons, est-ce que j'ai eu raison d'agir comme ça ?

D'un seul élan, nous répondons :

- Oui !

Et quand il répète :

- Voyons ! Est-ce qu'on pouvait agir autrement ?

Avec le même enthousiasme, nous répliquons

- Non !

Pour ma part, il n'y a qu'au music-hall que j'ai vu des artistes obtenir une pareille unanimité de leur auditoire, encore je parle de music-halls populaires, comme Bobino et l'Européen.

Alors, quand il a réalisé cette adhésion des esprits et des coeurs, le président Herriot élève vers le ciel un regard à la fois douloureux et vainqueur et nous voyons, projeté par la lanterne magique de ses yeux, se dessiner, sur la surface blanche du plafond, la poupine figure, rouge de confusion, du malheureux président Mistler.

Mais ce qu'il y a peut-être de plus admirable, quand on écoute le président Herriot, c'est qu'on éprouve tout de suite le sentiment de la haute politique. On voit comment les choses doivent se passer dans une vraie démocratie.

- Je vais vous parler de choses très délicates, dit-il.

Aussitôt, elles cessent d'être délicates. On a véritablement l'impression de discuter le coup au comptoir, en buvant un verre, avec le président Roosevelt, de faire une partie de belote avec Mac Donald, et les roueries de Hitler apparaissent cousues de câbles si gros qu'on a envie de lui frapper sur l'épaule pour lui signifier gentiment que ça ne prend pas. Un âne rouge lui-même comprendrait à ce moment qu'il fallait payer nos dettes envers l'Amérique afin de pouvoir lui emprunter davantage la prochaine fois, que le seul moyen de ne pas faire la guerre à l'Allemagne, c'était de la faire à l'Italie, et que le président Herriot, quand il se promenait en Russie, était tout de même moins noix que la Grande Catherine, à qui son ministre Potemkine montrait des villages spécialement édifiés pour l'épater, car si le petit père Staline ne lui faisait voir que ce que l'on voulait qu'il vît, lui Herriot, par contre, ne voyait que ce qu'il était déterminé à voir.

Lorsque le président Herriot acheva cette démonstration péremptoire, au milieu de nos folles acclamations qui couvraient le bruit de l'Océan, la nuit était tombée, mais une grande lumière habitait nos esprits.

Il semblait, au soir de cette belle journée, que la gamme de nos émotions fût épuisée. Mais le jour suivant nous réservait encore quelques pures satisfactions. La matinée avait été consacrée, sous la présidence du président Monnerville, dont le teint est tout un programme, aux futiles affaires coloniales. Nos délégués en profitèrent pour se livrer, le long de la côte, aux joies du canotage. Mais aux premières heures de l'après-midi, les salles du congrès étaient envahies. On n'avait pas encore vu pareille affluence. On s'écrasait, on se bousculait. Il y avait tant de monde que le service d'ordre refoulait indistinctement journalistes et délégués. Près de moi, un rédacteur du Times réclamait en vain l'autorisation de franchir le barrage. Il montrait sa carte.

- Ce qui se passe ici, lui a dit un militant muni d'un brassard tricolore, préposé à la police de la salle, ne regarde pas les Anglais.

J'ai entendu cette parole impie, mais je n'ai pu la relever car la houle du public m'entraîna plus loin.

J'espère du moins qu'on ne l'aura point rapportée au président Herriot qui, la veille, avait affirmé vigoureusement, au nez et à la barbe des pères Loriguet qui nous enseignèrent l'histoire, qu'Anglais et Français avaient toujours été unis et alliés pendant et depuis le XVII^e siècle.

Mais ceci n'est qu'une parenthèse. Les problèmes extérieurs disparaissaient devant la partie qui se jouait maintenant. En présence de l'assemblée compacte et fiévreuse de cette suprême séance, où les murmures prenaient l'ampleur d'un cyclone, ce n'était rien de moins que le sort de la république qui se décidait.

Si, au cours d'un congrès radical, on prêtait l'oreille aux mille rumeurs qui circulent dans ce qu'on est convenu d'appeler des couloirs et dont les journalistes, trop souvent, se font les complaisants véhicules, il faudrait croire qu'une crise sans précédent a traversé le nôtre. A entendre les colporteurs de clabaudages, la conférence des présidents qui siégeait en permanence dans la salle du cinéma aurait laissé éclater des rivalités fort dangereuses pour l'unité de notre cher parti. Le soir, dans les hôtels où chacun des clans tenait son siège, des intrigues florentines se seraient nouées. On rapportait tel propos empoisonné du président Chautemps visant le président Daladier. Le président Bonnet n'avait cessé, prétendaient les uns, de manoeuvrer pour contraindre nos présidents ministres à se retirer du gouvernement, tandis que d'autres soutenaient que le président Pierre Cot cherchait à provoquer une scission qui eût rejeté hors du parti les éléments hostiles au Front populaire.

Est-ce raisonnable ? Quant à moi, je n'ai rien vu de semblable. Pour y ajouter foi, en tout cas, je devrais penser que nos présidents sont capables d'une extraordinaire duplicité, car nous n'avons assisté, pendant trois jours, qu'au spectacle de leur union, de leur amitié et de leur admiration réciproques. A la tribune, ils n'ont cessé de se congratuler et de s'embrasser ; dans leurs discours, où revenaient à chaque minute, les mots de sincérité et de loyauté, ils se tressaient des couronnes les uns aux autres, ils s'accablaient de serments de fidélité. Quand on entendait le président Herriot déclarer que, depuis lui, on n'avait pas vu plus chouette ministre des Affaires étrangères que le président Delbos, comment croire que, dans le privé, il refusait de lui adresser la parole ?

D'ailleurs, n'étions-nous pas, nous congressistes, l'exact reflet de cette parfaite concorde ? Nous avons acclamé sans fatigue, sans répit, tous les orateurs. Le président Campinchi et le président Bonnet, le président Émile Roche et le président Jacques Kayser, le président Alfred Dominique et le président Guernut, le président Albert Bayet et le président Marchandau, qui soutenaient à tour de rôle leurs thèses contradictoires d'alliance ou de rupture avec les communistes, nous leur avons également prodigué les applaudissements. Il est vrai qu'il s'agissait toujours de sauver la république et le parti radical.

Aussi, lorsque le président Daladier nous a présenté le fameux ordre du jour des présidents, dont le président Roche et le président Kayser ont pu déclarer sans rire qu'il leur donnait, à l'un et à l'autre, entière satisfaction, nous l'avons voté d'enthousiasme, comme un seul homme, aux accents de *la Marseillaise*,

C'est bien la preuve que le parti radical, s'il est profondément divisé, est par contre rigoureusement indivisible.

D'ailleurs, il n'est pas divisé. De ce coup de gueuloir farouche qui confère à sa parole la magnifique autorité d'un adjudant apostrophant des recrues, le président Daladier s'est écrié que notre parti n'avait point de mystique et qu'il n'en aurait jamais. C'est vrai. Nous n'avons pas de mystique. Mais nous avons une doctrine. Et cette doctrine, dont tous nos présidents parlent tant sans qu'il soit jamais besoin de la définir, c'est d'être au pouvoir. Nous sommes un parti de gouvernement, c'est bien connu, quel que soit le gouvernement. Avec les présidents Marchandau, Bonnet, Herriot, et Sarraut dans un gouvernement d'union nationale, avec les présidents Daladier, Delbos, Pierre Cot et Jean Zay dans un gouvernement de Front populaire, du moment que nous y participons, la doctrine radicale est sauve. Nos congrès sont là pour le constater et s'en réjouir. C'est ainsi que derrière des présidents de gouvernement nous formons une vaste troupe de militants satisfaits. Dès lors, nous devenons un parti de contents. Et comme nous sommes contents, nous applaudissons. Et quand nous avons applaudi, nous chantons *la Marseillaise*, nous allons prendre l'apéritif en nous félicitant longuement de l'heureuse tournure des événements, puis nous rentrons chez nous, contents d'être contents, tandis que nos présidents continuent d'assurer le libre exercice des institutions démocratiques.

Je sais bien qu'il y a eu à ce congrès certains incidents qui ont permis de croire à des dissensions, à des querelles intestines. J'en ai été moi-même troublé ainsi que d'autres. Heureusement, le président Albert Bayet, dans sa lumineuse intervention, nous, a ouvert les yeux et montré notre erreur.

Connaissez-vous le président Albert Bayet ? Il ne paie pas de mine, mais c'est une grande figure de la démocratie. Son nez pointu aux narines frémissantes, son lorgnon bilieux, sa moustache et sa bouche hargneuses lui donnent l'apparence d'un pion rageur et constipé, mais c'est une colère sacrée qui l'agite. Sa haine implacable du fascisme et des fascistes lui procure une clairvoyance redoutable à nos ennemis.

- Ce sont les fascistes, s'est-il écrié, qui sèment la division dans nos rangs !

Et de nous apprendre que le colonel de la Rocque avait été vu, le matin même, dans les rues de Biarritz.

Dès cet instant, nous nous sommes retrouvés. Un océan de lumière nous envahit.

- Tout s'explique, me souffla mon voisin. Les anti-communistes groupés dans la salle sont des faux délégués. Tous croix de feu et fascistes.

Il ajouta qu'il en était ravi car, de cette façon, ils avaient été contraints d'écouter la parole radicale, ce qui, sans cette circonstance, ne serait jamais arrivé. Et d'avoir vu, à ce moment, ces croix de feu mêler leurs acclamations aux nôtres pour saluer les révélations du président Bayet, j'ai le droit de conclure que la grâce les avait touchés et qu'ils s'étaient convertis sur-le-champ.

Au surplus, je dois joindre mon témoignage à celui de l'orateur. J'avais été frappé de constater la présence à notre congrès, d'un grand nombre de délégués coiffés du béret basque. Le béret basque n'est pas une coiffure qui convient à un pur radical. Et l'on sait, du reste, qu'il a été adopté depuis longtemps par les fascistes.

Le banquet de dimanche a dignement couronné les travaux de cet inoubliable congrès. C'est dans la grande salle du casino Bellevue qu'il a eu lieu. Là, on surplombe la mer. On se croirait dans le salon d'un paquebot de luxe. Dans ces lieux, on a vu des rois, des princes, des grands d'Espagne. Alphonse XIII y dîna en face du prince de Galles. Aujourd'hui, ils nous appartiennent. Les grands d'Espagne sont en prison ou ils ont été fusillés. Leur roi est en exil. Le prince de Galles, devenu roi, ne vient plus en France. Mais les radicaux sont toujours là. Les radicaux ne sont jamais fusillés ni empêchés. Si quelques-uns ont été en exil ou en prison, ils sont revenus et ont repris leur place éminente dans le parti. Le parti radical est le plus grand parti du monde.

Ces pensées m'assaillaient, m'élevaient l'âme, comme je considérais les bonnes figures grasses, roses et velues de mes compagnons. Le saumon froid, le poulet rôti, le bordeaux blanc et le bordeaux rouge échauffaient leurs membres et leurs coeurs. Ils riaient. Ils s'interpellaient joyeusement. Les mains claquaient sur les épaules amies. La fumée des pipes, cet encens radical, emplissait l'atmosphère. Que c'est- beau, un banquet radical ! Comme on est bien, dans un banquet radical !

A la table d'honneur, il y avait quatre ministres et je ne sais combien de présidents. Au dessert, leurs voix éloquents devaient, une fois encore, nous porter au paroxysme de l'enthousiasme. Pour l'instant, c'était le tour de nos amphitryons.

M. Simonet, maire de Bayonne, fit un vibrant éloge du président Daladier et du président Herriot, comme il avait fait, aux assises, celui de notre infortuné, président Garat, dont l'absence, à cette fête de famille, a été vivement déplorée. Je regrette que M. Simonet n'ait pas cru devoir l'excuser. Je pense qu'il l'aura oublié.

Après lui, M. Hirigoyen, maire de Biarritz, fit entendre sa voix de stentor basque. Il nous apprit que, sans que personne s'en aperçût, la garde mobile avait campé dans la ville. Et, tourné vers le président Daladier, avec un charmant sourire, il ajouta :

- On sait, n'est-ce pas, monsieur le président, que nous avons en France une police forte et que nous avons l'art de ne pas la montrer...

Paroles opportunes. La fine, la délicate allusion qu'elles comportent auront été au coeur de notre cher président Daladier en lui montrant que les vrais radicaux n'ont jamais ajouté foi aux calomnies de la presse fasciste.

Notre président Daladier a su, du reste, clore la série des allocutions par une de ces formules ramassées dont il a le secret. Le front crispé, la bouche tordue, la voix tonnante,

comme s'il hurlait : « En joue ! Feu ! » dans le fracas de la bataille, il nous lança ce cri de ralliement qui nous atteignit en pleine poitrine :

- En avant !

- Halte ! fit une voix derrière moi.

C'était un maître d'hôtel qui s'adressait à un garçon de table.

J'ai, depuis, repensé souvent à cette alliance de mots qu'un malin hasard composa : « En avant ! Halte ! » N'est-ce pas, au fond, la parfaite devise de notre grand parti qui demeure, immobile et fort comme un roc, sur la route du progrès ?

TABLE DES CHAPITRES

Préface	3
---------------	---

I - CHRONIQUE DE JUIN 36

La terreur rose	6
Un soviet à Lyon	10
Tyrannie chez Renault	16
Un homme est mort	22
Une cagoularde.....	26
Monsieur le Préfet	33
La garde, espoir suprême.....	40
Les compagnons d'Anastasia	45
« Aux scandales de Marseille ».....	50
Spectacle de la décadence.....	56

II - LES DIEUX -ROUGES

Conseil des peaux de lapins (mai 1936)	59
La dernière halte du juif errant (avril 1937)	62
Le poêle du citoyen Guernut (avril 1936).....	69
Les arènes d'Arles (décembre 1937)	73
La République des Présidents (novembre 1936).....	78

AAARGH

SITE CRÉÉ EN 1996 PAR UNE ÉQUIPE INTERNATIONALE

<http://vho.org/aaargh>

<http://aaargh.com.mx>

<http://litek.ws/aaargh>

Allez chercher des anonymiseurs:

http://www.freeproxy.ru/en/free_proxy/cgi-proxy.htm

FRANÇAIS ! FRANÇAISES ! SI VOUS VOULEZ SAVOIR CE QU'ON VOUS CACHE, IL FAUT RECOURIR AUX ANONYMISEURS. FACILES ET GRATUITS. EXEMPLES:

TAPEZ [HTTP://ANON.FREE.ANONYMIZER.COM](http://ANON.FREE.ANONYMIZER.COM)/[HTTP://WWW.AAARGH.COM.MX/](http://WWW.AAARGH.COM.MX/)

OU: [HTTP://AAARGH.COM.MX.NYUD.NET:8090](http://AAARGH.COM.MX.NYUD.NET:8090)

OU: [HTTP://VHO.ORG.NYUD.NET:8090/AAARGH](http://VHO.ORG.NYUD.NET:8090/AAARGH)

OU : [HTTP://ANONYMOUSE.ORG/CGI-BIN/ANON-WWW.CGI/HTTP://VHO.ORG/AAARGH/](http://ANONYMOUSE.ORG/CGI-BIN/ANON-WWW.CGI/HTTP://VHO.ORG/AAARGH/)

EN UN CLIC VOUS ÊTES SUR L'AAARGH, *BINOCHÉ OR NOT BINOCHÉ* !

FAITES-EN UNE LISTE ET COLLEZ-LA SUR VOTRE BUREAU.

OU ALORS AYEZ RECOURS À UN FOURNISSEUR D'ACCÈS QUI SOIT HORS DE FRANCE, LE SEUL PAYS QUI CÈDE À L'OBSURANTISME.